

Les Fluctuations de prix

ET

LES CRISES DE 1907 ET 1908 EN ÉGYPTÉ

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

F. LEGRAND

LICENCIÉ EN DROIT

L'Acte public sera soutenu le Jeudi 22 Juillet 1909, à 4 heures du soir.

Président : M. GARNIER, Professeur.
Suffragants { M. BROCARD, Agrégé.
 { M. SENN, Agrégé.

NANCY
IMPRIMERIE TYPO-LITHO J. COUBÉ
25, RUE DE LA PÉPINIÈRE, 25

1909

Les Fluctuations de prix

ET

LES CRISES DE 1907 ET 1908 EN ÉGYPTE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

F. LEGRAND

LICENCIÉ EN DROIT



L'Acte public sera soutenu le Jeudi 22 Juillet 1909, à 4 heures du soir.

Président : M. GARNIER, Professeur.

Suffragants { M. BROCARD, Agrégé.
M. SENN, Agrégé.

NANCY

IMPRIMERIE TYPO-LITHO J. COUBE
25, RUE DE LA RÉPINIÈRE, 25

—
1909

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. BLONDEL, * I Q.

Doyen honoraire et Professeur honoraire : M. LEDERLIN, * I Q.

MM. BLONDEL, *, I Q, Professeur de *Code civil*, doyen.

BINET, I Q, Professeur de *Code civil* et Chargé du *Cours d'Enregistrement*.

GARNIER, I Q, Professeur d'*Economie politique* et Chargé du *Cours de Législation financière*.

BEAUCHET, I Q, Professeur de *Procédure civile*, Chargé du *Cours de Procédure civile* (Voies d'exécution), et Chargé du *Cours de Législation et Economie coloniales*.

BOURCART, *, I Q, Professeur de *Droit commercial* et Chargé d'un *Cours de Droit commercial* (Licence).

GAVET, I Q, Professeur d'*Histoire du Droit*, Chargé du *Cours d'Histoire du Droit privé*, du *Cours de Droit naturel et du Cours d'Histoire du Droit et des Institutions juridiques de l'Est*.

CHRÉTIEN, I Q, Professeur de *Droit international public et privé* et Chargé du *Cours de Droit international public* (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I Q, Professeur de *Droit public et constitutionnel* et Chargé des *Cours de Droit public* (Licence) et de *Droit public et Droit constitutionnel comparé* (Doctorat).

GÉNY, I Q, Professeur de *Code civil* et Chargé du *Cours de Droit civil approfondi* (Doctorat).

MICHON, I Q, Professeur de *Droit romain* et chargé du *Cours d'Histoire du Droit public et du Cours de Pandectes*.

BROCARD, Agrégé et Chargé d'un *Cours d'Economie politique* et du *Cours d'Histoire des Doctrines économiques*.

ROLLAND, Agrégé et Chargé d'un *Cours de Droit administratif* (Licence), d'un *Cours de Droit administratif* (Doctorat), et d'un *Cours d'Eléments de Droit public et administratif* (Capacité).

SENN, Agrégé et Chargé d'un *Cours de Droit romain* et d'un *Cours de Législation industrielle* (Licence).

NAST, Chargé d'un *Cours de Droit criminel*.

SIMONNET, Chargé d'un *Cours d'Eléments de Droit civil* (Capacité).

RENARD, Chargé d'un *Cours d'Eléments de Droit civil* (Capacité).

MELIN, A Q, Docteur en Droit, Chargé du *Cours de Science sociale*.

ROVEL, I Q, Docteur en Droit. Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

Digitized by the Internet Archive
in 2026

ERRATA

INTRODUCTION : P. 1. Au lieu de : le *principal* caractère distinctif, lire : le caractère distinctif *le plus apparent*.

P. viii, l. 3. Au lieu de : *souffert. Cette année-là*, lire : souffert, cette année-là.

P. 13, l. 21. Au lieu de : *empruntèrent* lire : empruntaient.

P. 46. Au lieu de : *Mais ces théories, destinées... etc.*, lire : *Mais ces théories, n'étant destinées qu'à...* et ne visant que..., nous n'avons pas.

P. 52, l. 2. Au lieu de : l'ensemble d'un prix, lire : l'ensemble *des* prix.

P. 57, notes. Au lieu de (3), lire : (2).

P. 62. Au lieu de : *ceux-ci varient dans des proportions*, lire : *ceux-ci varient, nous l'avons dit, dans des proportions*.

P. 80, note 2. Au lieu de : qu'avaient, lire : qui avaient.

P. 99. Au lieu de : *ils n'ont jamais*, lire : *qu'ils n'ont jamais*.

P. 119, note. Au lieu de : *C'est cette supériorité... est ce qui avait*, lire : *Cette supériorité... avait*.

P. 135, l. 12. Au lieu de *eux*, lire : *elles*.

ORTHOGRAPHE : PP. 11, 17, 28, 30, 36, 38, 40, 48, 52, 62, 75, 79, 98, 116, 133, 146, 147, 148, 150 (note) :

Daira-Sanich = Daïra-Sanieh ; Imaïl = Ismaïl ; Rad el Faray = Rod el Farag ; l'indiquent = l'indiquent ; se trouve = se trouvent ; extention = extension ; Bandone = Randone ; même = mêmes ; expliqués = expliqué ; ou = on ; tiwo = two ; four = four ; nous nous sommes servis = nous nous sommes servi ; se sont faits sentir = se sont fait sentir ; multiplicités des intermédiaire = multiplicité des intermédiaires ; crédit, foncier = crédit foncier ; augmenté = augmentés ; se = ce ; on = ont ; nous-mêmes = nous-même.

INTRODUCTION

L'Egypte a subi, en ces dernières années, des troubles économiques graves : crise de spéculation en 1907, malaise plus profond et plus vague en 1908, mais dont le principal caractère distinctif a été une hausse inquiétante de la plupart des produits agricoles, le coton excepté. On eût dit qu'à la crise de spéculation succédait une sorte de crise déficitaire par infra-production agricole. Nous nous sommes demandé quel rapport il y a entre ces deux séries de faits et si l'étude des causes de ces deux perturbations passagères ne nous permettrait pas de découvrir quelques défauts permanents de l'organisme économique égyptien.

C'est en effet une idée communément admise, au moins depuis Duehring (1), que, de même que les tares ou les

(1) *Cursus der National und Socialökonomie*, 1873.

V. également LUIGI COSSA « *Introduzione allo studio dell Economia politica*. Traduction A. Boinet, Paris 1899. « Si, dans le domaine des sciences médicales, en dehors de l'anatomie normale et de la physiologie, nous avons des doctrines spéciales qui décrivent les organes et les fonctions du corps humain à l'état pathologique, de même, en économie politique, nous avons une théorie des perturbations et des crises qui est le complément nécessaire de la théorie des fonctions économiques normales. » (Ch. IV, § 2, p. 56.)

faiblesses d'un organisme physiologique se révèlent particulièrement en cas de maladie, les faiblesses et les défauts d'un organisme économique et social apparaissent surtout en temps de crise ou de souffrance. C'est une autre idée généralement acceptée que la cause première des phénomènes économiques réside au fond de l'âme humaine. Ainsi, en parlant des crises, M. Aftalion (1), écrivait dernièrement : « Peut-être faut-il subordonner ces mouvements à des causes profondes. Au lieu de s'arrêter aux manifestations extérieures des phénomènes, c'est probablement en nous, dans l'âme humaine, qu'il faut chercher les facteurs déterminants, les forces directrices. Ici, comme en tant d'autres matières, l'explication dernière est d'ordre psychologique. Tout doit se ramener à une question de valeur, dépendre du jeu changeant de nos désirs et de nos besoins ». Cette idée, qui n'est autre que celle sur laquelle repose l'économie politique tout entière, paraît particulièrement applicable aux pays quelque peu exotiques et neufs dont la psychologie et la constitution économique ne ressemblent pas à celles des pays d'Europe sur l'observation desquels la plupart des théories économiques ont été fondées :

« Afin de se faire une idée, même approximative, des forces productives de ce pays et de son avenir commercial, dit en parlant de l'Égypte, un économiste envoyé par Lord Palmerston (2) pour faire une enquête à ce

(1) « Possibilité théorique et réalité des crises de surproduction générale ». *Revue d'économie politique*, octobre 1908, février-mars 1909.

(2) JOHN BOWRING. *Report on Egypt and Candia*, Londres, 1840.

sujet, il faut d'abord jeter un coup d'œil sur chacune des races dont est formée sa population composite. »

C'est en partant des deux idées primordiales que nous venons de rappeler que nous nous sommes décidé à étudier la « crise égyptienne » (1) de 1907-1908, dans ses causes afin d'y trouver des remèdes et surtout dans ses causes psychologiques et sociales, afin de mettre en relief quelques-unes des particularités importantes de l'organisme social et économique que nous voulons étudier.

Cet organisme en présente de nombreuses. Le fait même de la crise de spéculation dont nous parlerons dans la première partie de ce travail l'indique. « Là où le mouvement industriel est faible et lent on ne remarque point ces commotions », dit Juglar en parlant des crises commerciales. Et il ajoute, pour corroborer cette opinion : « Ainsi, partie de l'Allemagne, la Russie, l'Espagne, si elles n'en sont pas à l'abri, n'en reçoivent du moins qu'un contre-coup éloigné. » Or, il est notoire que l'Egypte ne possède presque aucune grande industrie. Cependant la crise de spéculation de 1907 a été tellement intense et ses répercussions lointaines ont été si générales, que le mot est passé tel quel dans le vocabulaire arabe pour désigner une période de gêne et de souffrances. — D'un autre côté, un auteur beaucoup plus récent, M. Jean Lesclure, dont la thèse remarquable sur « Les crises générales et périodiques de surproduction », a attiré l'attention, écrit : « Tant que l'agriculture fut le mode dominant de production, l'apparition des crises fut aussi capricieuse que celle des bonnes et des mauvaises récoltes ».

(1) C'est le nom qu'on donne en Egypte à l'ensemble des faits que nous étudions.

C'est justement au moment où M. Lescure écrivait ces lignes, qu'éclatait la crise égyptienne, dont l'apparition n'était due à aucune mauvaise récolte. Chacun sait cependant qu'en Egypte l'agriculture est le mode dominant de production.

Mais, et ceci surprendrait probablement plus encore l'économiste qui voudrait juger de l'Egypte d'après ce qui se passe dans d'autres pays, c'est justement au moment où la crise égyptienne était tout à fait déclarée, au moment où elle était entrée dans ce qu'on est convenu d'appeler « la période de dépression », que, pour beaucoup de produits les prix haussaient le plus.

C'est sur l'explication de cette dernière particularité qui a marqué le malaise de 1908 qu'il nous a paru le plus utile d'insister. Mais, afin d'étudier plus complètement l'Egypte tout en étudiant les perturbations économiques qu'elle vient de subir, nous n'avons pas hésité à réunir dans un même travail l'étude de deux mouvements différents : crise de spéculation de 1907, hausse des produits agricoles en 1908. Nous nous efforcerons, au cours de ce travail, de les distinguer nettement en montrant que la hausse de 1908 n'est pas la continuation de la hausse générale des prix, qui a accompagné la période de spéculation précédente. Les deux faits que nous réunissons ne sont pas du reste sans rapports. Nous le verrons mieux au cours de cette étude, mais remarquons d'abord que ce sont tous deux essentiellement des mouvements de prix. L'arrêt de la hausse des prix (ou la progression continue de cette hausse, s'il s'agit d'une crise déficitaire) est considéré par le public aussi bien que par les économistes comme le phénomène essentiel de toute

crise. « L'arrêt de la hausse des prix » telle est la définition même de Juglar. — Comme pour nous éviter le luxe de plus amples citations, M. Lescure consacre tout un paragraphe à montrer que la définition de Juglar est admise non seulement par les économistes qui professent les mêmes opinions que le savant auteur français sur les causes des crises, c'est-à-dire ceux qui les rattachent à des phénomènes de crédit et de spéculation, les néo-mercantilistes, comme il les appelle, mais même par ceux qui expliquent les crises « par deux phénomènes, de production, de consommation et de répartition » (1), c'est-à-dire en définitive par tous les économistes qui ont abordé ce sujet. Et, en effet, M. Lescure les cite presque tous (2).

Ce n'est pas du reste uniquement pour nous conformer aux notions les plus généralement admises de la science économique, ou simplement pour donner à notre étude sur les causes de la « crise égyptienne » de 1907 et 1908 plus de simplicité et d'unité, que nous avons voulu étudier cette crise dans son caractère essentiel. Ce n'est

(1) La seule différence entre ces deux groupes, c'est que les premiers, les néo-mercantilistes, expliquent la hausse et la baisse des prix par des « causes purement monétaires » (c'est-à-dire tenant à la monnaie ou au crédit) tandis que les autres « relèguent au second plan l'influence de l'instrument des échanges ». Lescure, *op. cit.*, p. 455, 519, 520 et suivantes.

(2) Cette unanimité — du moins en ce qui concerne la détermination du caractère essentiel des crises — ne nous surprend point. Elle tient, comme dit Jones, aux relations de toutes les industries avec les institutions monétaires et de crédit, où, si l'on veut à ce que la cause première des crises étant d'ordre psychologique, tout, comme dit M. Aftalion « doit se ramener à une question de valeur ».

pas davantage pour nous placer au point de vue du public, pour qui le prix des choses est la seule mesure de leur valeur.

Cette conception de notre sujet nous était imposée par le but même que nous poursuivons. Nous voudrions, avons-nous dit, que notre étude servît à mettre en relief quelques-unes des particularités de l'organisme social et économique égyptien.

Or, il est une de ces particularités qu'on aperçoit *a priori*, bien qu'elle ait été quelquefois méconnue : cet organisme est double. Il se compose d'un côté d'un ensemble de races diverses, il est vrai, mais formé entièrement d'Européens et d'européanisés. Toutes les règles sociologiques ou économiques qui seraient applicables à un milieu européen s'appliquent plus ou moins à cet ensemble. — D'un autre côté, nous avons affaire à une masse de population musulmane qui se trouve dans une situation économique et dans un état de civilisation tout à fait différents.

Ces deux groupes sont juxtaposés plutôt que mélangés, comme le montre déjà le seul aspect extérieur de villes comme le Caire et Alexandrie, où les quartiers indigènes et les quartiers européens se touchent sans se pénétrer (1). Ils se rapprochent l'un de l'autre par des

(1) Le touriste y passe sans transition et presque sans dérangement, d'un milieu tout à fait moderne, où il jouit du même confort et de la même civilisation qu'à Paris, à Londres ou à New-York, à un autre milieu où se sont conservés, non seulement des monuments vieux de plusieurs milliers d'années, mais des mœurs et des usages datant de plusieurs siècles. C'est ce qui fait l'un des caractères distinctifs de l'originalité de ce pays une des raisons de l'intérêt puissant qu'il présente et de l'espèce de séduction qu'il exerce sur les étrangers.

dégradations insensibles d'une partie de leurs éléments respectifs, de façon qu'ils communiquent par une ligne de démarcation étroite, et des points de contact encore assez peu nombreux, malgré l'effort que la main puissante de Mohammed-Ali et de ses successeurs a fait pour les confondre. C'est pour avoir voulu raisonner par analogie de l'un de ces milieux à l'autre que la plupart des écrivains qui ont eu l'occasion, sinon d'étudier profondément l'Egypte, tout au moins d'en observer les aspects, la vie sociale et les mœurs, sont arrivés à cette conclusion : « L'Egypte est le pays du paradoxe » (1).

Or, il y a précisément entre les deux groupes sociaux dont nous venons de parler, des rapports qui se rapprochent de ceux qui existent entre les deux mouvements de prix que nous voulons étudier. Les causes profondes de ces derniers sont différentes, comme la psychologie des deux classes principales qui composent la population de l'Egypte. Il en est de même de leurs caractères et de leurs effets.

La crise de spéculation de 1907, qui a abouti à une baisse très forte de toutes les valeurs de bourse et des terrains à bâtir, a été surtout ressentie d'abord par la partie européenne ou européanisée de la population. Le malaise qui s'est manifesté en 1908 par un renchérissement des vivres et particulièrement de la plupart des produits agricoles (2) a produit les effets d'une crise défi-

(1) Elle semble avoir été mise à la mode par Sir Alfred Milner, qui l'a prise comme titre d'un des chapitres de son livre « *L'Angleterre en Egypte* ». Depuis, elle est répétée à l'envi dans les livres, dans les journaux et jusque dans les rapports officiels.

(2) « Deux périls menacent la prospérité de l'Egypte, disait le journal indigène *Al Ahram*, le 12 janvier 1909 : le renchérissement

citaine, et ce sont surtout les classes les plus pauvres et les plus nombreuses de la population indigène qui en ont souffert. Cette année-là, bien que le coût de la vie se fût déjà considérablement élevé auparavant.

Nous étudierons d'ensemble les fluctuations de prix en 1907 et 1908 en Egypte.

Notre étude se divisera en 4 chapitres :

Dans le premier nous dirons quelques mots de la spéculation jusqu'en 1907 en insistant particulièrement sur ses causes.

Dans le deuxième chapitre, beaucoup plus étendu, nous chercherons la cause de la hausse des prix et particulièrement de celle des produits agricoles en 1908. Nous en trouverons de nombreuses, qu'il faudra ensuite comparer pour mettre en relief les plus importantes et déterminer en même temps la gravité des fluctuations de prix correspondantes.

Cette comparaison nous permettra un rapprochement entre la crise de spéculation de 1907 et le malaise agricole de 1908. Ce sera l'objet de notre troisième chapitre.

Enfin dans un quatrième et dernier chapitre, nous indiquerons les moyens qui nous paraîtront les plus propres à empêcher le retour des fluctuations de prix dont nous aurons parlé précédemment. L'étude que nous aurons faite de leurs causes nous suggèrera naturellement ces moyens.

des vivres et la diminution des récoltes ». Voir également le *Courrier d'Egypte* du 25 mars 1909, qui, dans un entrefilet sur les fonctionnaires, parle également de la « cherté actuelle de la vie », et surtout Yacoub Artin Pacha « Essai sur les causes du renchérissement de la vie matérielle au Caire. Mémoire présenté à l'Institut égyptien, Caire 1907.

Notre but, comme on le voit, n'est pas d'apporter un nouvel élément à la théorie générale des crises, ou d'ajouter quelques causes nouvelles à celles qu'on a déjà signalées comme susceptibles de produire ces phénomènes. Nous nous plaçons résolument en face de faits dont nous pouvons observer les effets ; nous tâchons simplement d'en déterminer les causes, pour tâcher d'y trouver des remèdes, heureux seulement, si nos efforts tendent en même temps à faire mieux comprendre la constitution spéciale de l'organisme que nous étudions. Nous abordons par conséquent et de parti pris un problème pratique.

Nous tâcherons, dans la mesure où les documents nous le permettront, de comparer le malaise agricole de 1908 et les mouvements de prix qui l'ont marqué aux autres phénomènes analogues qui se sont produits antérieurement dans ce pays. C'est tout ce qu'il y aura de général dans notre travail. Nous espérons que cela suffira, quels qu'en soient les défauts, pour qu'il ne soit point particulièrement sujet à ce reproche si souvent adressé, depuis Aristote, à ceux qui étudient un fait particulier, à savoir qu'il n'y a point de science du particulier.

CHAPITRE PREMIER

La spéculation jusqu'en 1907

Les auteurs qui ont décrit les crises n'y voient d'ordinaire que les alternatives d'une hausse et d'une baisse exagérées. « Cette observation est superficielle » dit, après bien d'autres, M. Arminjon, précisément à propos de la crise égyptienne (1). Si « la valeur est moins dans la chose que dans l'estime que nous en faisons » (2), ou, en d'autres termes, si la valeur tient toujours au fond à des causes psychologiques et subjectives, il doit en être de même des prix qui en sont l'expression.

L'élimination de cet élément subjectif est impossible : il est clair que les appréciations que nous porterons sur les choses que nous appelons richesses, parce qu'un désir s'y attache, aura toujours quelque chose d'incertain, justement parce que la plupart de nos désirs ne procèdent pas de la raison et de la science. L'influence de cet élément irraisonné et variable a augmenté récemment dans

(1) La crise financière égyptienne actuelle. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} septembre 1907.

(2) CONDILLAC. *Le Commerce et le Gouvernement*, 1776, 1^{re} partie, chap. I.

les pays qui ont été les promoteurs de l'esprit scientifique, parce que dans ces pays, et précisément au même moment, le désir dont nous parlons, le désir de la richesse est devenu passion, et que « le siècle de la science » a été aussi le siècle de la ploutocratie (1). Mais ce que nous voudrions faire ressortir, c'est que cet élément subjectif existe ailleurs que dans les grands pays industriels et économiques, qui ont vu au xix^e siècle tant de progrès et tant de ruines, et que, s'il y a des pays où les conditions sociales et ethnographiques sont plus particulièrement favorables à son développement, l'Égypte est précisément un de ceux là.

« La recherche ardente et passionnée de la richesse, dit avec raison M. Jones, est à la naissance de toutes les crises ». (2) C'est en effet de l'espoir et de la possibilité entrevue du gain que naît la spéculation.

Mais pour se transformer en passion de la richesse le sentiment de l'intérêt personnel a besoin, comme tous les sentiments, de circonstances favorables.

Or, ces circonstances favorables au développement de l'esprit de spéculation et à l'apparition des crises, se rencontrent surtout dans les pays qu'on est convenu d'appeler les pays neufs, où les entreprises rémunératrices apparaissent nombreuses. L'Australie, l'Argentine

(1) La fréquence des crises, en régime capitaliste, tient du reste à une autre cause plus objective. L'impossibilité de mesurer le désir qui s'attache aux choses produites par l'industrie moderne, et qui en fait des richesses, provient aussi de l'étendue dans le temps et l'espace du marché où elles se disperseront pour s'échanger.

(2) M. Jones n'envisage pas ici, bien entendu, les crises déficitaires.

et les Etats de l'Amérique du Sud, le Transvaal, tous les grands pays d'émigration, ont, au cours du XIX^e siècle, successivement présenté ce caractère, que les Etats-Unis semblent avoir conservé d'une façon permanente. De pareils pays attirent ceux qui savent et peuvent oser, c'est-à-dire ceux qui ont tout à gagner à être audacieux, justement parce qu'ils y ont peu à perdre en général, soit qu'ils n'aient jamais rien eu, ou qu'ils aient tout perdu. Conquistadores modernes, ils ont déjà par le seul fait qu'ils sont émigrants, l'esprit d'aventure et la soif du gain (1).

Comme nous croyons vite ce que nous désirons ardemment, un seul succès suffit pour faire croire au succès de tous. « Quod volunt, credunt ». Le souvenir des échecs est vite oublié. L'Australie, la Californie, le Transvaal nous offrent souvent en ces dernières années des exemples de ce phénomène psychologique remarquable. « On rencontre sur le Weldt des gens qu'on prendrait pour des chemineaux. L'un d'eux, après avoir rôdé quelque temps dans le même voisinage revient à Johannesburg avec une poignée de cailloux. On apprend un jour que la ferme où il maraudait des pierres vient d'être achetée ou réservée par une compagnie, et six mois après on y exploite de l'or, des diamants, ou la crédulité publique... Demain peut-être ce

(1) M. A. Chevalley, consul général de France, dit en parlant de la population européenne du Transvaal : « Elle dépense trois fois plus qu'en Europe et veut gagner quatre, cinq ou dix fois plus, s'il est possible, puisque le Transvaal est un pays où l'opinion populaire veut qu'on fasse rapidement fortune ».

(Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France, année 1905. Supplément au *Moniteur officiel du commerce*, 2 novembre 1905).

chemineau sera millionnaire. Cela n'arrive qu'à un sur cent mille mais cet exemple suffit » (1).

L'histoire des Etats-Unis au XIX^e siècle fourmille d'exemples de cette crédulité particulièrement forte chez les gens venus pour chercher fortune dans les pays neufs. En Californie, l'annonce de la découverte d'une veine d'argent pur amena une fièvre de l'argent en 1858-59. En 1860-63, c'est une folie du cuivre causée par la découverte d'une mince veine dans le comté de Calaveras. Même fait pour le pétrole en Pensylvannie. (2) Naturellement les pays de mines, et particulièrement de mines d'or, sont extrêmement favorables au développement de ce ferment de spéculation et de crises dont nous parlons. Mais ce fait tient peut-être moins à la nature de leurs productions qu'à l'état d'esprit spécial des nouveaux habitants qui y affluent. La preuve, c'est que la spéculation sévit tout aussi bien dans les pays à productions particulièrement agricoles, comme l'Argentine, que dans les pays miniers, comme l'Australie ou le Transvaal, et, dans ces derniers, elle ne se confine nullement aux mines. Il y a même entre les uns et les autres de ces pays, considérés comme milieux d'éclosion des crises, un trait de ressemblance et comme un champ commun de spéculation, si j'ose dire : c'est la spéculation sur les terrains. L'Argentine l'a connue après avoir connu celle sur les produits agricoles, les peaux et les laines. En Australie de même, ce ne fut pas la spéculation sur les laines qui provoqua la catastrophe de 1893, mais bien plutôt la

(1) Rapports commerciaux déjà cités. Supplément au *Moniteur officiel du commerce*, 2 novembre 1905, page 9.

(2) D'après JONES. *Economic crises*, p. 185.

spéculation sur les terrains. La période qui la précéda fut caractérisée par « une spéculation énorme portant surtout sur les biens-fonds, en particulier sur les terrains des villes, par une inflation générale... on en parle encore comme d'une sorte de temps fantastique. Dans Collins Street, la plus grande artère de Melbourne, un lot de terrain s'était vendu 22.000 francs le pied anglais, (30 centimètres) de façade ; plus récemment le prix atteignait 50.000 francs pour la même unité. Une maison contenant des bureaux fut vendue 1.800.000 francs en 1888 à une société immobilière, qui trouva dernièrement à s'en défaire à 300.000... La seule année 1888 voit se fonder à Melbourne 433 sociétés par actions... dont 247 étaient des sociétés financières, « chiefly connected with real estate », c'est-à-dire s'occupant surtout de terrains. (1) Au Transvaal même nous retrouvons les mêmes caractères, les mêmes faits. « Le terrain y change de mains avec rapidité. Chaque mois, de nouveaux « blocs » sont transférés des anciens propriétaires aux spéculateurs, ou bien des droits miniers en sont achetés ou réservés pour plusieurs années. C'est bien une répétition du mouvement qui, pendant les dernières décades du siècle (xix^e) transforme la propriété foncière au sud du Transvaal ». (2)

C'est en général sur les terrains urbains que la spéculation sur les immeubles sévit le plus, et il est facile de se l'expliquer. Que faut-il pour que la passion du gain

(1) Pierre LEROY-BEAULIEU. L'Australie et la Nouvelle Zélande. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} septembre 1896.

(2) M. Abel CHEVALLEY, rapport cité. *Moniteur officiel du commerce*, 2 novembre 1905.

déforme l'évaluation que nous formons des choses? Il ne suffit pas qu'elle soit forte, il faut que les choses aussi se prêtent à cette déformation par l'incertitude de leur valeur objective. On spéculait sur les tulipes en Hollande en 1634-36 ; en France en 1719 sur la valeur du privilège accordé à la Compagnie des Indes Occidentales ; en Angleterre en 1719 sur celles de semblables privilèges que l'Espagne devait accorder à la Compagnie des mers du Sud ; parce que rien n'est plus incertain que la forme qu'affectera la demande mondiale de tulipes, ou le profit qu'on pourra retirer de pays lointains et inconnus. De nos jours, l'aliment favori des spéculateurs, c'est parmi les valeurs, les actions de mines d'or, et parmi les marchandises celles dont la demande est le plus incertaine, à cause de l'étendue du marché mondial où elles se répandent, ou de l'instabilité des besoins auxquels elles répondent : le coton, la laine, les métaux.

Or, dans les pays d'émigration, les terrains à bâtir offrent un objet de spéculation désigné d'avance, et qui présente à ceux qui veulent s'enrichir rapidement un double avantage. D'abord ils s'offrent immédiatement à leur attention, étant situés dans le voisinage des villes, où les étrangers aiment à se concentrer à l'arrivée. Ensuite et surtout, rien n'est plus incertain que leur valeur. Dans les conditions économiques actuelles, le revenu d'une terre à blé ne paraît pas susceptible de bien grandes variations. Mais il n'en est pas de même de celui d'un terrain situé dans les environs du Caire, de Melbourne, ou de Buenos-Ayres (1). La maison qu'on y

(1) « Quant aux terrains urbains et aux maisons, ils ont perdu (à Melbourne) les deux tiers ou les trois quarts de leur valeur.

élévera est un capital d'un genre particulier, qui sera surtout productif d'utilité, d'agrément, de confort, et rien n'est plus variable que la demande de confort. Elle peut devenir brusquement énorme dans les pays qui se développent ; cela dépend de la richesse de ces pays, du changement souvent rapide des habitudes des habitants, toutes choses difficiles à évaluer. Tout ce que l'on sait au début, c'est qu'elle augmentera probablement, et cela suffit. Il arrive presque fatalement que la fortune favorise un jour quelques spéculateurs heureux, et alors se produisent parmi des esprits prédisposés, ces phénomènes remarquables de psychologie des foules, qui ont été si souvent signalés.

Les conditions psychologiques et sociales que nous venons de décrire se sont, à diverses époques, mais particulièrement en ces dernières années, admirablement réalisées en Egypte.

Non seulement, comme nous le verrons d'autre part en parlant des faits qui ont marqué l'éclosion de la crise égyptienne, l'Egypte présentait tous les éléments objectifs nécessaires au développement de l'esprit

Dans les plus beaux quartiers de Melbourne, des propriétaires qui menaient, il y a cinq ans, un train effréné, offrent aujourd'hui de louer leurs somptueuses habitations, à la simple condition de les entretenir en bon état, ainsi que les jardins y attachant. Les logements les plus modestes ont subi la même dépréciation : telle petite maison louée à raison de 130 fr. par mois avant le moment de la plus grande spéculation, ne se payait plus en 1895 que 30 francs ; en 1888, on en louait de pareilles à 200 francs. »

Pierre LEROY-BEAULIEU, art. cité.

d'entreprise, mais le milieu psychologique y était également favorable. Pendant les 10 années 1897-1907, la terre des Pharaons a été un véritable pays d'immigration. Sans compter 69.725 sujets ottomans, pour la plupart Syriens et Arméniens, le nombre des Européens de diverses nationalités y a passé de 109.725 en 1897, à 147.364 en 1907, soit une augmentation d'environ 35 0/0. Cet accroissement n'est pas dû à un afflux de fonctionnaires comme on pourrait le croire. Les fonctionnaires français sont certainement moins nombreux qu'il y a 10 ans, et les sujets anglais, parmi lesquels le nombre de fonctionnaires n'a peut-être pas diminué, n'ont augmenté que de 5 0/0. Au contraire l'augmentation du nombre de Grecs, d'Italiens, d'Allemands et de Suisses, qui s'adonnent pour la plupart à des opérations commerciales variées, a grandi dans d'énormes proportions : 35 0/0 pour les Suisses, 43 0/0 pour les Italiens, 44 0/0 pour les Allemands, et 63 0/0 pour les Grecs. Ceux-ci formaient déjà en 1897 la colonie de beaucoup la plus nombreuse, et leur nombre est passé de 38.208 en 1897 à 62.974 en 1907. Remarquons du reste que cette population étrangère, ici comme ailleurs, est presque toute concentrée dans les villes.

Le Caire, Alexandrie et les villes du canal renferment à elles seules 51.000 Grecs sur 62.000, 10.000 Français sur 14.000 et 32.000 Italiens sur 34.000 pour toute l'Egypte. Qu'on ajoute à cela la forte proportion de Syriens et d'Arméniens que nous avons signalée, et l'on comprendra l'état d'esprit régnant dans ces milieux, formés en majorité par les descendants des hardis navigateurs qui ont autrefois créé le commerce sur les bords de la Méditerranée

orientale. Un romancier à tendances psychologiques (1) en a donné, il y a peu de temps, dans une œuvre purement littéraire, une description revêtue de « pessimistes mais réelles couleurs » (2), comme dit un journal qui la reproduit. Citons en un ou deux passages qui suffiront à corroborer notre opinion. « Bien des gens viennent sur les bords du Nil, soit en curieux, soit comme fonctionnaires, soit avec l'intention bien arrêtée de faire fortune le plus tôt possible, et de regagner aussitôt la terre natale. Pour presque tous l'installation au Caire est considérée comme passagère... Tout ce monde ayant, pour la plupart, connue la misère, ou tout au moins la gêne souvent plus cruelle, a perdu la tête devant le superbe gâteau que l'Égypte lui tendait ».

Voilà bien l'état d'esprit des émigrants, n'estimant d'autre succès que le succès financier, faciles à se laisser griser par la fortune qu'ils convoitaient, acceptant d'un cœur léger, comme dit notre consul au Transvaal « les risques les plus évidents, quitte à sombrer et à se refaire, pourvu qu'il y ait une chance de gagner gros ».

Et cette population plus ou moins flottante de spéculateurs nés se trouvait en face d'une population indigène en général peu avertie des idées économiques, préférant à tous les autres les gains faciles, habituée assez généralement par atavisme et pour bien des causes à compter au moins autant sur le hasard que sur les fruits de son travail, pour qui bien souvent toute entreprise est un coup de dés, qui ne réussit que s'il plaît à Dieu.

(1) Jehan D'YVRAY (*Les porteuses de torches*).

(2) Journal *l'Égypte*, 19 janvier 1909.

Le gouvernement égyptien poursuit depuis 20 ans une campagne contre les maisons de jeu sans parvenir à les extirper.

Avant 1903, on rencontrait à chaque pas, dans les rues du Caire et d'Alexandrie, des marchands de billets de loterie de toutes sortes. Parmi ces billets se trouvaient des promesses d'obligations à lots du Crédit foncier égyptien. Ces promesses reproduisaient le numéro de l'obligation et la signature du propriétaire de celle-ci, qui s'engageait à donner le lot à l'acheteur de la promesse dans le cas où le numéro de l'obligation sortirait au tirage prochain.

La vente de ces véritables billets de loterie était très fructueuse. Elle rapportait au propriétaire de l'obligation un peu plus de 15 francs par an. L'intérêt de celle-ci à 3 % n'était que de 7 fr. 50. Les chances de gain, qui calculées mathématiquement auraient représenté quelques piastres, doubleraient ainsi la valeur de l'obligation. Ceci n'est peut-être pas particulier à l'Egypte, mais voici qui l'est davantage :

En 1903, la vente des promesses du Crédit foncier fut défendue par une loi. On eût cru que le cours des obligations, ainsi privées de la plus grande partie de leur valeur allait baisser considérablement. Il n'en fut rien ; il fit au contraire un bond formidable. Il y avait là plus qu'une coïncidence : beaucoup de gens ne pouvant plus acheter de promesses, et voulant quand même tenter la chance, achetaient les obligations.

Il nous semble qu'un tel fait suffirait presque à lui seul à faire deviner d'avance un des caractères les plus sail-

lants de la crise financière égyptienne : la spéculation énorme qui la signala.

Rien de plus banal en apparence que la crise financière qui s'est produite dans le milieu que nous venons de décrire. Elle présente pourtant deux caractères assez remarquables : l'origine des capitaux qui ont causé le krack, et la violence de celui-ci. Nous demandons la permission (1) d'en retracer rapidement la marche, en divisant les faits en deux groupes correspondant à la période d'essor et à la période de dépression qui ont, l'une précédé, et l'autre suivi la crise.

I. Pour résumer la période d'essor, qui s'étend jusqu'en 1907, nous pourrions presque nous contenter d'emprunter nos expressions à un manuel d'économie politique. Voici par exemple ce que dit M. Gide : « Les capitaux finissent par s'accumuler en grandes masses. Naturellement, par suite de l'abondance de ces capitaux, l'intérêt baisse ; on s'ingénie alors pour trouver des placements plus productifs ; on fonde... des entreprises nouvelles, singulières, souvent folles, et le tout finit par ce qu'on appelle aujourd'hui, dans la langue des gens de bourse, un krack ».

On reconnaîtrait déjà dans cette large esquisse beaucoup des traits principaux de la crise égyptienne de 1907. Un des plus importants de ces traits n'y est pas indiqué cependant, et c'est le seul qui, dans la période d'essor,

(1) Nos lecteurs égyptiens nous pardonneront ce court historique qui leur est familier, mais qui est nécessaire tout de même à la continuité de notre sujet.

apparaisse comme vraiment caractéristique : le capital dont l'abondance a produit la spéculation et le krack n'était pas du capital égyptien : c'était, en grande partie, du capital étranger (1).

Il suffit, après avoir ainsi complété l'esquisse de retoucher un peu chacune de ses grandes lignes et surtout d'insister sur la dernière pour avoir une physionomie assez exacte de la crise de spéculation de 1907.

L'afflux des capitaux est facile à comprendre. Il résulta de la sécurité de plus en plus grande des transactions, et coïncida avec un accroissement de la productivité du sol égyptien qui tendaient toutes deux à attirer les nouveaux placements. Pendant les trois premiers quarts du xix^e siècle, le crédit, dans le sens moderne du mot, avait été presque inconnu en Egypte. Les établissements de crédit faisaient défaut. Quand, en 1848, un Arménien de Smyrne essaya de fonder la première banque, il échoua, à cause des protestations des ulémas, (2) et se trouva dans l'impossibilité de rentrer dans ses avances. Les capitaux possédés par les indigènes se cachaient. Non seulement, en effet on n'en pouvait faire aucun usage, la loi musulmane, comme on sait, ne permettant pas le prêt à intérêt, mais le souvenir était encore vivant d'un temps où il était dangereux de paraître riche.

La situation sembla se modifier entre 1864 et 1867, période de prospérité coïncidant avec les prix fabuleux

(1) Encore ce caractère ne la distingue-t-il pas complètement de crises telles que celles qui ont éclaté dans l'Argentine en 1891, et surtout en Australie en 1893.

(2) V. ARMINGTON et B. MICHEL : La circulation, le crédit et leurs instruments en Egypte. *Revue d'économie politique*, 1908.

du coton pendant la guerre de sécession, et le mouvement d'affaires causé par le creusement du canal de Suez. Quelques banques se fondèrent.

Elles n'étendirent que très indirectement leurs opérations dans les milieux indigènes.

Il n'y avait encore aucune sécurité complète pour la propriété ; le régime en était compliqué, les titres extrêmement incertains, le transfert difficile, pour une foule de raisons qu'il serait trop long d'énumérer.

Le numéraire en circulation était toujours rare, les prix très bas (1). La commission internationale chargée d'étudier le projet d'établissement des tribunaux mixtes disait encore : « La propriété immobilière... ne peut acquérir la valeur à laquelle elle pourrait atteindre avec un bon système de juridiction. Il faut reconnaître que le gouvernement ne peut, en l'état, faire fonctionner une loi sur les hypothèques ». L'établissement des tribunaux mixtes en 1875 et celui du crédit foncier en 1880 ne produisirent pas immédiatement l'effet attendu. Le taux maximum de l'intérêt était encore fixé à 12 0/0 par les codes indigènes de 1883. Ceux qui empruntèrent à ces taux pour prêter ensuite aux indigènes les sommes qu'ils avaient eux-mêmes empruntées, s'enrichissaient rapidement tellement le taux de l'usure était élevé (2). On peut résumer tous ces faits en disant qu'il n'y avait

(1) Le coton excepté bien entendu. Voir deuxième partie de cette étude sur les prix. Nous ne voulons pas parler non plus du prix des articles d'importation qui ne pouvaient être meilleur marché que dans les pays d'origine.

(2) Voir plus loin notre chapitre sur les conséquences de la crise par hausse des prix.

encore presque aucun contact entre la partie indigène et la partie européenne de la population.

Cette situation commença à se modifier vers 1897, et surtout à partir de 1900, comme le montre le tableau suivant, établi d'après la statistique des douanes (1).

(1) Ce tableau a été établi en additionnant les exportations et les réexportations et en augmentant le total de 15 0/0 afin de compenser la sous-évaluation des douanes. La balance du commerce ainsi établie et complétée par les exportations et les importations de numéraire, n'a pas la prétention d'être absolument exacte. Il faudrait ajouter du côté des exportations, ou retrancher du côté des importations une somme indéterminée représentant :

- 1° Les dépenses des touristes.
- 2° Les dépenses de la Compagnie du canal de Suez en Egypte.
- 3° Les dépenses de l'armée d'occupation.
- 4° Les profits résultant de la frappe de l'argent à l'étranger.

Comparaison des Importations et des Exportations de l'Egypte,
d'après les statistiques des douanes (en milliers de Livres égyptiennes)

ANNÉE	Comparaison des Importations et des Exportations de				EXCÉDENT TOTAL	
	MARCHANDISES		NUMÉRAIRE		EN FAVEUR DES	
	EXCÉDENT DES		EXCÉDENT DES			
	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
	1	2	3	4	5	6
1884	6403	(Pour les Marchandises, les Importations ne sont jamais supérieures aux Exportations.)		1783	4620	
1885	4515			2624	1894	
1886	4220		1134		5354	
1887	4886			1169	3717	
1888	4634		604		5238	
1889	7089		64		7153	
1890	5959			887	5092	
1891	7106			1301	5805	
1892	6644			1778	4866	
1893	6360		570		6930	
1894	4787			180	4607	
1895	6501			1997	4504	
1896	5853			1804	3959	
1897	4072			552	3520	
1898	3133			838	2295	
1899	6835			3014	3821	
1900	5844			1512	4332	
1901	3616			654	2962	
1902	6246			2945	3301	
1903	6031			4646	1385	
1904	3690			4876		1186
1905	2216			912	1304	
1906	5103			7009		1906
1907	6090			3632	3062	

NOTA. — Les chiffres de la colonne 1 indiquent de combien les exportations ont dépassé les importations pour les marchandises.

Les colonnes 3 et 4 donnent les résultats d'une comparaison analogue entre les exportations et les importations en ce qui concerne le numéraire. Les chiffres de la colonne 3 s'ajoutent à ceux de la colonne 1 pour donner ceux de la colonne 5 (excédents d'exportations or et numéraire compris). Les chiffres de la colonne 4 sont à retrancher au contraire de la colonne 1 pour avoir l'excédent net des importations sur les exportations (colonne 6).

La colonne 5 surtout est importante à considérer. Elle indique ce que l'Egypte paie à l'étranger en marchandises et en numéraire. Les chiffres qu'elle contient montrent que le total des exportations de l'Egypte, marchandises et numéraire compris, diminue de plus en plus. La colonne 6 indique qu'en 1904 et 1906 non seulement l'Egypte n'a pas payé à l'étranger ce qu'elle lui devait, mais elle en a même reçu plus qu'elle lui a donné. V. aussi page précédente, note 2.

L'Egypte a une dette publique assez considérable. Les titres de cette dette étant aux mains des étrangers pour la proportion des 9/10 au moins, l'Egypte doit, de ce seul fait, envoyer chaque année à l'étranger 4 millions de livres environ (1), soit en marchandises, soit en numéraire, pour ne pas accroître sa dette. Dans ce chiffre ne rentrent pas les intérêts de la dette privée, qu'on a aussi tâché d'évaluer (2). Il est certain qu'à partir de 1900 ce chiffre de 4 millions de livres n'est pas atteint par le total des exportations, or et numéraire compris, surtout à cause de l'accroissement considérable des importations de numéraire (voir colonne 5 du tableau précédent). L'or de l'étranger afflue de plus en plus.

En effet, un grand nombre de sociétés se forment : d'abord la Banque Nationale en 1898, puis la Banque agricole en 1902. L'une avait commencé, l'autre continuait à faire des prêts aux fellahs.

Voici avec quel succès :

AU 31 DÉCEMBRE	NOMBRE DE PRÊTS	CAPITAL AVANCÉ
1899 {	870	27.000
1900 { Banque Nationale	9.500	138.000
1901 {	15.000	402.000
1902 {	46.572	1.208.000
1903 {	78.911	2.186.746
1904 { Banque Agricole	134.207	4.006.000
1905 {	185.530	5 913.509
1906 {	228.060	8.000.000

(1) Le total des dépenses affectées au service de la dette, du tribut et des différentes indemnités ayant un caractère temporaire (annuité due aux constructions du réservoir d'Assouan, du chemin de fer de Port-Saïd à Ismaïlia) est de 4.596.112 livres. (Rapport du conseiller financier, 1908, p. 25).

(2) Voir plus loin, Ch. III. Voir aussi Dr Eïd. « La fortune immobilière de l'Egypte et sa dette hypothécaire ».

Le taux de l'intérêt baisse pour les fellahs. C'est déjà une cause considérable de hausse de prix (1) des terrains. Il y en a d'autres. Depuis 1900, le coton, qui fait presque toute la richesse de l'Egypte, (2) se vend de plus en plus cher. Enfin, en 1903 l'achèvement du grand barrage d'Assouan permet, soit de cultiver même l'été, pendant la saison sèche, soit de mettre en culture des terrains non irrigables auparavant. A la fin de 1904, 1.276.000 feddans avaient déjà bénéficié du nouveau régime. Le prix de location des terrains que la Daïra-Sanich (3) possédait le long du canal Ismaïlieh augmente de 100 0/0 entre 1901 et 1905. (3.68 livres égyptiennes par feddan en 1901, 7.27 en 1905).

Pour les Domaines de l'Etat, la moyenne du prix de vente par feddan est de : Livres égyptiennes 80,48 en 1900 et de 159,77 en 1906.

Dans ces conditions, ceux qui avaient acheté des terrains vers 1900 réalisèrent en quelques années des bénéfices énormes. Une société fondée en 1898 pour le rachat des Domaines de la Daïra-Sanich avait divisé son capital en actions de 5 livres. Quelques années plus tard elles en valaient 25.

Ce succès était encourageant ; aussi l'exemple fut-il imité, surtout à partir de 1903 et 1904. Cette année-là

(1) Il est clair en effet que celui qui payait 100 livres un terrain lui rapportant 12 livres, lorsque l'intérêt qu'il obtenait de son argent était de 12 0/0 aimera autant acheter 200 livres le même terrain que de placer son argent à intérêt lorsque cet intérêt sera tombé à 6.

(2) Il représente quelquefois jusqu'à près de 9/10 de l'exportation totale de l'Egypte, en tout cas jamais moins de 3/4.

(3) Les Daïras étaient les anciens domaines d'Imaïl et de sa famille.

l'accord anglo-français venait consolider, aux yeux des capitalistes étrangers, le régime établi. L'Egypte devait leur sembler comme le nœud vital et le point le plus intangible du plus intangible des empires.

L'afflux dont nous avons parlé se précipita. Des sociétés de plus en plus nombreuses naquirent. Il s'en fonda 3 en 1901 ; 3 également en 1902 ; 17 en 1903 ; 17 en 1904 ; 30 en 1905 ; c'est-à-dire en cinq ans un tiers de plus qu'il s'en était jamais fondé en Egypte. Le capital total émis de ces sociétés, en y comprenant les augmentations, était également beaucoup supérieur aux capitaux de toutes les sociétés existant auparavant (1). Parmi les nouvelles, 21 étaient des sociétés foncières, agricoles ou immobilières, ayant à peu près uniformément le même programme : achat et vente, mise en valeur, exploitation de tous les terrains ou immeubles urbains et ruraux. En réalité, dans la pratique il s'agissait moins d'exploitation que de revente. La période de spéculation était commencée. Elle ne pouvait plus s'arrêter sans un krack. Les sociétés nouvelles, achetant à n'importe quel prix, pour faire emploi de leur capital, contribuaient à répandre le sentiment que les prix des terrains ou des immeubles n'avaient pas de limite. Et, en effet, les faits semblaient confirmer cette idée étrange. De nouvelles sociétés rachetaient les terrains des premières, les particuliers eux-mêmes s'en mêlaient, à tel point qu'il n'y eût bientôt plus presque personne, dans les colonies européennes du Caire et d'Alexandrie, qui n'eût pas son

(1) Voir d'intéressants tableaux publiés par M. Ed. Papasian dans la *Revue internationale d'Egypte*, janvier 1906.

lot de terrain. Ceux qui ne pouvaient pas en avoir un lot entier en avaient une partie. Les fellahs eux-mêmes continuaient d'acheter des terrains agricoles ; la hausse persistante des prix du coton semblait justifier la hausse de ceux-ci. L'argent autrefois enfoui en Egypte sortait de ses cachettes. Les actions des sociétés nouvelles avaient triplé de valeur avant d'être libérées même de moitié ; aussi les souscriptions étaient-elles couvertes 40 ou 50 fois.

Les courtiers, de tout temps nombreux dans un pays obligé de se livrer au commerce, et dont les indigènes ne sont pas commerçants, pullulaient. Ils portaient partout l'optimisme et s'enrichissaient eux-mêmes en semblant enrichir leurs clients. Les quartiers anciens des villes n'étaient plus suffisamment confortables, pour une population qui avait tant d'argent. Les loyers haussaient, surtout dans les quartiers neufs (1) ; les terrains urbains aussi. C'est sur ceux-là que la spéculation se portait de préférence, parce que ce sont les moins susceptibles d'évaluation certaine, fixe, exacte ; la spéculation sur les valeurs se portait surtout sur les parts de fondateur, pour la même raison, l'expérience ayant montré aux spéculateurs qu'elles étaient susceptibles de fluctuations plus fortes.

Un décret du 10 juin 1906, ayant pour but de limiter l'émission de ces parts, ainsi que la part de bénéfices qui pouvait leur être attribuée, et d'en empêcher la négociation immédiate, resta presque lettre morte.

(1) La population européenne de l'Egypte s'élevait rapidement comme nous l'avons vu.

Les sociétés nouvelles prirent presque toutes la nationalité anglaise. Elles continuèrent à pulluler en 1906 et jusqu'au milieu de 1907. Le 31 décembre 1907 elles étaient au nombre de 201 (1). De janvier à juin 1907 il s'en était fondé 44 nouvelles, c'est-à-dire, en 6 mois, presque deux fois autant que pendant les trois premières années d'essor.

Une restriction du crédit aurait été seule capable d'arrêter ce mouvement vertigineux. Elle était impossible. Au contraire, parmi les nouvelles sociétés qui se fondaient, beaucoup avaient pour but de le faciliter. Elles ne pouvaient vivre, se développer, et même subsister qu'en offrant à leurs clients les plus larges avances. Aucune ne pouvait prendre une mesure qui serait restée isolée et sans effet. Le crédit venait de l'étranger et l'arrêt du crédit ne pouvait aussi venir que de l'étranger. Mais il était trop tard pour qu'il se produisît, sans une forte perturbation.

II. Les banques égyptiennes n'étaient en général égyptiennes que de nom. La plupart de leurs capitaux venaient plus ou moins directement d'Europe. C'est ainsi que le taux de l'escompte et des avances de la Banque Nationale, par exemple, varie comme le taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre. Toujours plus élevé que ce dernier, il se règle pourtant sur lui. Le resserrement monétaire général qui eut lieu vers le milieu de 1907, en relation avec la crise générale de surproduction qui était sur le point d'éclater, en Amérique et en Europe, amena

(1) 294, en comptant les sociétés mort-nées et celles en liquidation.

dans ce prolongement des systèmes économiques européens, qu'est l'Egypte européanisée, la restriction du crédit qui allait y déterminer la crise de 1907.

Les banques élevèrent successivement le taux de leurs avances ; elles allaient bientôt arriver à les suspendre tout à fait. L'hausse des titres, en effet, ne pouvait se prolonger. Les taux des reports atteignaient 40, 50 et même 60 0/0. Ce qui caractérisa la baisse qui se produisit bientôt, c'est sa profondeur. Elle fut d'autant plus rapide que les valeurs sur lesquelles elle porta — les moins sûres — avaient haussé d'une façon plus exagérée. Pour ne prendre que les valeurs traitées à la Bourse du Caire « les fluctuations considérables, dit la direction de la statistique générale de l'Etat (1) se sont manifestées dans le groupe des sociétés financières. Après avoir réalisé une plus-value de 229,2 0/0 en décembre 1906, ces sociétés ont subi une dépréciation équivalente à 252,4 0/0, dans l'espace d'une année, leur moins-value se trouvant être en décembre 1907, de 23,2 0/0 ». Pour les sociétés hôtelières, l'écart est de 232,7 0/0. Si l'on prenait seulement les parts de fondateur, l'écart de valeur serait bien plus énorme. Bientôt les mêmes perturbations qui avaient agi sur les titres allaient s'étendre aux terrains urbains. Quant aux terrains agricoles, on était généralement d'avis que leur valeur ne changerait pas, ou qu'elle changerait peu puisqu'ils n'avaient « jamais fait l'objet que de transactions normales à des prix motivés par la considération du revenu. » (2)

(1) Statistique des valeurs mobilières traitées à la Bourse du Caire pendant les années 1906-1907, p. 10.

(2) ARMINJON *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} septembre 1907.

En somme, malgré la violence extraordinaire de la perturbation dont les crises européennes ne peuvent donner l'idée, le mal, pour le pays, semblait consister surtout en une diminution de la confiance et du crédit, il était comme on l'a dit « surtout moral ». Il eut été purement moral en effet si l'Egypte avait été composée uniquement d'Européens et de spéculateurs opérant avec leurs propres capitaux. Les crises de spéculation ne sont au fond que des crises de répartition, dont tout l'effet semble être de déplacer la propriété des valeurs mobilières ou des marchandises. (1) Elles sont courtes et ont une répercussion peu profonde, du moins en Europe. Certains auteurs, M. Tarde par exemple, croient devoir insister pour montrer « qu'elles sont accompagnées par plus de douleurs qu'elles n'apportent de joies ». (2) La crise de spéculation égyptienne avait ceci de particulier qu'elle était causée par des étrangers, et avec des capitaux étrangers. De ce fait la répartition aurait pu se faire au détriment de l'élément spéculateur d'Egypte, et au profit de l'élément spéculateur européen. Dans quelle mesure les choses se sont-elles passées ainsi ? Nul n'en sait rien. Il est certain que les étrangers ont envoyé des capitaux en Egypte, mais il paraît impossible de dire avec précision quels titres ils ont reçu en échange, et surtout quand et à quel prix ils les ont achetés. Le second de ces points est impossible à déterminer. Quant au premier il paraît si difficile à préciser que la direction de la statistique de l'état, qui a essayé d'en faire une étude spéciale

(1) V. LESCURE, op. cit.

(2) TARDE. — *Psychologie économique*.

a dû y renoncer. « Il aurait aussi été très intéressant de pouvoir indiquer le nombre des titres de chaque genre qui se trouvent en circulation dans le pays, afin de pouvoir estimer les pertes ou les bénéfices réalisés par les capitaux égyptiens, en raison de la hausse ou de la baisse des valeurs. Faute de renseignements précis à ce sujet nous avons dû y renoncer ». (1) Il est certain que, pendant toute la période aiguë de la crise, une sorte de loi de Gresham s'est appliquée aux valeurs égyptiennes. Les spéculateurs d'Egypte, surchargés, se sont débarrassés sur les marchés étrangers d'une partie des titres qu'ils ne pouvaient plus vendre en Egypte, et que les capitalistes étrangers reportaient déjà. Mais ces titres n'ont-ils pas été payés trop cher? Qu'est-ce qu'ils rapportent aux étrangers qui les ont acquis, en calculant les intérêts sur le prix d'achat? Question à laquelle il n'y a pas de réponse. (2)

Notre but du reste n'est pas de la résoudre. (3) Nous

(1) Statistique des valeurs mobilières, déjà citée. Caire 1908.

(2) Nous y reviendrons au Chap. III.

(3) Elle n'a pas du reste si grand intérêt qu'on l'imagine, c'est pourquoi nous ne l'envisageons pas ici. Il se peut en effet que le capital de la dette privée égyptienne se soit accru considérablement, grâce aux lourds emprunts de la période d'essor 1900-1907. On ne sait si les intérêts ont fait de même. Il faudrait, pour le savoir, tenir compte des taux de la période précédente, qui, étant en grande partie des taux usuraires, sont inconnus. En admettant même que le tribut réel que l'Egypte paie à l'Europe, pour sa dette privée, se soit élevé, il faudrait encore savoir, pour établir son bilan, si ses revenus n'ont pas fait de même. La question reviendrait alors à se demander quels seront probablement à l'avenir les cours du coton.

Ces questions sont, en partie, en dehors des limites de notre travail. Voir cependant ce que nous en disons dans notre chapitre III. Voir aussi Dr Eid « La fortune immobilière de l'Egypte et sa dette hypothécaire. »

voudrions surtout montrer qu'à côté de cette crise de spéculation, dont l'histoire a été faite plusieurs fois (1), justement parce qu'elle a affecté surtout les milieux européens ou européanisés, mieux connus des économistes, il s'en est développé une autre qui n'est pas sans rapport avec celle-ci, et qui fait ressortir la dualité de l'organisme social et économique égyptien. L'étude que nous en ferons nous montrera que, parmi les pertes qu'a causées à l'Egypte la crise de 1907, il y en a une au moins dont on peut indiquer les conséquences : c'est la perte de son crédit. L'historique rapide que nous venons de faire n'est pas lui-même sans profit : il comporte un double enseignement, qui se dégage des caractères particuliers de cette crise. D'abord sa violence indique le caractère aventureux, la tendance à spéculer des Européens d'Egypte. Ce sont les descendants de ceux dont l'empereur Adrien disait déjà : « Nummus solus deus ». Ce sont toujours des émigrants, malgré les relations faciles qui existent entre l'Egypte et l'Europe. Ensuite, le fait que l'essor qui a précédé cette crise s'est développé presque entièrement grâce aux capitaux européens montre nettement que ces émigrants et ces commerçants ne forment pas un tout homogène avec l'antique population de l'Egypte. Celle-ci ne s'est pas encore suffisamment rapprochée d'eux : ils lui sont juxtaposés plutôt que mélangés.

(1) Voir en particulier rapport de Sir Eldon Gorst pour 1907.

CHAPITRE II.

La hausse des prix et particulièrement des prix des produits agricoles en 1908

SECTION I — Les faits.

Tandis que l'Égypte financière s'alarmait de la débâcle dont nous venons de parler, l'Égypte travailleuse souffrait d'une autre « crise » (1) qui, après avoir déséquilibré le budget des ménagères, semblait devoir ruiner complètement l'agriculture égyptienne, et affamer presque tous ceux qui se nourrissaient de ses produits. Depuis quelques années, tout ce qui est nécessaire à la vie : blé, viande, légumes, etc., renchérisait d'une façon inquiétante. Cette hausse, au lieu de s'arrêter en même temps que celle des terrains et des valeurs, semblait s'accélérer au contraire, après l'arrêt de celle-ci. Par un de ces phénomènes que l'Égypte seule semblait pouvoir produire, les charges de chacun croissaient en raison inverse des ressources : moins on avait de quoi vivre plus la vie était chère. (2) Nous verrons cependant que tous les prix ne

(1) Nous prenons ici le mot dans le sens vague de maladie ou malaise qu'on lui donne souvent en Égypte (voir introduction).

(2) « Les bénéfices retirés de sa terre par le cultivateur sont absorbés par les achats ruineux qu'il doit faire pour subvenir à ses besoins et à ceux de son bétail ». — *Bulletin de la Chambre de commerce française d'Alexandrie*, Mars 1909, p. 4.

participent pas à l'accélération de la hausse qui s'est produite à partir de 1908. Il nous faut pour cela retracer rapidement la marche de cette hausse en la divisant en deux parties : hausse générale de 1900 à 1907; hausse particulière aux produits agricoles en 1908.

I. La hausse générale des prix qui a duré jusqu'en 1907 coïncidait avec la période d'essor économique dont nous avons parlé. Dès 1904, les employés du gouvernement égyptien adressaient à celui-ci des pétitions pour lui faire remarquer que, par suite de l'augmentation du coût de la vie, leurs traitements étaient devenus insuffisants. Ils exposaient que, pendant « les dix-neuf années précédentes, les prix de la viande de mouton s'étaient élevés de 2 piastres (50 centimes) à 4 piastres (1 franc) la livre; celui du bœuf de 1 piastre à 3 piastres; que le prix du blé avait passé du 30 piastres (7 fr. 75) à 1 Livre 45 piastres (37 fr. 50) l'ardeb, et ainsi de suite. »

Lord Cromer reconnaissait dans son rapport pour 1904 la justesse de ces observations. « Ces chiffres, disait-il, ont été vérifiés et trouvés généralement exacts ». La hausse signalée était exagérée cependant, non pas parce que les prix cités pour 1904 étaient trop élevés, mais parce que les pétitionnaires s'étaient exagéré le bon marché de la période précédente. Cependant, Lord Cromer ajoutait que « toutes les classes qui ne disposaient que d'un revenu fixe souffraient de la grande hausse survenue dans les prix. » Elle avait en effet de quoi surprendre, puisque l'index de Sauerbeck indique pour la même période, et sensiblement pour les mêmes produits des hausses nulles ou insignifiantes, sinon des baisses assez considérables ; blé et matières végétales : 68 en 1885 et 63

en 1904 ; viande : 88 en 1885 et 83 en 1904 ; soit pour chacun de ces deux articles, une diminution de 5 0/0.

A Londres, le prix du bœuf de 1^{re} qualité était d'environ 7 pence par livre, à la première des deux époques que nous venons d'indiquer; et de 6 pence pour la seconde. Le prix de la viande de mouton était resté invarié à 6 pence (60 centimes).

Bien que l'élévation survenue en Egypte en quelques années fût considérable, les cours de la plupart des denrées ne dépassèrent pas sensiblement les prix d'Europe. La vie n'y était très chère que par comparaison avec le bon marché de la période précédente. « Les populations des grandes villes, dit encore Lord Cromer, avaient surtout souffert de la hausse. » La plupart des produits nécessaires aux paysans, au bétail, aux bêtes de somme, n'avaient pas encore considérablement augmenté de prix. D'ailleurs, dans la période de spéculation qui s'ouvrait, les ouvriers des villes et des campagnes d'une part, les employés et fonctionnaires de l'autre, allaient trouver de larges compensations. Pour les uns, ces compensations résultèrent de l'élévation des salaires, due au développement énorme des entreprises de toute sorte, et en particulier des constructions, et de la largesse relative de patrons enrichis, soit par ces entreprises, soit par les hauts prix du coton. Quant aux autres, le gouvernement, prenant en considération leur situation, nomma une commission chargée d'étudier le relèvement des traitements de toutes les classes d'employés. Les travaux de cette commission aboutirent en 1907 à une élévation presque générale des traitements. Employés et fonctionnaires trouvaient d'ailleurs dans la spéculation un supplément de ressources

généralement plus considérable que celui qu'ils devaient à la libéralité de leurs patrons ou à celle de l'Etat. Quand ils ne spéculaient pas eux-mêmes, ils pouvaient au moins jouer, à leurs moments perdus, le rôle de courtiers, de remisiers, d'auxiliaires de la spéculation en un mot. Beaucoup s'enrôlèrent dans cette armée de rabatteurs d'affaires devenue innombrable pendant les 2 ou 3 années qui précédèrent l'effondrement de 1907. La hausse des prix, commencée en 1900, progressa encore ainsi que l'indigent, par exemple, la note du Conseiller financier sur le budget de 1906, ou les prix du marché d'Alexandrie. Les prix s'élevèrent même, dans certains cas, au-dessus du niveau qu'ils atteignaient en Europe. Mais cette hausse fut supportée assez facilement par la majorité de la population égyptienne.

Il n'en fut pas ainsi en 1908. Plus de spéculation, par conséquent plus de bénéfices supplémentaires pour ceux qui lui servaient d'auxiliaires occasionnels. Au contraire, beaucoup des employés des banques, des sociétés, des agences de courtage, avaient été licenciés, formant dans les villes du Caire et d'Alexandrie surtout, une véritable « armée de réserve des sans-travail ». L'arrêt des constructions, faute de capitaux, avait causé la baisse du salaire des artisans, ainsi que l'indique le tableau ci-après, que nous devons à l'obligeance de MM. Boyer et Parizot, entrepreneurs au Caire.

O U V R I E R S		SALAIRE MOYEN PAR JOURNÉE DE TRAVAIL En piastres (1 p. = 0 ^f 2592)			
		A N N É E S			
		1895	1905-1906	1907	1908-1909
MAÇONS MANŒUVRES	Garçons (de 10 à 17 ans). . .	2	2 1/2 à 3	4 à 4 1/2	3 1/2 à 4
	Filles (de 8 à 12 ans). . . .	2	id.	id.	id.
	Hommes faits.	4	4 à 4 1/2	6 à 7	5 1/2
	Ouvriers	12	13 à 15	18 à 20	15 à 17
	Contremaitres (raïs) . . .	16	20	25	20
	Taillieurs de pierre.	12	13	14 à 16	13 à 14
	Peintres en bâtiment.	10	12	15	13
	Menuisiers	10	12	15	13
	Forgerons.	12	12	16	14
	Carriers.	8	8 à 10	12 à 14	10 à 12

Des manifestations sont organisées par les ouvriers réclamant de l'ouvrage. Des grèves éclatent, comme celle des ouvriers en cuivre qui voient le prix de façon d'un certain objet servant de type, réduit de 50 à 35 piastres. Les ouvriers agricoles ne sont pas logés à meilleure enseigne. Leur salaire, après être monté de 2 ou 3 piastres (60 à 75 centimes) où il était il y a une vingtaine d'années à 9 piastres (2 fr. 25) en 1906 et 1907 tombe à 5 ou 6 en 1908 (1).

II. C'est au milieu de cette baisse générale qu'éclata une hausse étonnante de presque toutes les denrées agricoles. Le prix du blé atteint 180 et jusqu'à 200 piastres l'ardeb, sur le marché d'Alexandrie (33 à 37 francs

(1) Les taux très bas de ces salaires tiennent à diverses causes. L'une des principales est sans doute la frugalité du fellah. On peut y ajouter le manque d'initiative, la résignation que lui ont imprimés des siècles d'asservissement.

les 100 kilogs) prix dépassant de beaucoup la parité (145 piastres environ). Il va jusqu'à 240 piastres, au détail, en province (44 fr. 44 cent. les 100 kilogs) véritable prix de famine, dont on ne conçoit plus la possibilité en Europe. Les fèves, le bersim (trèfle), la paille, qui sert de fourrage pour les animaux de trait, montent pendant l'automne de 1908 (1), dans une proportion quelquefois plus exagérée encore. Le fellah, cette fois, souffre de cette hausse : elle influe d'abord sur le prix des denrées qu'il consomme lui-même, le blé et le doura, elle le touche encore d'un autre côté puisqu'elle s'étend aux produits nécessaires aux animaux qu'il élève et qu'il nourrit. Dans les villes, la situation devient intenable pour tous les entrepreneurs de transport à traction animale, un peu à cause du ralentissement des affaires qui diminue la clientèle, et surtout parce que le coût d'entretien d'un cheval a presque doublé. Le nombre des voitures de place, circulant au Caire, diminue de 150 en quelques mois (1921 en 1907, 1786 en 1908) (2). Le nombre des nouveaux permis de conduire délivrés au Caire, était :

Pour les cochers de 210 en 1907 — 40 en 1908.

Pour les charretiers 2536 en 1907 — 865 en 1908.

Ces chiffres officiels précis, les seuls qu'on puisse obtenir, donnent déjà, par comparaison, une idée des souffrances des paysans. La progression rapide des prêts, pendant la

(1) Voir *Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce Française d'Alexandrie et Mercuriale de Rad el Faray*.

(2) D'après les renseignements obligeamment communiqués par Mansfield Pacha, commandant, et le major Archer, inspecteur de la police du Caire.

période d'essor, n'a pas été sans les endetter un peu, et voilà qu'ils sont obligés de dépenser en achats ruineux, les maigres bénéfices qu'ils retirent de leur terres (1). Les exécutions forcées se multiplient, la criminalité augmente, le gouvernement est obligé, pour en arrêter le progrès (2) de prendre des mesures exceptionnelles. Il ordonne en particulier en novembre 1908, l'établissement de listes, sur lesquelles seront portés les noms des individus accusés plusieurs fois de crimes.

Quant aux petits employés ou aux artisans qui ne vivent pas absolument, comme les fellahs, d'un peu de pain et de fromage, de quelques oignons, de radis ou de navets, leur situation ne s'est guère améliorée, depuis que le gouvernement se préoccupait d'élever un peu le traitement des employés du cadre inférieur. La viande, les légumes, les fruits, les œufs sont restés à peu près aussi chers qu'ils l'étaient alors ; ils n'ont guère augmenté toutefois. Mais c'est surtout par comparaison, ainsi que nous l'avons déjà dit, que les prix se sont élevés pour eux. Il leur semble qu'ils dépensent plus, justement parce qu'ils gagnent moins en dehors de leurs fonctions. L'immense majorité de la population égyptienne semble souffrir d'une véritable disette.

(1) Nous montrerons plus loin, dans un paragraphe spécial, comment la hausse de la plupart des produits agricoles s'est faite à leur détriment. Disons seulement maintenant qu'ils avaient déjà vendu leurs produits lorsque cette hausse a eu lieu. Une partie importante de notre travail aura pour but d'expliquer pourquoi.

(2) Ce progrès est dû en partie aussi du reste à d'autres causes qui existaient depuis longtemps. Mais celles-là, étant permanentes, ne semblent pas expliquer la recrudescence subite qui se manifeste en 1908.

La hausse que nous venons de signaler ne ressemble pas à celle qui s'était produite de 1900 à 1907. Celle-ci avait été générale, et en somme modérée, par rapport à l'accroissement des revenus de toutes les classes de la population. La hausse de 1908 fut extrêmement forte et rapide; elle ne porta guère que sur les produits agricoles. La première coïncida avec la période d'essor dont nous avons parlé à propos de la crise financière, la seconde en marqua au contraire la période de dépression. Ces contrastes nous indiquent déjà que les causes de hausse n'ont pas été exactement les mêmes, dans l'une et l'autre de ces deux périodes. Elles n'ont pas été les mêmes non plus pour tous les prix; il y en a eu de spéciales aux produits agricoles. La hausse de ces derniers est de beaucoup la plus importante, parce qu'elle a eu des effets plus graves, plus généraux et plus profonds. Afin de mieux dégager les causes qui l'ont déterminée, nous devons cependant rechercher d'abord les causes générales qui ont influé jusqu'en 1908 sur la hausse de tous les prix. Les produits agricoles avaient déjà participé à cette hausse générale quand se produisit à la fin de l'année 1908, l'espèce de disette dont nous avons parlé et que nous étudierons ensuite spécialement. (1)

SECTION II. — Les causes générales de hausse des prix.

Non seulement un renchérissement du coût de la vie matérielle, tel que celui que nous venons de signaler,

(1) Faisons seulement remarquer une fois pour toutes dès maintenant que la hausse par laquelle elle s'est manifestée ne s'est pas étendue au coton.

a attiré l'attention des pouvoirs publics. — Lord Cromer dans ses rapports, le conseiller financier, la commission chargée de la révision des traitements s'en sont successivement occupés — mais il a ému à fortiori l'opinion publique, les journaux et tout ce que l'Egypte compte d'économistes plus ou moins autorisés (1).

En 1907 et 1908 la question fut continuellement reprise, sinon traitée par les journaux, et on peut dire sans exagération qu'il n'y avait pas de semaine où il n'y eût, soit dans la presse arabe, soit dans la presse européenne, un ou plusieurs articles sur ce sujet. Enfin, résumant ou complétant tous ces articles, il y eut, au cours des années 1907 et 1908, au moins deux études économiques sur la question. Comme l'une et l'autre ont pour objet unique ou partiel de rechercher les causes du phénomène qui nous occupe, c'est elles seules que nous considérerons quelquefois. Elles nous serviront tout au moins à montrer l'importance de notre question au point de vue égyptien, et l'intérêt, facile à comprendre d'ailleurs, qu'elle

(1) Le Gouvernement français lui-même en tint compte. Ayant d'abord décidé que les fonctionnaires français détachés au service du Gouvernement égyptien, et qui continuent à verser à la caisse des retraites en France, calculeraient les versements à faire, sur leurs traitements de France, il décida au contraire en 1902 que les versements à faire par ces fonctionnaires seraient calculés sur les traitements plus élevés qu'ils reçoivent du gouvernement égyptien, leur retraite éventuelle devant continuer à être calculée d'après leur traitement nominal de France qui était beaucoup plus bas. Mais sur les représentations du ministre de France, et en considération des frais élevés que cause le séjour en Egypte, il consentit à considérer que les 3/5 du traitement d'Egypte représentaient une sorte d'indemnité de résidence, destinée à couvrir ces frais supplémentaires, et ne devaient pas entrer en ligne de compte pour le calcul des versements.

excita dans le public. La première en date de ces deux études est consacrée entièrement à la hausse des prix jusqu'en 1907. Elle émane de Yacoub Artin Pacha, ancien sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'instruction publique, ancien président et vice-président actuel de l'Institut égyptien. (1) Elle a pris, sous la plume autorisée de cette haute personnalité, la forme d'un mémoire présenté à la docte assemblée qu'il préside. La seconde est de MM. Arminjon, professeur à l'école khédiviale de droit et Bernard Michel ; elle ne s'occupe de notre sujet que dans un chapitre spécial intitulé : « La monnaie et les prix ». (2) Elle offre, au point de vue de lecteurs français, l'avantage d'avoir été publiée dans la *Revue d'Economie politique*, très facilement accessible pour eux, par suite de sa publicité très grande, en France tout au moins.

Ce n'est pas que nous voulions suivre pas à pas les deux études dont nous parlons. Nous ne le pourrions même pas, l'une et l'autre ayant à nos yeux l'inconvénient commun d'attribuer les mêmes raisons de hausse à des prix dont les variations ont, selon nous, obéi en Egypte à des causes absolument différentes, comme par exemple ceux des terrains à bâtir, des produits agricoles et des salaires.

Nous devons dire d'ailleurs que si les savants auteurs, dont nous mettrons à contribution les travaux n'ont pas

(1) *Essai sur les causes de renchérissement de la vie matérielle au Caire dans le courant du XIX^e siècle*. Le Caire, imprimerie de l'Institut français d'Archéologie orientale, 1907.

(2) Pierre ARMINJON et Bernard MICHEL. La circulation* le crédit et leurs instruments en Egypte. *Revue d'Economie politique*, 1908.

tout à fait réussi à dégager les causes propres de la hausse des produits agricoles, de beaucoup la plus importante à nos yeux, ce n'est pas seulement parce qu'ils se sont bornés à les chercher dans les modifications apparentes de l'offre et de la demande, sans songer à se demander quelles pouvaient être les causes de ces modifications elles-mêmes ; c'est surtout parce que, lorsque parurent leurs études, ces causes n'avaient pas encore produit leur plein effet.

§ I. INSUFFISANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE.

C'est à l'insuffisance de la production agricole qu'on a le plus généralement attribué, en Egypte, « l'accroissement du coût de la vie », aussi bien avant qu'après 1907.

Quelles peuvent être en effet les causes les plus apparentes de la hausse de prix d'un produit quelconque ? Evidemment la diminution de l'offre, d'une part, ou l'accroissement de la demande d'autre part, quelquefois les deux ensemble, la valeur de la monnaie étant supposée fixe, ainsi que le coût de production. C'est là une réponse presque sûre, grâce à laquelle on ne risque guère de se tromper. Mais c'est justement parce qu'elle s'applique à n'importe quel cas, qu'elle n'en explique aucun d'une façon précise. Elle est très bonne, mais à condition qu'on s'explique, et qu'on dise de quoi dépend l'offre d'une part, la demande d'autre part. C'est ce qu'on n'a pas fait généralement en Egypte.

L'accroissement de la demande a paru suffisamment

démontré par celui de la population. (1) La population de l'Égypte a en effet passé, suivant les derniers recensements de 7.474.600 habitants en 1887 à 9.497.000 en 1897 et à 11.206.537 en 1907. Et ces chiffres, particulièrement le dernier, se trouve atténués, « par suite de la difficulté qu'il y a, dit le rapport du service de recensement à dénombrer une population, composée en partie d'Européens, à l'aide d'un personnel composé entièrement d'indigènes ». (2)

Quant à la diminution de l'offre, elle résulterait évidemment, non seulement de la diminution de la surface autrefois cultivée en céréales, diminution qui serait due elle-même à la culture plus rémunératrice du coton, mais encore — en ce qui concerne « la viande » tout au moins et « les œufs » — d'après MM. Arminjon et Michel elle serait aussi l'effet « de l'épizootie qui, de 1901 à 1905, ravagea les étables, cependant qu'une sorte de choléra dépeuplait les poulaillers ». (3)

Ces faits sont notoires. La superficie cultivée en coton a en effet augmenté depuis 10 ou 15 ans, comme chacun

(1) Le mémoire d'Artin pacha surtout insiste sur cette cause.

(2) « En effet, dit *l'Egyptian Gazette* (n° du 25 mai 1907) en ce qui concerne Alexandrie... on a contrôlé une soixantaine des livrets qui leur avaient servi à inscrire les résultats généraux de leur travail, et dans chacun d'eux, on a trouvé des fautes d'addition. Par suite de ces erreurs le nombre de personnes portées dans ces livrets a été inférieur de 2000 à la réalité. En admettant que les mêmes erreurs aient été commises dans les livrets non contrôlés, la population d'Alexandrie aurait subi une réduction de 60.000 personnes, rien que par des fautes de calcul. »

(3) Ce qui n'empêcha pas, aurait-on dû ajouter, l'Égypte d'exporter pendant tout ce temps une grande quantité d'œufs.

sait, dans une proportion très forte. C'est un des faits les plus remarquables de l'histoire économique de l'Egypte en ces dernières années.

Il ne faudrait pas se hâter d'en conclure, comme on l'a fait très souvent que la culture des céréales a diminué en proportion. Il n'en est rien, ainsi que le montre le tableau suivant dressé d'après les statistiques recueillies dans chaque village par le percepteur (Sarraf).

SAISONS	Superficie totale occupée par les Récoltes d'hiver			
	BLÉ	FÈVES	ORGE	(Autres Récoltes) TRÈFLE, Etc.
1893-1894	1.296.411	639.472	459.947	1.155.800
1894-1895	1.250.907	685.283	483.802	1.301.924
1895-1896	1.212.042	665.586	487.016	1.402.478
1896-1897	1.177.077	643.556	481.449	1.530.513
1897-1898	1.191.240	622.805	506.890	1.537.657
1898-1899	1.241.052	637.752	536.416	1.491.079
1899-1900	1.267.543	650.350	566.225	1.505.310
1900-1901	1.295.517	659.779	567.660	1.507.432
1901-1902	1.302.718	633.853	540.143	1.555.088
1902-1903	1.236.738	618.908	537.290	1.496.267
1903-1904	1.218.875	673.573	474.339	1.578.455
1904-1905	1.179.487	585.217	460.034	1.594.116
1905-1906	1.220.181	582.208	455.365	1.566.093
1906-1907	1.218.346	595.693	458.413	1.590.528
1907-1908	1.168.166	541.085	440.606	1.597.123

Ces statistiques, non plus que toutes les autres du même genre, ne sont pas absolument exactes. Les surfaces déclarées, ayant été mesurées exactement dans certains districts par le « Service des arpentages » on y a relevé

des erreurs qui, pour le blé en particulier, allaient jusqu'à 6,7 % (1). On peut admettre cependant qu'elles suffisent pour les comparaisons. Elles montrent qu'entre 1897, date de l'avant dernier recensement et l'année, 1907, la surface cultivée en blé, par exemple, n'aguère varié, (1,177.000 feddans en 1896-97 et 1.168.166 en 1907). On s'explique parfaitement que la surface cultivée en coton ait augmenté, sans que la surface cultivée en céréales ait diminué d'une façon notable. Si les progrès du coton ont coïncidé justement avec la mise en culture de nouvelles terres, comme c'est le cas, l'extension de la surface cultivée en coton a pu résulter presque uniquement de l'extention de la surface totale cultivable. D'ailleurs depuis 1897, le rendement des terres à blé a pu être légèrement augmenté. C'est ce qui a eu lieu en particulier sur les terres des Domaines de l'Etat où il était de quatre ardebs, 11 par feddan en 1897 et de 5,10 en 1906. De sorte que, contrairement à une opinion fort accréditée en Egypte, où elle règne depuis le temps de Mohamed-Ali, (2) la production des céréales n'aurait pas considérablement diminué.

Peu importe d'ailleurs, si la consommation a augmenté, comme c'est le cas, et comme le montre le tableau suivant, qui a seulement le tort de vouloir indiquer que cette augmentation est due surtout au développement de la surface cultivée en coton (3), et dans lequel on ne semble

(1) *Cairo scientific Journal*, mai 1908.

(2) On expliquait déjà en 1837 la hausse des produits agricoles par la diminution de la surface cultivée, due à l'extension de la culture du coton.

V. JOHN BOWRING, rapport cité.

(3) Extrait de la note du conseiller financier sur le budget de 1909.

pas avoir déduit, du reste, les quantités exportées des quantités totales importées.

ANNÉE	SURFACE PLANTÉE	BLÉS IMPORTÉS (Tonnes)
	EN COTON (feddans)	y compris LES FARINES ET MAÏS
1899	1.153.305	50.864
1900	1.230.320	93.560
1901	1.249.884	94.827
1902	1.275.680	71.114
1903	1.332.510	78.434
1904	1.436.708	90.073
1905	1.566.601	183.921
1906	1.506.290	205.713
1907	1.603.224	161.485
1908	1.640.415	194.000 (évaluation)

Acceptons néanmoins ces chiffres. Ils sont suffisants pour montrer que les importations de céréales en Egypte, ou de produits dérivés, ont augmenté sensiblement depuis une quinzaine d'années. C'est là un fait patent qu'attestent les statistiques des douanes. (1) Admettons, pour ne pas entrer dans plus de détails, que cette augmentation d'importation soit destinée uniquement à compenser l'insuffisance de la production indigène. Que devrait-il en résulter? Que le prix des denrées agricoles devrait s'élever au niveau des prix de revient des marchandises importées et s'arrêter là. Le prix de revient des denrées d'importation est en effet la limite devant laquelle s'arrête généralement dans la plupart des pays toute hausse un peu forte des produits de l'agriculture.

(1) V. G. BANDONE. Commerce extérieur de l'Egypte, statistique comparée, 1884-1903. Rome 1904.

Cette limite n'est pas respectée en Egypte, comme elle devrait l'être si les prix extrêmement élevés que nous avons cités tenaient seulement à l'insuffisance de la récolte. Si nous prenons par exemple l'année 1895, l'importation est double de celle des années précédentes ; (1) les prix du blé égyptien sont loin d'atteindre cependant ceux du blé d'importation. Les prix de vente obtenus par les cultivateurs sont même parmi les plus bas qu'on relève pendant une longue série d'années. D'après le tableau que nous donnons ci-dessus, l'importation du blé et des farines a sensiblement diminué en 1907, les prix ont augmenté. La note du conseiller financier sur le budget de 1909 fait du reste remarquer que la parité du blé à Alexandrie est dépassée, d'après les prix qu'il donne et qui ne sont pas les plus élevés de l'année. « Le prix actuel du blé est extrêmement élevé. Il atteint et souvent dépasse 165 P. T. à 170 P. T., l'ardeb, prix de beaucoup supérieur à celui du blé en Europe ». (2) Les tableaux officiels indiquant les superficies occupées par les différentes cultures et dont nous reproduisons une partie ci-dessus, (3) permettraient de faire une constatation qui aboutirait aux mêmes déductions, en ce qui concerne le trèfle (bersim), et autres cultures complémentaires de celles du coton. La surface attribuée à ces cultures a considérablement augmenté, parallèlement à celle du coton lui-même, et cependant le prix du bersim vert « est le plus élevé que nous ayons jamais obtenu ». (4) Ces constatations sont difficiles à

(1) V. G. BANDONE, op. cit.

(2) Nous avons vu d'autre part que ces prix eux-mêmes ont été souvent dépassés.

(3) V. p. 37.

(4) Rapport de la Commission des Domaines de l'Etat pour 1907.

concilier avec l'idée que l'élévation énorme du prix de tous les produits du sol égyptien, serait due uniquement à l'augmentation de la population et à une diminution de la surface cultivée. Quant à l'épizootie qui a ravagé les étables, voici exactement comment elle s'est comportée :

ANNÉE	CAS (1)
—	—
1903	21.734
1904	125.014
1905	689
1906	470
1907	4.874
1908	8.307

Le nombre des cas a considérablement diminué en 1905 et 1906 ; or il est notoire, et toutes les ménagères égyptiennes savent, que le prix de la viande s'est élevé sensiblement pendant les mêmes années 1905 et 1906, alors qu'il est resté à peu près stationnaire entre 1907 et 1908 époque à laquelle il y a eu une recrudescence assez remarquable du nombre des cas.

En somme on ne saurait sérieusement soutenir que la hausse presque incroyable de tous les produits du sol égyptien (moins le coton) à la fin de 1908 soit due uniquement à l'augmentation des besoins de la population et à la diminution de la production. Il suffirait pour en être convaincu de considérer que beaucoup de pays d'Europe sont, à cet égard, dans la même situation que l'Egypte et ont un territoire trop limité pour nourrir leur population. L'Angleterre, par exemple, importe plus de

(1) Ces chiffres sont également empruntés à la note du conseiller financier sur le budget de 1909.

la moitié de ce qu'elle consomme en céréales, viandes, boissons, etc. ; or, on ne remarque pas que le prix du blé s'y soit élevé depuis une quinzaine d'années, au contraire (1).

La cause que nous considérons pourrait avoir une influence, si l'Égypte produisant trop pour sa propre consommation, les prix y étaient normalement moins élevés que dans les autres pays ; la diminution de la production et l'accroissement de la demande pourraient alors avoir pour effet d'y ramener les prix au niveau du marché mondial. Nous savons que tel n'est pas le cas : il s'agit d'expliquer une hausse qui dépasse de beaucoup ce niveau, et qui, même lorsqu'elle ne l'atteignait pas (2), ne semblait pas obéir aux fluctuations apparentes de l'offre et de la demande. La cause que nous considérons est peut-être une raison nécessaire de l'élévation des prix des produits comestibles de l'agriculture égyptienne ; il est évident que ce n'en saurait être une raison suffisante.

§ 2. SUPPRESSION DES OCTROIS.

On s'est du reste rendu compte de cette insuffisance de l'explication que nous venons d'examiner ; aussi les auteurs qui l'ont mise en avant en ont-ils proposé d'autres. Parmi celles-là, il en est une particulièrement curieuse

(1) Dans l'index de Saurbeek, le prix du blé et des matières végétales est affecté de l'index 75 pour 1891, par exemple, 67 pour 1898, 63 pour 1902 et 63 encore pour 1903. Il y a pour 1907 et 1908 de légères fluctuations qui n'ont rien de comparable avec ce que nous observons en Égypte,

(2) V. ce que nous disons ci-dessus à propos de l'année 1895.

que nous voudrions au moins signaler. Artin pacha (1), qui la rejette du reste, la donne comme ayant cours dans l'opinion publique des villes du Caire et d'Alexandrie.

MM. Arminjon et Michel, (2) qui la reproduisent, la trouvent « ingénieuse » mais « n'osent affirmer son exactitude ». Elle a tout au moins le mérite d'une extrême originalité. Voici à peu près en quoi elle consiste : la suppression des octrois par le gouvernement égyptien aurait été cause de l'élévation des prix des vivres. (3) Voici comment : d'une part cette suppression amena la disparition du tarif officiel, « à l'aide duquel les préposés à l'octroi calculaient le tant pour cent qu'ils percevaient » et bouleversa les évaluations traditionnelles. D'autre part après cette suppression, le fellah « qui se déplace avec une facilité surprenante » et compte pour rien son temps et ses peines, pouvait retransporter chez lui ce qui lui restait de produits à la fin de chaque journée de marché, sans avoir à craindre de payer de nouveaux droits pour les réintroduire le lendemain ; tandis qu'avant la suppression il était obligé de les écouler tous, à n'importe quel prix, pour éviter de payer deux fois la taxe sur la partie restante, qu'il apporterait de nouveau au marché du lendemain.

(1) ARTIN pacha, mémoire précité.

(2) ARMINJON et MICHEL, article précité.

(3) Cette théorie, on le voit déjà, résulte de l'observation des milieux urbains, où l'élément européen est le plus considérable. Elle ne tient pas compte de l'Égypte véritable, celle des campagnes. De plus elle ne s'appliquerait qu'aux vivres qui se vendent généralement dans les halles, non au marché en gros des céréales.

Nous sommes convaincus que tous ceux qui connaissent le fellah seront d'avis que sa facilité de déplacement est en effet surprenante, mais, ce qui serait plus surprenant encore, ce serait qu'elle eût obscurci en lui la notion de ses propres intérêts, au point de l'avoir empêché de s'apercevoir que, même avant la suppression de l'octroi, il y avait pour lui un moyen bien simple de ne pas payer deux fois les droits, sur ce qui lui restait de la marchandise introduite en ville : c'était de la déposer pour une petite piastre dans n'importe quel magasin indigène qui la lui aurait remise le lendemain, ou même pour rien chez un ami. D'ailleurs, la facilité de déplacement du fellah n'est peut-être pas si grande qu'on pourrait le croire, après tout. Nous lisons en effet dans l'article précité de MM. Arminjon et Michel que l'accaparement des terrains de banlieue par les spéculateurs, qui les ont transformés en terrains à bâtir « devait déterminer un renchérissement de tous les produits maraîchers », probablement, semble-t-il, en obligeant les fellahs à aller chercher plus loin de la périphérie, les terrains propres à la culture maraîchère. Sa faculté de se déplacer gratuitement s'exercerait-elle donc seulement dans un certain sens ou à l'intérieur d'un certain périmètre ? Enfin, il y a une raison qui semblerait à elle seule de nature à écarter l'explication hardiment paradoxale que nous examinons : nous croyons savoir qu'avant la suppression de l'octroi comme aujourd'hui, les fellahs qui apportaient des produits au marché, ont toujours eu l'habitude très générale de s'en défaire d'un seul coup, dès le matin même, en faveur des commerçants établis à l'intérieur du marché, ou tout au moins des limites de l'octroi.

Nous n'avons donc pas à tirer d'arguments des merveilles biographiques et historiques du cheikh-el-Gabarti, contemporain de l'expédition française, qui dit que l'établissement de l'octroi en 1801 produisit un effet diamétralement opposé à celui qu'on attribue à sa suppression, ni d'une autre observation semblable qu'on a pu faire lors d'une première abolition, suivie de rétablissement en 1857. En réalité, nous n'avons signalé cette explication qu'à cause de la publicité qu'elle a reçue et du crédit qu'elle a trouvé, et pour donner un exemple de ces paradoxes que le climat d'Égypte plus que tout autre semble avoir le privilège de faire éclore.

§ 3. CAUSES MONÉTAIRES

Reste une explication d'apparence plus sérieuse : celle qui serait tirée des variations de valeur de la monnaie. Toute variation dans la valeur de la monnaie entraînerait une variation inversement proportionnelle dans les prix. C'est là une vérité absolument certaine, vraie pourrait-on dire, par hypothèse. Elle ne souffrirait d'exception que si, par extraordinaire, les valeurs de toutes les autres richesses subissaient en même temps les mêmes variations que celle de la monnaie. Le fait se voit, du reste, et c'est probablement, d'après des théories récentes (1), une hausse de la valeur de toutes choses due uniquement

(1) V. AFTALION. De la réalité et de la possibilité des crises générales de surproduction. *Revue d'économie politique*, novembre 1908, février-mars 1909. C'est aux théories contenues dans ces articles que nous faisons allusion dans ce passage. Nous prions le lecteur de s'y reporter.

à une variation anormale et passagère de l'ensemble des besoins qui est l'explication principale des crises générales de surproduction.

Cette hausse peut être suivie d'une baisse également générale, due à une restriction également anormale de l'ensemble des besoins, mais qui, comme la hausse elle-même, ne durerait pas. Mais ces théories, destinées à expliquer les crises de surproduction industrielle, ne visent que les variations essentiellement temporaires qui accompagnent celles-ci. Nous n'avons pas à en tenir compte.

Nous pouvons donc considérer que les changements de valeur de la monnaie sont la cause certaine, sinon de tout mouvement dans l'ensemble des prix, au moins de tout mouvement prolongé de cet ensemble.

Mais comment mesurer la valeur de la monnaie autrement que par les prix, justement. La théorie quantitative en offrirait un moyen. Un des éléments au moins de la valeur de la monnaie est mesurable : c'est la quantité de monnaie en circulation.

La quantité influerait directement sur la valeur de la monnaie ; elle influerait même indirectement : l'accroissement de la quantité de métal précieux survenant après une période de dépression des prix pourrait donner la faible impulsion nécessaire pour déterminer un nouvel essor. (1) En admettant même qu'une pareille impulsion ait résulté entre 1900 et 1906 de la production considérable de l'or pendant cette période (2.057 millions en 1906) il faudrait remarquer que cette impulsion eût dû être

(1) V. LL. PRICE. *Money and its relations to prices.*

générale tandis que la hausse que nous voulons surtout expliquer, celle de 1908, est particulière à l'Égypte.

Quant à l'influence directe que le récent accroissement de la production de l'or a pu avoir, on a fait remarquer avec raison qu'elle était insignifiante. (1) La quantité d'or extraite en 1906 bien qu'ayant été relativement énorme ne représente, paraît-il que le trentième de la quantité préexistante en monnaie ou en lingots.

Nous n'examinerons pas immédiatement la question de savoir si cette quantité ne s'est point répartie dans une proportion différente entre les divers pays, et si l'Égypte, grâce à l'afflux des capitaux européens dont nous avons parlé à propos de la crise de spéculation, n'en a point reçu une part relativement large. C'est probable. (2),

(1) V. PAUL LEROY-BAULIEU. *Economiste français* du 25 janvier 1908.

(2) On l'a nié cependant en se fondant sur le raisonnement suivant. L'Égypte est un pays agricole. Les 3/4 de ses exportations au moins consistant en coton, une grande partie du numéraire qui sert à payer ces exportations arrive en Égypte au moment de la récolte du coton, c'est-à-dire en automne. Pendant l'automne, l'Égypte est donc créancière des autres pays ; pendant le reste de l'année, au contraire, elle est débitrice et l'argent venu pour payer le coton s'en retourne pour le règlement des exportations ; il y a entre l'Égypte et les pays d'Europe, particulièrement l'Angleterre, comme un flux et un reflux annuels de numéraire. Donc, la partie qui reste est égale aux besoins. C'est fort bien raisonné, à condition que le flux et le reflux soient ce qu'ils devraient être, ce qu'on ne sait pas. En réalité, il n'y a aucun argument à tirer de ces mouvements en sens inverse. Tous les pays et surtout les pays agricoles y sont plus ou moins soumis, la seule particularité de l'Égypte à ce point de vue, c'est que pour elle ces mouvements sont périodiques. Mais de ce qu'ils se produisent généralement chaque année à la même époque, on ne peut tirer aucune déduction quant à leur importance.

V. ARMINJON et MICHEL : La circulation, le crédit et leurs instruments en Égypte. Art. cité, *Revue d'économie politique*, 1908.

mais, quoi qu'il en soit, remarquons que la quantité n'est pas le seul élément de la valeur. Si la quantité de la monnaie en circulation dans un pays influe dans une certaine mesure sur sa valeur, c'est dans cette mesure seulement qu'elle peut influencer sur les prix.

Sans tenir compte spécialement de la théorie quantitative et de ses différentes variantes, nous avons donc plutôt à nous demander si la valeur — non la quantité — de la monnaie a pu varier en Egypte indépendamment d'autres variations qui se sont produites dans les autres pays. L'affirmative est certaine. Parmi les éléments constitutifs de la valeur, quantité, besoins, etc., il y en a certainement qui peuvent varier d'une façon spéciale dans certains pays. On s'en aperçoit facilement, quelle que soit la théorie de la valeur qu'on adopte du reste. D'abord les besoins, comme nous l'avons déjà fait remarquer, ne sont pas tous rationnels. Il y en a d'irrationnels qu'il serait aussi difficile d'énumérer en détail que de prévoir, et que seuls les philosophes essaient de classer lorsqu'ils s'occupent des causes et de la classification des passions. Ceux-là varient d'une façon anormale, quelles que soient les circonstances extérieures. Les avares ont toujours besoin d'or et en emploient toujours peu ; le savetier enrichi de la fable avait beau être tout cousu d'or, il devait paraître pauvre à tous ses voisins ; pour lui la valeur de la monnaie n'avait pas diminué (1).

(1) Ce sont des constatations analogues qui permettaient à Cairnes de prédire, avec la quasi certitude de ne pas se tromper, que les grandes découvertes d'or du milieu du ^{xix}^e siècle, n'auraient pas beaucoup d'effet en Orient.

CAIRNES. — *Essays in political economy*.

Ensuite, parmi les quantités, il y a non seulement les quantités, factices résultant de l'emploi de succédanés qui, comme on sait, sont particulièrement importants pour la monnaie, mais les quantités virtuelles, celles qu'on croit pouvoir se procurer. C'est en agissant sur ces quantités virtuelles qu'une restriction du crédit produit l'effet d'une augmentation rapide de la valeur de la monnaie.

Ces éléments mobiles et impondérables de la valeur de la monnaie peuvent se trouver, dans un pays donné, très différents de ce qu'ils sont dans d'autres. Cela dépend du plus ou moins de sécurité qui règne dans ce pays, du crédit dont il jouit, peut-être même des mœurs qui rendent plus ou moins facile l'emploi de succédanés de la monnaie.

La variation de ces conditions est probablement le trait le plus continu, sinon le plus saillant, de l'histoire de l'Égypte au XIX^e siècle, de même que, comme conséquence, l'abaissement continu du pouvoir d'achat de la monnaie serait le trait le plus saillant de son histoire économique. En 1798 (1), les prix payés par les soldats français arrivant au Caire paraissaient aux indigènes tellement énormes que l'attrait du gain suffit pour ramener en deux jours au Caire toute une population qui avait fui devant l'invasion (2). En 1800, P. S. Girard; en 1827,

(1) CHEIKH el GABARTI. — *Merveilles biographiques et historiques*.

(2) P. S. GIRARD. *Mémoires sur l'agriculture, l'industrie et le commerce en Égypte*. (Description de l'Égypte, éd. Pancooke 1825).

J. G. WILKINSON. — *Description of Thebes and general view of Egypt*, Londres 1835. (Liste reproduite par Artin pacha, op. cit.)

J. G. Wilkinson ; en 1830 et 1837, John Bowring ; en 1835, Edward Willam Lane ; vers 1872 et pour un certain nombre d'années précédentes de Regny-Bey, en 1877, Mac Coan (1) nous donnent des listes de prix qui permettent de saisir facilement cette diminution de la valeur de la monnaie, plus rapide en Egypte que dans bien d'autres pays. On pourrait en dire autant des mercuriales qui servaient à la perception des droits d'octroi avant la suppression de ceux-ci, ou, pour la période contemporaine, des cotes que la bourse des marchandises d'Alexandrie possède depuis 1890.

Nous aurions même pu essayer de nous servir de ces listes pour l'établissement d'index numbers qui nous auraient dispensé de toutes les considérations théoriques et abstraites auxquelles nous avons cru nécessaire de nous livrer au commencement de ce paragraphe. Deux considérations nous en ont dissuadé : d'abord ces listes sont incomplètes et elles ne portent pas toutes sur les mêmes articles ; ensuite, quelques-unes d'entre elles reproduisent évidemment des prix de détail qui varient en Egypte, ainsi que nous le verrons, suivant les endroits, et au même endroit suivant les personnes.

L'examen des documents que nous avons cités, bien que ceux-ci n'aient aucune rigueur méthodique et scientifique est amplement suffisant, en tout cas, pour prouver que le pouvoir d'achat de la monnaie a subi en Egypte depuis plus de cent ans, une diminution croissante. Les conditions sociales politiques et économiques qui main-

(1) BOWRING, op. cit.

E. W. LANE. *Modern egyptians*.

MAC-COAN. *Egypt as it is*. Londres 1877.

De REGNY Bey. Statistique de l'Egypte.

tenaient la valeur de la monnaie à un taux plus élevé en Egypte qu'en Europe semblaient avoir disparu complètement à la fin de la période d'essor dont nous avons parlé à propos de la crise financière. Les produits égyptiens comparables à ceux d'Europe, atteignaient, dans l'ensemble, des prix au moins aussi élevés que ces derniers.

Mais, dira-t-on, comment peut-il se faire que, dans un pays qui n'est pas isolé, la valeur de la monnaie soit différente de ce qu'elle est dans les autres ? Si, dans un pays donné, la valeur de la monnaie est très grande, son pouvoir d'achat considérable, les prix y sont très bas, et la plupart des marchandises de ce pays doivent se répandre aussitôt sur les pays voisins, causant un afflux d'or. L'abondance du numéraire doit en faire baisser la valeur. C'est ce qui se produit quand une hausse du taux de l'intérêt amène une rareté factice du numéraire. D'autre part, si dans un seul pays, la valeur de la monnaie est très faible, les prix très élevés, ce sera la monnaie de ce pays qui émigrera et les marchandises étrangères qui y afflueront.

Ce dernier cas surtout est susceptible de se produire souvent. L'or est une marchandise universelle, d'un écoulement extrêmement facile ; de plus la valeur de l'or monnaie est généralement liée à celle de l'or métal. Il ne pourra pas se faire facilement que sa valeur soit moins grande dans un certain pays que dans la plupart des autres. Le fait ne pourra se produire que dans les régions inaccessibles aux importations de l'étranger et qui ne pourraient en absorber suffisamment pour écouler leur production d'or : les glaciers du Klondike, par exemple.

Il est moins difficile de supposer un pays où la valeur de l'or soit plus grande qu'ailleurs, et l'ensemble d'un prix très bas. Il suffit que ce pays n'ait pas suffisamment de produits à échanger ou, qu'en ayant, il n'en tire pas tout le parti possible. Il sera pauvre entre les pays comme un mauvais commerçant ou un producteur médiocre seraient pauvres entre les individus, surtout s'il ne peut user que de numéraire, alors que les autres pays multiplient le numéraire qu'ils ont en employant d'autres instruments d'échange. L'Egypte indigène a été précisément un de ces pays-là. Sur son inaptitude à user de monnaie fiduciaire, la manie de thésaurisation de ses habitants, nous nous sommes déjà expliqués quelque peu (1). De plus, elle a d'abord produit surtout des choses dont les autres pays n'avaient pas grand besoin, ou qu'elle ne pouvait produire à assez bon compte : les céréales, par exemple.

Quand elle s'est mise ensuite à produire du coton, elle n'en tirait pas un parti suffisant parce qu'elle le laissait vendre par d'autres.

Elle n'était pas en contact direct avec l'Europe bien que se trouvant aux portes de l'Europe. Ses dettes, ses continuels besoins d'argent, dont nous parlerons plus loin, la crainte qu'elle avait qu'on lui volât son or, la faisaient paraître pauvre, bien qu'elle produisit beaucoup.

La valeur de la monnaie était pour elle très grande, les prix très bas à l'origine ; ils devaient s'élever graduellement à mesure que changeaient les conditions que nous avons énumérées. Nous avons raisonné sur l'Egypte indigène et agricole : les produits d'importation destinés

(1) V. plus haut. Crise de spéculation.

à l'Égypte européenne ont au contraire, d'une façon générale, continuellement baissé. C'est encore une des constatations qui font ressortir la dualité de l'organisme économique fonctionnant en Égypte. Dans les premières années du siècle, ce dualisme avait semblé s'effacer. L'Égypte indigène, sûre du crédit de l'Europe, libérée de sa pauvreté chronique apparente par ce crédit même, se croyant subitement enrichie, était devenue à la fois plus prodigue de son argent et plus exigeante envers ses clients. Elle n'attachait pas plus de valeur à la monnaie que l'Europe elle-même, peut-être moins : elle payait tout très cher.

...Si nous nous contentions de ces explications, les variations de valeur de la monnaie suffiraient à rendre compte de tous les mouvements d'ensemble des prix, non seulement pour un pays, mais même pour les individus. Comme les lois de l'offre et de la demande telles qu'on les comprend généralement, elles sont insuffisantes à rien expliquer en particulier justement parce qu'elles expliquent tout. Elles demandent à être elles-mêmes prouvées et expliquées. C'est en étudiant l'état psychologique et social du peuple égyptien que nous verrons le mieux pourquoi par une crise de spéculation qui aurait dû normalement amener une baisse des prix a été suivie d'une hausse énorme des denrées agricoles telle que celle qui a eu lieu en 1908, et dont nous étudierons les causes propres dans la section suivante.

SECTION III. — Causes de hausse ayant agi
particulièrement sur les prix des produits agricoles
en 1908.

La hausse de prix des produits agricoles comestibles et surtout des céréales, qui a sévi en 1908 en Egypte, ne peut s'expliquer entièrement par les causes générales qui se présenteraient d'abord à l'esprit d'un observateur connaissant peu le pays, fût-il même un économiste averti. C'est pourquoi les écrivains les plus autorisés ne sont parvenus qu'à en donner des explications insuffisantes. Il faut, selon nous, pour en trouver les vraies causes, creuser un peu plus profondément le sujet et, se rappelant que les lois économiques ne sont pas absolues, qu'elles reposent sur certaines données psychologiques et sociales, chercher la cause de faits qui semblent particuliers à l'Egypte dans l'Etat social et psychologique particulier du peuple égyptien.

Demandons-nous tout au moins si celles de ces particularités qui peuvent avoir un effet économique ne nous fourniraient pas l'explication que nous cherchons. En un mot, puisqu'il s'agit pour nous d'étudier des prix, ne nous contentons pas de nous occuper seulement des marchandises achetées et vendues ; considérons aussi le vendeur et l'acheteur.

Leur état d'esprit, leurs moyens de concurrence, les avances dont ils disposent peuvent résoudre bien des énigmes.

Quand il s'agit de céréales et en général de produits de l'agriculture, le fellah égyptien et tour à tour acheteur et vendeur, exception faite du coton, bien entendu. Ce qui le caractérise dans chacun de ces deux rôles, c'est son imprévoyance, son ignorance et sa pauvreté.

Le commerce de gros et le commerce de détail des denrées agricoles sont organisés de façon à tirer de cette infériorité un merveilleux parti.

§ I. CONDITION DU FELLAH. SON IMPRÉVOYANCE, SES BESOINS D'ARGENT.

L'imprévoyance du fellah égyptien est, au point de vue économique, sa principale caractéristique, plus frappante encore que sa résistance au travail. Elle est atavique et profonde. De tout temps, cet être résigné à toutes les dominations, ce bon, doux, patient égyptien, comme disent ses historiographes, a fermé les yeux à l'avenir incertain.

Pourquoi l'aurait-il envisagé ? Il n'avait souvent rien à en attendre ni surtout rien à en redouter, ayant longtemps vécu sur une terre trop libérale pour laisser mourir de faim ses enfants, sous des maîtres trop exigeants pour les laisser vivre dans l'aisance.

Cette imprévoyance se nuance chez lui de fatalisme. Habitué longtemps à n'avoir de recours qu'en Dieu, à ne pas trop compter même sur le fruit de son travail, il dépense en un jour le fruit de plusieurs années de labeur et s'en console en pensant que, s'il plaît à Dieu, il ne mourra pas de misère.

Cette imprévoyance se manifeste dans son hospitalité sa prolificité bien connue, l'ardeur enfantine qu'il met à amasser l'argent ou la terre qu'il convoite et qui n'a d'égale que l'ardeur non moins enfantine qu'il met trop souvent à dissiper son avoir. Elle éclate même jusque dans la joie passagère qui illumine quelquefois ses souffrances et sa misère habituelle. « La circoncision de ses enfants ou leur mariage, ou même le mariage d'un parent éloigné et peu aisé dont il fait lui même les frais sont pour lui des cérémonies presque ruineuses (1). »

On en pourrait dire autant de presque toutes ses passions, qui sont ruineuses pour lui, y compris l'amour de la terre, qu'il a de commun avec tous les paysans. Depuis quelques années il a acheté beaucoup de terrains (2) et emprunté beaucoup d'argent sans jamais savoir comment il paierait ses achats ou rembourserait ses emprunts. Jusqu'en 1900, la Commission des Domaines de l'Etat avait vendu, généralement en larges blocs, quelques-unes de ses propriétés. Quand elle se décida à vendre par petites parcelles avec facilités de paiement, les prix, pour le domaine de Santa, par exemple, sautèrent brusquement de 69 livres où ils étaient en 1898 à 109 ou 110 livres en moyenne. Et la hausse sur les terrains agricoles était alors à peine commencée, rien ne permettait en tout cas aux paysans de prévoir qu'elle allait se poursuivre (3). La

(1) « La table des individus jouissant d'une modeste aisance est des plus copieusement servie ; le nombre, le volume et la diversité des plats sont toujours un sujet d'étonnement pour l'étranger qui croit revivre un chapitre de Rabelais ».

Piot Bey. — *Causerie ethnographique sur le fellah*.

(2) D^r Eid, op. cit.

(3) En raison du mauvais rendement du coton cette année-ci, dit M. F. Nahas, en 1901, son prix s'est relevé, et cela a provoqué

plupart des sociétés foncières qui commençaient à se fonder firent de même, vendirent des terrains payables en 15 ou 20 annuités, et ce fut une des causes de la hausse du prix des terrains dont nous parlons d'autre part.

En 1902, quand la Banque agricole fut fondée en vue de faire des avances aux petits cultivateurs et de les retirer des griffes des usuriers, les paysans se ruèrent sur le crédit nouveau qui leur était offert comme ils s'étaient rués sur les terrains, un peu à l'aveuglette, si bien qu'en quatre ans, ils eurent absorbé les 176 millions de francs qui furent mis, en plusieurs fois, à leur disposition. Ils en auraient absorbé 4 fois autant si on les leur avait fournis « sans plus de retenue que des enfants en présence de friandises » comme dit quelqu'un qui les connaît bien (1). Ils renouvellent constamment l'histoire connue de Franklin enfant, donnant tout son argent pour acheter un sifflet (2).

une hausse générale de tous les prix. Mais *c'est une hausse qui ne durera probablement pas*. Rien ne fait prévoir que la cause de la hausse actuelle (la mauvaise récolte) ne se représentant pas l'année prochaine, le prix des produits agricoles reste élevé comme il l'est aujourd'hui.

J. NAHAS. Thèse citée, p. 104.

(1) V. PIOT Bey. — *Causerie ethnographique sur le fellah*.

(3) Après « une des plus hautes et des plus sympathiques personnalités égyptiennes », Piot Bey résume les principaux traits du caractère du fellah « dans les trois expressions suivantes qui reviennent si fréquemment dans la conversation : malèche, boukra et hadere » qui peuvent se traduire à peu près par : peu importe — demain — très bien ». La première, dit Piot Bey, excuse toutes les *erreurs*, toutes les négligences, toutes les *imprévoyances* du fellah ; la seconde montre ses habitudes d'atermoiement, son indolence, son insouciance, son incurie ; le mot

Il est facile de comprendre l'effet d'un pareil trait de caractère sur les dispositions d'un vendeur.

En voici quelques exemples. Depuis quelques années, les œufs ayant été recherchés pour l'exportation, et leur prix ayant haussé sous l'influence de diverses autres causes, beaucoup de fellahs les ont vendus jusqu'au dernier à raison de 30 piastres le cent, sans trop s'occuper de renouveler leurs couvées, tuant littéralement la poule aux œufs d'or. La façon dont ils disposent de leurs récoltes n'est pas moins remarquable. En Europe, le cultivateur, au moment de la moisson, n'a qu'un but : rentrer au plus vite son blé pour le mettre à l'abri des intempéries. Sous le ciel toujours pur d'Egypte, le paysan n'est pas tourmenté de la même anxiété : ses céréales aussitôt coupées sont battues et vannées sur le champ

hadere est la réponse constante à toute recommandation.» (Piot bey op. cit.) L'imprévoyance du fellah est commune en Egypte à tous les gens du peuple, à ceux qui vivent dans les villes aussi bien qu'aux paysans. Au Caire et à Alexandrie, fleurit un métier curieux et significatif en ce sens qu'il est, je crois spécial à l'Egypte : celui de marchand de bougies pour voitures de place. A partir de l'heure fixée par les règlements de police pour l'allumage des lanternes de ces voitures, on entend souvent à chaque carrefour le cri : « Chama, chama ! » (bougies, bougies). Les étrangers nouvellement arrivés se demandent ce qu'il signifie. Pour peu qu'ils voyagent en voiture le soir, ils le sauront bientôt. Il est rare qu'un cocher ait dans le coffre de sa voiture les bougies qu'il lui faudra pour sa soirée, et ses lanternes s'éteignent souvent au milieu d'une course. Le camelot spécial dont ce cri de *chama* est l'annonce, s'élance alors et lui vend, avec un léger profit, la bougie dont il a besoin. Un quart d'heure après peut-être, il lui en faudra une autre pour l'autre lanterne. Il est peu de pays, je crois, où il faille être deux pour prévoir que, le soir venu, il faudra des bougies, si l'on veut allumer les lanternes d'une voiture.

même ; le paysan égyptien n'a pas besoin de grange. Mais il a cependant aussi un désir pressant : celui de vendre son grain pour en faire de l'argent. Tout au moins pourrait-il en conserver ce qui lui sera nécessaire pour les semailles : il le fait rarement, surtout dans les mauvaises années, où il est plus que d'habitude harcelé par ses créanciers, car « l'échéance est arrivée quelquefois sans qu'il s'en doute » dit M. F. Nahas (1), et au temps des semailles, on verra.

La conséquence naturelle de l'imprévoyance du fellâh, c'est une extrême pauvreté, ou, d'une façon plus générale, ses continuels besoins d'argent (2). Pendant les années de prospérité, plus apparente encore que réelle, qui avaient précédé l'année 1907, ce second trait du caractère social et psychologique du paysan égyptien avait semblé s'effacer. Il reparaît aujourd'hui aussi marqué que jamais. La recrudescence du brigandage et des attentats contre les personnes et les biens qui se manifeste actuellement en serait déjà un indice suffisamment plausible, les grèves qui s'acclimatent sur le sol si peu propice de l'Égypte en seraient un autre. Mais il y a mieux. Les arriérés de la banque agricole pour non paiement du capital ou des intérêts des sommes prêtées aux fellahs, se montaient au 31 décembre 1908 à 270.521 livres ; ils s'élevaient seulement à 55.000 livres en 1906, dont 22.000 avaient été recouvrées au 12 février 1907. Aussi les exécutions forcées se multiplient. La banque agricole en avait des milliers en perspective au

(1) Op. cit.

(2) « Ses goûts naturels pour la dépense suscitent au fellah des besoins d'argent presque journaliers. » F. NAHAS, op. cit.

commencement de l'année 1909 et, pour la première fois cette année figure à son bilan une somme de 3.054 liv. représentant des terrains acquis par expropriation et dont elle a été forcée de se porter adjudicatrice. Symptôme grave : le fellah n'achète plus. De même, à en juger seulement par les cas contestés, le nombre des saisies-gageries administratives (1) pour non paiement des loyers ou fermages a au moins quintuplé. Les innombrables petits trésors disséminés le long de la vallée du Nil sont devenus une légende du passé ; ils n'existent plus que dans l'imagination de quelques économistes locaux, car s'ils existaient en réalité on peut être sûr que le fellah se laisserait difficilement exproprier de la terre qui est censée les recéler.

Quel peut être l'effet de ces deux causes réunies, l'imprévoyance et pauvreté du fellah : le fellah, qui n'a pas le sentiment de l'échéance « qui n'aime pas l'exactitude » comme dit M. F. Nahas, est obligé de racheter cher les produits qu'il a vendus bon marché. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

Cette nécessité paraîtra plus évidente, en effet, si on tient compte du troisième élément de la mentalité du fellah que nous avons signalé : sa profonde ignorance.

(1) La saisie-gagerie administrative instituée par décret du 7 septembre 1884 en faveur des propriétaires et des locataires principaux permet à ceux-ci de se faire payer les loyers et fermages échus, sans formalité judiciaire.

La présentation du bail ou la réclamation du propriétaire attestée par deux témoins dignes de foi suffisent. Le moudir (préfet), délivre un ordre écrit de saisie que le cheikh (maire) exécute. Le moudir doit refuser l'ordre de saisie et en référer au ministère dans 2 cas : 1° S'il y a saisie judiciaire antérieure et 2° s'il y a contestation sur le bail.

Cette cause a, au point de vue économique général et au point de vue spécial où nous nous plaçons, une très grande influence. Elle fait que l'Egypte est bien loin d'être un de ces marchés parfaits où les lois de l'offre et de la demande auraient libre jeu.

En Europe, le contact général des acheteurs et des vendeurs d'un même produit, et la publicité des transactions qui en résulte, sont réalisés plus ou moins parfaitement, du moins à l'intérieur du même pays. Nous n'ignorons pas qu'ils le sont beaucoup moins parfaitement pour le commerce de détail que pour le commerce de gros. Mais le fait que les prix de gros des marchandises importantes « sont connus et cotés en partie journellement dans les feuilles publiques augmente, en tout cas, l'adaptation des prix de détail à ceux du gros, et donne au public le moyen de vérifier les prix et d'exiger le meilleur marché ». De même, les chemins de fer, les postes, les facilités des communications modernes ont « bouleversé l'organisation du commerce et détruit le monopole local du détaillant qui a fait dire encore à J. Stuart Mill que, dans le commerce de détail, la concurrence, si toutefois elle avait lieu, n'abaissait pas les prix, mais qu'elle ne faisait que diviser les gains » (1). En Egypte, les conditions sont toutes différentes, grâce à l'ignorance des fellahs. Les feuilles publiques reproduisent aussi les prix de gros du blé, de l'orge, des fèves ou du doura, mais les paysans seraient fort empêchés de les

(1) Eug. SCHWIEDLAND, *Revue d'économie politique* 1890. « Etude sur les rapports existant entre le prix en gros et en détail. » V. aussi du même auteur « *Das Verhältniss der Gross und Kleinhandelspreise Iéna*, 1889.

lire : « Nos fellahs sont encore illettrés » dit M. F. Nahas. Il y a sept ou huit ans, le septième à peine (1) des enfants en âge de fréquenter l'école recevait des rudiments d'instruction primaire, et on peut affirmer que, parmi ceux-là, un bon nombre terminaient leurs études sans savoir lire. Aussi l'unité de prix, signe évident auquel on reconnaît que le monopole du petit détaillant est détruit, a-t-elle été de tout temps bien moins parfaitement réalisée qu'en Europe où, cependant, elle n'existe pas partout non plus. « Il n'y a aucune régularité ou fixité dans les prix en dehors des principaux marchés » dit Sir John Bowring, en 1838 « j'ai moi-même payé 28 piastres pour un mouton, et je ne l'ai obtenu à ce prix qu'avec difficulté, tandis que dans les villages voisins deux moutons semblables m'ont été offerts pour le même prix (2) ». Et ailleurs : « pendant mon séjour en Egypte, le prix du blé a extrêmement varié suivant les différentes parties du pays. Tandis qu'au Caire il était à 180 piastres, il n'était pas à plus de 130 piastres à Alexandrie, 100 à Esneh, 90 à Assiout et 74 à Girgeh (3) ». Les conditions n'ont pas extrêmement changé depuis. La notion même d'unité de prix est encore tellement inconnue que ceux-ci varient dans des proportions énormes suivant les endroits et quelquefois même, au même endroit, suivant les personnes. Ainsi, le blé, dont le prix n'a jamais dépassé en 1908, 160 ou 180 piastres sur le marché d'Alexandrie (4) s'est cependant vendu

(1) D'après PIOT, Bey, op. cit.

(2) *Report on Egypt and Candia*, p. 118.

(3) *Id.* p. 19.

(4) D'après le *Bulletin de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie*, reproduisant les prix mensuels.

240 piastres au détail dans beaucoup d'endroits de province, et même dans des centres assez importants comme par exemple Zagazig. Autre exemple non moins typique, bien qu'il ne s'agisse plus ici d'un produit égyptien : le vin de Bordeaux se vend au détail 3 francs la bouteille au Caire, le même vin s'offre à 7 fr. 50 au Fayoum. Voici en effet ce que nous relevons dans un rapport officieux présenté en 1908 au Consul de France au Caire (1) « Un autre (négociant grec) me dit qu'il en avait fait venir deux douzaines de bouteilles, mais qu'elles lui étaient restées pour compte. Il est vrai qu'il les offrait à 7 fr. 50 par bouteille (2). Plusieurs épiciers baptisent leur vin grec de bordeaux blanc ou rouge ; ils le débitent à 4 et 5 francs la bouteille. » Le vin grec de même qualité au Caire et à Alexandrie ne vaut guère plus que 0 fr. 75 ou 1 franc. Entre le Caire et Medinet el Fayoum, les frais de transport sont cependant insignifiants. On se rend d'une ville à l'autre en trois heures par chemin de fer. Dût-on faire venir chaque bouteille par colis postal séparé, le transport ne coûterait encore que quelques piastres. M. Foaden, secrétaire de la Société kédiviale d'agriculture rapporte avoir constaté lui-même que, dans un certain village la graine de bersim, (sorte de trèfle) se vendait à 230 piastres l'ardeb, tandis que dans un autre village, distant de 10 kilomètres, le prix de la même quantité de la même marchandise, était de 350 piastres.

(1) Par M. A. COTTET, professeur au Lycée français du Caire, alors professeur au Fayoum.

(2) Il s'agissait du reste de vin identique à celui qu'on vend au Caire à 3 francs.

De semblables faits pourraient paraître étranges à un observateur non averti qui jugerait de l'état du commerce des denrées agricoles en Egypte d'après ce qu'il pourrait observer dans des villes comme le Caire ou Alexandrie, où, du moins en apparence, toutes les transactions se font comme en Europe. Dans une conférence faite en mars 1909, à l'Université égyptienne du Caire, M. Paul Reboud, parlant des crises en général et des crises agricoles en particulier, citait quelques chiffres se rapportant aux prix du blé en France au ^{xvii}^e siècle. « En 1630, disait-il, l'hectolitre de blé valait 41 francs à Châteaudun et seulement 10 à Tulle ; en 1686, l'hectolitre valait 2 francs à Rouen et 17 à Uzès. » Mais aujourd'hui, ajoutait cet économiste, il règne entre les nations elles-mêmes une assurance mutuelle qui empêche le retour de semblables fluctuations. L'éminent conférencier était excusable de ne pas s'apercevoir qu'au point de vue des crises agricoles, l'Egypte indigène de nos jours ressemble quelque peu à la France du ^{xvii}^e siècle. Pour bien comprendre cette ressemblance, il ne suffit même pas de consulter les statistiques et de remarquer que l'Egypte actuelle, avec ses 3.000 kilomètres de voies ferrées n'a que 20 millions de voyageurs, alors que la Belgique par exemple, avec un réseau plus étendu il est vrai, mais une population moindre en a 150 millions (1). Il faut aussi savoir que parmi ces voyageurs, bien peu sont des fellahs, et que le fellah est encore incapable, le plus souvent, de faire venir quoi que ce soit de l'intérieur de son propre pays, à plus forte raison de l'étranger. Il n'est

(1) V. STATESMAN'S Yearbook.

pas inutile non plus de se rappeler qu'il y a une vingtaine d'années, un grand nombre de paysans égyptiens vivaient encore attachés à un domaine dans des conditions fort semblables à celles qui attachaient à la glèbe les serfs du moyen-âge, ou, tout ou moins, les détenteurs de terres censives. Le nom même de tamalliehs, qui leur était donné (de tamalli, toujours) indique cette condition. Le rapport pour 1883 de la Commission chargée d'administrer les domaines de l'Etat égyptien donnés en garantie de l'emprunt Rotschild, en signalant leur présence sur les terres des domaines, en parle dans les termes suivants : « Mehémet-Ali, voulant féconder d'immenses étendues de terrain, s'inspira d'une coutume turque, et érigea à son profit et au profit de ses principaux serviteurs, des tcheflicks dont la constitution offre certaines analogies avec les fiefs du moyen âge. (1) » Le fellah se doit tout entier au patron, dit d'autre part M. F. Nahas en 1902, et sa situation ressemble beaucoup, quant aux obligations qui lui sont imposées, à la situation des vilains du moyen-âge. » Le mot de moyen-

(1) Le rapport ajoute : « Pour attirer des ouvriers dans ces domaines, il construisit des habitations et donna, mais à titre précaire, à chaque ouvrier qui se présentait, une parcelle de terre d'une superficie variant de 1 à 3 feddans (4 200 m. q.) suivant la nature du sol et les besoins de sa famille ; d'un autre côté, par le seul fait de leur résidence dans un tcheflick, les ouvriers se trouvèrent exempts de la corvée et du service militaire. En échange de tous ces avantages, ceux-ci, auxquels on donna le nom de tamalliehs, c'est-à-dire d'ouvriers permanents du domaine, furent obligés de travailler exclusivement pour le tcheflick. Bien qu'on leur laissât pendant des années successives la terre qu'ils cultivaient, ils n'avaient aucun des droits d'un tenancier européen, et encore moins un droit de propriété. »

Rapport pour 1883, p. 21.

âge (1) revient souvent sous la plume des auteurs qui, en ces dernières années, ont étudié d'un peu près la situation économique et sociale du paysan égyptien. Et, bien que la situation qu'ils décrivent soit en grande partie disparue, l'empreinte qu'elle a faite sur les mœurs et l'état mental du fellah subsiste. Son horizon est toujours borné comme celui du serf, non seulement par l'ignorance mais encore par les liens de l'habitude, qui l'attachent à son village et l'empêchent de rien voir au-delà de ses limites, bien que les liens juridiques qui l'y retenaient se soient rompus. Il dispose de ses produits et les rachète souvent, sans avoir aucune des qualités nécessaires à un commerçant. Au contraire, il est complètement à la merci des accapareurs et même des petits détaillants, grâce au manque complet de provisions de céréales et de denrées alimentaires, résultant en partie du climat, qui ne lui fait pas une obligation de mettre à l'abri dans des granges ses récoltes de l'année, mais conséquence aussi de son imprévoyance notoire, de son ignorance et de ses besoins d'argent.

§ 2. ORGANISATION DU COMMERCE EN GROS ET DU COMMERCE DE DÉTAIL.

L'organisation du commerce en gros et surtout du commerce de détail vient encore aggraver plutôt

(1) F. NAHAS, *op. cit.*, p. 137. — Les expressions de M. F. NAHAS s'appliquent en réalité à une autre catégorie de fellahs, les « ouvriers à la part » sortes de métayers. Pour ceux-ci comme pour les autres, les conditions sont les mêmes au point de vue qui nous occupe. Le propriétaire fournissait les semences et tout ce qui est nécessaire à la culture. Pas plus dans une situation que dans l'autre, le fellah n'était préparé à son rôle récent de petit propriétaire disposant librement de ses produits.

qu'atténuer les conséquences qui peuvent résulter de la condition sociale et de l'état psychologique du fellah.

Les Egyptiens riches, descendants des beys mamelouks qui gouvernaient, ou tout au moins exploitaient autrefois le pays, ou des grandes familles enrichies sous leurs successeurs, ainsi que de l'ancienne aristocratie religieuse, ont, des seigneurs féodaux, au moins un caractère : leur profond dédain pour toute espèce d'opérations commerciales suivies.

Quant à ceux qui, sans être très riches, pourraient s'instruire, le fonctionnarisme en a attiré un grand nombre. Il est resté dans les mœurs, grâce au souvenir peu lointain des temps où le fonctionnaire était à peu près aussi omnipotent dans son district que le wali dans l'ensemble du pays où, seul instruit, seul titré, ressemblant seul par son costume aux Européens considérés, il était ainsi le seul sur qui s'attachait un reflet de la toute puissance du gouvernement central. Les marchands — ceux qui faisaient le commerce avec l'Europe étaient rares — avaient beau être riches, ils atteignaient difficilement au même degré de prestige aux yeux de leurs compatriotes. Aussi les jeunes gens qui allaient étudier en Europe fréquentaient les écoles de Droit, de Médecine, jamais les écoles de Commerce qui faisaient totalement défaut, du reste, dans leur propre pays. A leur retour, s'ils ne réussaient pas à entrer dans l'administration, ils se consolait de cet échec en se livrant à une profession libérale.

Le commerce en gros, le commerce d'importation est donc depuis longtemps (1) en Egypte aux mains des

(1) Sir JOHN BOWRING, dont le volumineux rapport rédigé en 1838 est une mine précieuse de renseignements puisés aux meilleures sources existantes à ce moment, donne une liste

étrangers. Il n'existe pas de statistique bien certaine des professions; mais, si on s'en réfère à l'annuaire égyptien, où, naturellement, toutes les adresses des négociants importateurs sont inscrites, et aux dires des importateurs eux-mêmes, on est étonné de constater que, sur un nombre de plusieurs centaines d'importateurs, 6 ou 7 seulement sont des Egyptiens authentiques, quoique fortement européenisés. La concurrence, qui ne vient pas de l'intérieur du pays ne saurait venir de l'extérieur: il est difficile à quelqu'un qui ne réside pas dans le pays de vendre directement aux indigènes. Les conditions du marché, les attermoiemens des acheteurs égyptiens, leur peu de souci de l'échéance, résultant surtout, justement, de leur manque d'usage du commerce, sont tels que seul, celui « qui connaît la place » qui est sur les lieux, peut se hasarder à traiter directement avec eux. Les grands importateurs, même établis en Egypte, ne sont pas souvent en relations directes avec des consommateurs même importants, ils ont besoin généralement de courtiers, connaissant mieux qu'eux la langue et les habitudes des indigènes.

complète des négociants d'Alexandrie en indiquant leur nationalité. Il en compte 72, dont 15 Grecs, 13 Français, 12 Anglais ou protégés anglais etc. Dans ce nombre il y a un seul sujet du pacha, et encore est-il d'origine turque. Au Caire, il se trouve 24 commerçants étrangers venant des différentes parties de l'empire ottoman, 15 maisons européennes, 10 marchands grecs catholiques et 6 Grecs schismatiques, pas un Egyptien.

Report on Egypt and Candia, p. 119.

C'est probablement même à des nécessités économiques plutôt qu'au désir bienveillant d'accorder des privilèges à des nations amies, qu'il faut attribuer des capitulations, traités qui paraissent ressembler beaucoup, quant à leur origine, à ceux que certaines peuplades lointaines, désireuses de se procurer les produits que leur apportent les explorateurs, concluent avec ces derniers.

Ceci est vrai particulièrement du commerce d'importation des céréales, qui est de date récente, exige d'assez gros capitaux et s'adresse à une clientèle exclusivement indigène. Aussi, si on ne peut pas dire que les importateurs étrangers jouissent d'un véritable monopole, du moins n'est-il pas exagéré de prétendre que les bienfaits de la concurrence sont considérablement atténués. L'importation fonctionne irrégulièrement, surtout peut-être pendant les années de dépression économique et financière. C'est ainsi qu'en 1908, nous voyons le prix du maïs, base de la nourriture des classes pauvres indigènes, passer sur le marché d'Alexandrie, de 74 piastres par ardeb (298 litres), en février, à 130 en septembre et varier brusquement, au mois de juillet par exemple, de 120 piastres à 105, après avoir exécuté un saut en profondeur « dû à un arrivage du Danube » dit le *Bulletin de la Chambre française de commerce*. En septembre et pour les mêmes causes, les mêmes fluctuations se reproduisent, mais plus brusques, et plus importantes : de 130 à 110 piastres en quelques jours. Pour les fèves, les prix varient de 140 piastres en novembre à 125 dans le même mois. Mais, pour ce dernier produit, nous voyons entrer en action l'accaparement et la spéculation, dont le jeu est rendu plus facile, non seulement par l'insuffisance du nombre de négociants, mais par une des causes psychologiques que nous avons indiquées : l'imprévoyance du fellah. Aussi les prix partent de 92 piastres en mai, après la récolte, pour arriver à 125 en septembre. « C'est fabuleux ! » (1) dit le même *Bulletin de la*

(1) Tous ces chiffres sont empruntés aux bulletins mensuels de la Chambre française de commerce d'Alexandrie, qui reproduisent les prix de Minet el Bassal (Bourse d'Alexandrie).

Chambre de Commerce d'Alexandrie. Ce qui n'empêché pas qu'ils arrivent à 140 piastres en novembre, comme nous le disions plus haut, et à 235 en décembre ou janvier, ayant varié de 150 pour cent entre l'époque de la récolte et celle des semailles.

De pareilles perturbations dans les prix de produits agricoles destinés en partie à être employés par le cultivateur ne seraient pas possibles, évidemment, dans un pays où les conditions de l'agriculture et la prévoyance des paysans porteraient ceux-ci à conserver par devers eux un stock de quelque importance. Ce stock formerait réservoir et compenserait l'abondance ou la disette factices qui peuvent résulter de la spéculation. Mais d'un autre côté, quelles que soient les tendances particulières d'un marché comme celui d'Alexandrie, et que nous avons déjà signalées à propos de la spéculation sur les terrains et les valeurs, ces perturbations tout-à-fait anormales seraient rendues plus difficiles si le commerce en gros se trouvait aux mains d'une classe nombreuse d'indigènes. Ceux-ci, plus au courant probablement des nécessités de l'agriculture indigène, n'exporteraient peut-être pas immédiatement après la récolte et à des prix relativement bas, une partie des produits qui leur feront si grand besoin plus tard (1). De plus, vivant dans leur propre pays, ils auraient peut-être moins la tendance à spéculer, qui caractérise souvent ceux qui vont chercher fortune au loin. Enfin et surtout, le nombre des commerçants étant moins strictement limité, la concurrence, toujours susceptible de faire

(1) En mai 1908, on a exporté en Angleterre, pour la nourriture du bétail, et en Italie, à 92 piastres l'ardeb, pour 1650 livres de fèves d'après le *Bulletin mensuel des douanes*.

s'écrouler un corner, menacerait de surgir de tous côtés, aussitôt que les prix auraient dépassé une limite raisonnable. Le marché égyptien, mis en communication plus large avec le marché mondial, ne subirait plus aussi facilement ces hausses ou ces baisses déconcertantes (1) qui semblent lui être particulières. Au lieu de ressembler à un lac fermé alimenté par quelques affluents au débit capricieux, il serait comme une de ces mers, petites il est vrai, mais dont le niveau ne s'écarte pas du niveau général des eaux du globe, parce qu'elles communiquent avec celles-ci par de larges issues. L'effet naturel du commerce de gros, qui est d'égaliser les prix dans l'espace comme dans le temps, se produirait en Egypte; on n'y verrait sans doute plus le prix de la plupart des produits agricoles varier de 100 pour cent en quelques mois, comme ils ont fait en 1908, ni beaucoup d'entre eux s'élever au-dessus du niveau marqué par le prix de revient des denrées similaires d'importation.

Mais c'est encore plus dans le fonctionnement du commerce de détail que dans celui du commerce de gros que nous voyons une des causes de la hausse énorme du coût de la vie en Egypte pendant ces dernières années, et de la superposition des effets d'une crise déficitaire, comme celle de 1908, à ceux d'une crise de spéculation comme celle de 1907. A en juger d'après les apparences superficielles qui se remarquent facilement au Caire et à Alexandrie, il semblerait qu'en

(1) « Ces perturbations semblent à un étranger être causées par un pouvoir surnaturel; est-il dit dans une des annexes au rapport de Sir John Bowring que nous avons cité ».

Report on Egypt and Candia, p. 201 annex D.

Egypte le commerce de détail est en grande partie aux mains des indigènes. La vérité, c'est qu'il est aux mains d'une population parlant arabe, ce qui est différent. Il y a, en effet, dans les grandes villes, toute une catégorie de petits détaillants, bouchers, merciers ou artisans divers qui, grâce à leur connaissance de la langue du pays, sont les fournisseurs désignés de la clientèle égyptienne. Ce qui contribue peut-être plus que toute autre chose à donner à un visiteur occasionnel l'illusion d'un commerce indigène actif, c'est la profusion de camelots de toutes sortes, que l'abondance des touristes fait surgir en hiver, et qui continuent quelquefois pendant l'été à s'adresser aux consommateurs, assis à la terrasse des cafés du quartier européen. En réalité, même au Caire, les maisons indigènes qui achètent directement aux marchands en gros sont rares ; celles qui achètent directement aux producteurs le sont plus encore. (1) Je crois même qu'en ce qui concerne les principaux produits d'alimentation et les céréales, il n'y en a aucune. Les Grecs ont presque le monopole des denrées de toutes sortes et de l'épicerie ; les quelques boucheries indigènes assez importantes pour pouvoir étendre leur clientèle au-delà du cercle de personnes immédiatement connues du voisinage sont rarement en relations directes, même avec les importateurs, encore moins tous les détaillants infimes qui promènent l'étal ambulant de leurs restaurants d'un carrefour à l'autre ou revendent au kilogramme, au fond de quelque ruelle arabe l'orge, les fèves, la paille ou le bersim sec

(1) « Ils trouvent plus avantageux de se fournir auprès des importateurs d'Alexandrie » dit déjà John BOWRING, *op. cit.*

nécessaires à la nourriture des chevaux. Tous ces commerçants n'ont du reste ni capital ni connaissances commerciales ; leur présence ne fait qu'augmenter le nombre des intermédiaires parasites si nombreux en Orient. La parole de J. Stuart-Mill est toujours vraie ici : « dans le commerce de détail, la concurrence, si toutefois elle a lieu, n'abaisse pas les prix, elle ne fait tout au plus que diminuer les profits ».

Nous avons dit que, dans les villages, les fellahs étaient généralement incapables de rien importer ; ils sont même incapables de se rendre compte de l'avantage qu'il y aurait à le faire. Là, les intermédiaires, Grecs, Syriens ou Juifs, en général, jouissent d'un véritable monopole (1) qu'ils étendent même quelquefois aux villes. (2) Epiciers, marchands de tabac, de céréales, de

(1) Il en a été ainsi dans tous les temps où l'Égypte était largement ouverte aux étrangers. « Les occupations des différentes races qui habitent l'Égypte sont aussi tranchées que leurs caractères sont différents. L'agriculture est aux fellahs, les Coptes sont comptables..., les Francs et les Levantins, dans leurs multiples variétés, commerçants et boutiquiers. »

J. BOWRING, *op. cit.*, p. 6.

(2) On a fait remarquer avec raison que, dans les villes, les Européens moins égyptianisés deviennent souvent leurs premières victimes, surtout quand ils viennent d'un pays où la publicité plus large des prix, a amené leur unification et déshabitué du marchandage. Dans ce cas, ils confient généralement le ravitaillement de leur ménage à un domestique indigène qui fait le marché. Celui-ci obtient des fournisseurs, en Égypte comme ailleurs, et probablement même plus qu'ailleurs, une remise sur le prix de ses achats. On comprend qu'il ne résiste que mollement à une majoration d'autant plus favorable à ses propres intérêts que ses maîtres sont souvent absolument incapables, ignorant généralement la langue du pays, de se rendre compte de ce qu'elle a d'excessif. D'ailleurs, à quoi bon, puisqu'il est entendu qu'en Égypte, on dépense beaucoup. « C'est ainsi,

coton, banquiers, usuriers, ils sont les intermédiaires généraux des échanges. Nécessaires aux fellahs qu'ils tiennent de mille façons, ils ne le sont pas moins aux importateurs européens (1).

Nés pour la plupart en Egypte ou dans des pays de langue arabe, ils parlent parfaitement et souvent écrivent cette langue dont l'usage est bien plus nécessaire encore ici que dans les villes, et par l'étude de laquelle les Européens d'Occident sont trop souvent rebutés. C'est d'abord par là qu'ils s'imposent.

En outre, ces quasi-indigènes connaissent parfaitement les mœurs et les goûts des Egyptiens. Ils savent les persuader en de longues palabres, les amener à acheter ou à vendre par une série de brocantages si c'est nécessaire, et surtout leur faire payer cher quelquefois le temps qu'ils y mettent (2) grâce à des com-

disent MM. Arminjon et Michel, que les Anglais ont la réputation méritée d'avoir gâté les prix ». Ils ne les ont pas fait monter toutefois pendant l'année 1908. Nous expliquerons pourquoi. V. Arminjon et Michel *Revue d'Economie politique*, 1908, art. cité.

(1) Cette situation ne semble pas du reste particulière à l'Egypte, mais s'étend dans une certaine mesure à tout l'Orient. Dans un récent rapport (1908) par lequel il rend compte d'une mission commerciale en Orient, M. J. Hélot, vice-président de la Chambre de Commerce de Cambrai dit : « Les Allemands ont voulu se passer de l'intermédiaire des négociants établis dans le pays, leurs produits ont été boycottés par ceux-ci qui craignaient la concurrence ». Cité dans le *Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce d'Alexandrie*, octobre 1908.

Pour les articles d'importation au Fayoum, dit d'autre part M. Cottet, les Allemands viennent en première ligne bien qu'ils n'y aient pas d'agent direct. Ils approvisionnent les intermédiaires (Rapport cité).

(2) The system of bargaining is curiously illustrative of oriental manners. A price far above the value is invariably charged by the trader for any commodity he has to sell, and a price much

binaisons habiles et variées du commerce et de l'usure (1).

On comprend l'effet d'un pareil monopole. Naturellement, ici comme ailleurs, et beaucoup plus qu'ailleurs, puisque le monopole du petit détaillant y existe toujours, le prix des choses doit hausser dans leur trajet de l'entrepôt au détaillant, puis au consommateur. On peut y appliquer la loi bien connue qui dit que « la marge des bénéfices (sur chaque article) s'accroît proportionnellement à la diminution des quantités vendues » (2).

Cette loi n'est même pas suffisante pour exprimer la majoration que subissent normalement les prix au fur et à mesure que le nombre d'intermédiaires s'accroît. Le pourcentage de bénéfices par rapport au coût initial, abstraction faite des quantités vendues, doit varier en effet dans la même proportion que les intérêts d'une somme placée à intérêts composés. Il est clair que, si le premier intermédiaire prélève 10 0/0 sur 100 francs, et que le second prélève aussi 10 0/0 sur la même quantité de marchandises, c'est sur 110 francs qu'il lui faudra calculer ses bénéfices, le troisième calculera, en admettant

under its value offered by the purchaser ; it is then usual for the seller to say : « No, I cannot accept your offer : the thing is worth two, three, four times more than you are willing to pay, but I will give it you for nothing ; accept it freely » and he will often put it into the hands of the bargaining party. This means nothing ; it is only a courteous way of inviting a more liberal offer, which always follows, but the discussion is generally a long one before the bargain is closed.

BOWRING, *op. cit.*, p. 69.

(1) Un des procédés employés par les usuriers pour dépasser le taux légal consiste à acheter d'avance sa récolte au fellah et à la lui payer un prix beaucoup inférieur à sa valeur.

(2) Eug. SCHVIEDLAND, *op. cit.*

qu'il se contente aussi de 10 0/0, non pas sur 110 ni sur 120, mais sur une somme supérieure à 120

Ainsi le bénéfice du second intermédiaire sera, d'une façon absolue, et en admettant qu'il opère sur la même quantité, supérieur à celui du premier, celui du troisième à celui du second et ainsi de suite.

Il y a donc, dans la multiplicité du nombre des intermédiaires une cause d'élévation des prix plus forte qu'elle ne paraît au premier abord et qui agit surtout dans les périodes d'essor économique où le tantième de bénéfice que chacun d'eux prélève doit augmenter un peu pour obéir à la tendance générale des salaires, des intérêts et des profits. (1)

(1) On trouve un exemple curieux de la façon dont ces déductions se sont appliquées à la récente période d'essor économique et de hausse générale des prix, dans deux articles de l'*Economiste français* pour l'année 1908. Dans le numéro du 25 janvier 1908, M. Paul LEROY-BEAULIEU, étudiant la hausse qui s'est produite en France sur la plupart des articles de consommation entre 1902 et 1907, trouve que, pour un grand nombre de produits, cette hausse a varié entre 10 et 50 0/0. Quelques jours plus tard, un correspondant répond à cet article par une lettre contenant un tableau des prix des mêmes produits et aux mêmes dates. Les chiffres très précis qu'il donne et qui ont une apparence d'authenticité absolue tendent à prouver que pour certains produits, la hausse signalée par M. Paul LEROY-BEAULIEU n'existe pas, tandis que pour d'autres indiqués par lui comme ayant subi une hausse de 15,25 0/0 ou davantage l'élévation de prix n'aurait été que de 4 à 10 0/0 seulement. Le correspondant dont le journal publie la lettre dans un des numéros suivants, fait suivre les chiffres qu'il donne de ces remarques significatives :

1° Que les prix qu'il cite ont été recueillis dans les registres de l'économat d'une grande Compagnie de chemins de fer. 2° Que l'économat, s'il ne fait pas de pertes, ne fait pas de bénéfices sur ses achats, qu'il a dû marquer ses prix d'après ceux qu'il avait obtenus des fournisseurs en gros, et 3° qu'il ne prétend nullement que ces prix soient ceux de détail. M. Paul LEROY-BEAULIEU et

§ 3. ECART ENTRE LE PRIX DE VENTE ET LE PRIX
DE RACHAT PAR LE FELLAH ET DE SES PROPRES PRODUITS.

Quelle que soit l'énergie de la cause que nous venons d'envisager et qui est surtout considérable, on le conçoit dans un pays comme l'Egypte, elle ne saurait rendre compte complètement de perturbations semblables à celles qu'on a signalées au cours de l'année 1908 et qui, du reste, se sont fait sentir dans les prix de gros aussi bien que dans les prix de détail, quoique dans une moindre mesure.

Voici en effet les prix de gros de quelques denrées agricoles au commencement et à la fin de cette dernière année, d'après le Bulletin de la chambre de commerce d'Alexandrie et la mercuriale du marché de Rod el Farag (Caire).

Piastres par ardeb.

Blé (1)	110 (mai)	170 à 180 (novembre-décembre)
Fèves	92 (mai)	200 (décembre) à 225
Orge	64 (mai)	85 (novembre)
Paille	(40 à 50 piastres la charge (mai)	150 (novembre-décembre)

Aussi avons-nous réservé pour l'examiner la dernière, parce qu'elle résulte de toutes les conditions psychologiques économiques et sociales que nous avons décrites

son contradicteur l'auraient donc raison tous les deux. Il y aurait simplement ici un exemple frappant de l'accroissement de la différence entre les prix de gros et les prix de détail dans les périodes d'essor et de prospérité générale, comme celle de 1900 à 1907.

(1) Naturellement les différences entre les prix de détail aux mêmes époques doivent être beaucoup plus considérables, comme nous l'expliquerons plus loin.

et parce qu'elle s'applique aux prix de presque tous les produits agricoles, le coton excepté, une cause de perturbation dont l'effet s'est fait sentir particulièrement au cours de l'année 1908. Elle est pour nous d'autant plus curieuse et plus importante qu'elle est particulière à l'Egypte (1) et qu'elle est en rapport plus direct qu'aucune autre avec la crise agricole que nous sommes en train d'étudier.

Ne sachant comment la qualifier — elle n'a pas de nom, puisque les économistes ne l'ont pas encore étudiée — nous l'appellerions volontiers la différence entre le prix d'achat et le prix de vente au fellah, des denrées agricoles.

Quoique peu étudiée, ou plutôt complètement inaperçue, elle existe cependant depuis longtemps en Egypte. Mohammed Ali avait trouvé moyen de profiter lui-même de la différence dont nous parlons. « Le fellah, qui a vendu ses produits au prix qu'il plaît au gouvernement de lui en donner, et qui est toujours bas, est souvent obligé de les racheter (2) au prix qu'il plaît au gouvernement de fixer, et qui est toujours élevé », dit John Bowring en 1840. On sait en effet que Mohammed Ali avait institué un monopole des denrées agricoles et que les profits qu'il retira de ce monopole lui permirent de dépenser en quelques années, pour des expériences parfois malheureuses, 200 millions de livres, sinon absolument sans

(1) Elle peut aussi s'appliquer, comme nous le verrons dans tous les endroits éloignés des centres de la vie civilisée et commerciale et dans tous ceux où l'usure sévit sur les populations rurales.

(2) Il ne s'agit pas ici du coton, que les fellahs ne sont jamais obligés de racheter.

budget, comme on l'a dit, tout au moins sans impôts bien réguliers et sans une dette. Beaucoup de ses historiens lui ont même reproché d'avoir, par ce monopole, sacrifié l'agriculture égyptienne, qu'il voulait développer, à la satisfaction de ses caprices. Un tel reproche dénote une méconnaissance profonde de l'organisme économique égyptien. Les fellahs étaient peut-être plus incapables encore alors que de nos jours d'écouler leur marchandise sur un marché mondial. Ce que Moammed Ali ne leur aurait pas pris, les commerçants étrangers (1) établis dans le pays le leur auraient pris certainement, et probablement avec moins de souci des intérêts généraux de l'agriculture. (2)

Comment agit en effet la cause dont nous parlons ? Nous avons vu le paysan, pressé d'argent, vendre tous ses produits d'hiver au moment de la récolte, c'est-à-dire au mois de mai, et souvent même avant. Si l'argent a été particulièrement rare, les temps particulièrement durs, il n'a rien ou presque rien conservé, il a même vendu d'autant meilleur marché que les temps étaient plus durs, quelque paradoxal que cela paraisse. Au moment de la récolte, il s'est dit que Dieu était grand, que le coton se vendrait peut-être cher, en août ou en sep-

(1) Except the consuls general of England, France, Austria, and Spain, all the other sare, I believe, merchants, who deal largely in the commodities of the country, and whose intercourse with the authorities is more frequently for private than for public objects.

BOWRING, *op. cit.*, p. 15.

(2) « Le mal dont souffrent mes paysans, disait-il, c'est l'ignorance de leurs propres intérêts. C'est moi qui dois être leur docteur. » BOWRING, *op. cit.*, p. 14.

Cette parole était et elle est encore profondément vraie.

tembre, qu'après tout, l'époque des semailles en automne était encore éloignée. Il a donc vendu tout ce qu'il a pu de ses récoltes d'hiver (1), peut-être même les marchands en gros en ont-ils déjà exporté une partie. Cela se voit presque chaque année, et cela s'est vu en particulier pour les fèves, en 1908, (2) ainsi que nous l'avons dit plus haut. Le marchand en gros peut être pressé de réaliser, lui aussi si les temps sont mauvais ; puis, il ne prévoyait peut-être pas ce qui allait se passer — ce qui s'est passé en particulier en 1908 — et que nous allons décrire.

Voici l'automne arrivé, et avec lui le temps de semer l'orge, le blé, les fèves. Pressé d'argent, le fellah ne l'est pas moins qu'au mois de mai. C'est le moment de la récolte du coton, mais c'est aussi le moment où tous les créanciers semblent s'être donné rendez-vous chez lui, dans la crainte d'un oubli toujours possible de sa part. Banque nationale, banque agricole, banques hypothécaires diverses, affluent de tous côtés. Le mois d'octobre, c'est, dans la langue des paysans, le mois des usuriers.

Pourtant il faut bien racheter le blé ou les fèves destinés aux semences et peut-être même à l'alimentation puisque le blé égyptien, nécessaire à la confection du

(1) Celles-ci consistent principalement en céréales, comme on sait.

(2) Bien que le prix de détail des mêmes fèves 6 mois après ait atteint 240 piastres l'ardeb, c'est-à-dire près du triple du prix de gros à Alexandrie en mai et certainement au moins le quadruple de ce qu'avait été payé au fellah au moment de la récolte.

(D'après des renseignements recueillis sur place dans les provinces par exemple à Bielch, et à El Hamoul, près du lac Borollos, et obligeamment communiqués par M. de VILLEROY, inspecteur à l'administration des Domaines.)

pain indigène, ne peut guère être remplacé par aucun autre à cet effet (1). Le fellah est obligé de repasser de nouveau sous les fourches caudines qu'il a déjà traversées au mois de mai, car l'acheteur forcé d'acheter et qui n'a pas d'argent n'est pas en beaucoup meilleure posture que le vendeur forcé de vendre et qui veut faire de l'argent à tout prix.

Le fellah s'en consolerait cependant si la majoration des prix n'était pas excessive. Comme Panurge, il est habitué à vendre bon marché, acheter cher et manger son blé en herbe. Vendre d'abord pour racheter ensuite,

(1) Il est dur et renferme peu de gluten ; les indigènes font, avec la farine qui en provient des galettes plates, de consistance moins cassante et de couleur plus grise que celles qui seraient faites avec de la farine d'Europe. Le blé de l'Inde qui a été employé comme semences au lieu de blé égyptien par l'Administration des Domaines, n'a pas toujours donné de bons résultats. D'ailleurs, l'Inde est loin et ne peut très facilement venir au secours de l'Egypte en cas de disette subite du genre de celle que nous étudions. Cette année devant les prix extraordinairement élevés du blé égyptien, certains indigènes se sont résignés, paraît-il, à mélanger à leur pain des farines d'importation européenne. Nous avons dit déjà d'autre part que la partie pauvre de la population se nourrit de doura. L'élévation extraordinaire du prix du blé a produit aussi une hausse du doura qui s'est vendu jusqu'à 135 piastres en gros à Alexandrie, au lieu de 70 environ d'habitude.

Voici d'après M. Grégoire, agronome, membre de l'Institut égyptien, la proportion en gluten du blé d'Egypte comparée à celle de quelques farines d'importation.

BLÉ EGYPTIEN	BLÉS ETRANGERS
Blé Behera 7.	Farine de Trieste, 11,5.
Blé dur de la Basse Egypte, 8.	» France, 12,5.
Blé dur dit Arabi (Haute-Egypte), 3,5.	» Russie, 16
Blé dur du Fayoum, 10	» Toscane, 15,5

Bulletin de l'Institut égyptien, t. I, année 1862.

c'est toujours un moyen d'emprunter, et les usuriers ont la griffe si dure qu'en temps ordinaire, les profits de tous les intermédiaires réunis ne peuvent pas beaucoup dépasser les intérêts qu'ils exigent. Mais quand les prix varient de 1 à 3 ou 4, il faut avouer que c'est beaucoup, même en comparaison des taux d'intérêt que prélèvent les usuriers.

Voilà, du reste, une belle occasion pour les marchands en gros, peu nombreux, nous l'avons vu, de spéculer un peu et de faire de beaux bénéfices, si on peut parler de spéculation dans des circonstances qui se reproduisent fatalement, comme obéissant à une loi qui a presque la fixité des lois naturelles et qu'on pourrait formuler ainsi : *le fellah vend d'autant meilleur marché qu'il a plus besoin d'argent, et il rachète d'autant plus cher en automne qu'il a vendu meilleur marché au printemps.*

Du fait de l'imprévoyance du fellah dans les mauvaises années, il y a presque toujours accaparement ; par suite de l'organisation et des tendances particulières du commerce, il y a presque toujours agiotage sans que ni l'un ni l'autre soient nécessairement voulus ou punissables ; le premier au moins peut être inconscient.

La différence entre le prix de vente et le prix de rachat par le fellah de ses propres denrées est, en Egypte, un fait connu, sinon très remarqué. Quelqu'un qui aurait suivi les transactions de la bourse d'Alexandrie n'aurait pas manqué de s'apercevoir que, le plus souvent, on y cote pour la même denrée deux prix, celui de la dernière récolte, et celui de la « prochaine » et qu'il existe assez généralement entre ces deux prix un écart de 15 à 20 pour cent en moyenne. Il s'est même fondé

dans ces dernières années en Egypte des sociétés ayant pour but le trafic des denrées agricoles, et principalement, semble-t-il, l'achat au fellah de ses produits, au moment de la récolte, et la revente au moment des semailles, ou tout au moins à la fin de l'année.

Ce serait là en effet une opération fructueuse, étant donné l'écart dont nous parlons, et même utile, car elle tendrait, en se généralisant, à le faire disparaître.

Mais ce qui semble être totalement ignoré, c'est que, étant, comme nous l'avons indiqué, d'autant plus considérable que le cultivateur a plus besoin d'argent, l'écart dont nous parlons atteint quelquefois des proportions telles qu'il produit sur les prix des céréales les effets des crises déficitaires, si redoutables autrefois pour les pays d'Europe et que ceux-ci ne connaissent plus aujourd'hui. Nous voudrions montrer à l'aide d'un court historique que c'est ainsi que s'expliquent bien des disettes semblables à celle de 1908. Plus factices que réelles, elles paraissent si extraordinaires dans ce pays d'abondance, que comme disait vers 1840 un Anglais qui y avait longtemps vécu, « elles semblent ne pouvoir s'expliquer que par des causes surnaturelles ». (1) Elles reviennent périodiquement et la première que nous puissions signaler date de 1837.

Elle semble, comme il est naturel d'ailleurs en ce pays, avoir été accompagnée de spéculation.

Alors comme aujourd'hui, il y eut « des plaintes très générales » et « bien fondées » sur le déclin du commerce, et le mauvais état des affaires en général. D'autre part, « tandis que le coût de la vie a augmenté, les

(1) V. rapport de John BOWRING, op. cit. (note p. 71).

ressources ont diminué ». (1) Les habitants les plus riches ont envoyé une partie considérable de leurs diamants et de leurs pierres précieuses à Calcutta et dans d'autres parties de l'Inde. Quant aux plus pauvres, ils meurent littéralement de faim ; le vice-roi toujours paternel dans son absolutisme, leur fait distribuer des semences. Enfin, un décret du 11 Gamad-el-Awal 1253 (13 août 1839) ordonne une mesure qui était alors le point d'aboutissement de toutes les crises agricoles : les terres des villages dont les habitants sont incapables de payer l'impôt seront réparties entre les habitants des autres villages qui s'engageront à payer les arriérés.

Laissons la parole à Sir John Bowring en ce qui concerne la crise agricole elle-même et la spéculation qui s'y mêle, car rien mieux que ses explications ne peut faire comprendre la situation d'alors et éclairer la situation actuelle. Comme aujourd'hui, on explique déjà la hausse extraordinaire du prix du blé par une diminution de la surface cultivée en céréales, due à l'extension trop grande de la culture du coton. Mais elle tient en réalité à d'autres causes, car le blé, impossible à obtenir à aucun prix (*any price whatsoever*) pendant un certain moment, réapparaît bientôt et au cours normal. « Il y eut une grande alarme pendant l'hiver de 1837, en raison de la disette supposée de grains sur les marchés égyptiens ; le prix s'éleva, au Caire, au taux inouï de 180 et 190 piastres l'ardeb, tandis que le prix moyen n'est pas supérieur à 60 ou 80 piastres. Le pacha promulgua un ordre fixant un prix maximum de 100 piastres, prix

(1) John BOWRING, déjà cité. *Report on Egypt and Candia*.

auquel il s'engageait à en fournir au public. Mais les magasins du gouvernement furent bientôt épuisés, et, pendant quelques jours, il fut impossible d'obtenir du blé à quelque prix que ce fût. Les firmans du pacha ordonnant la vente des grains n'étaient pas respectés. La crainte de la famine causa une grande panique ; il n'arrivait pas de grain de la Haute-Egypte, où la nouvelle de l'insuffisance de l'offre se répandit rapidement dans la population, et les prix s'élevaient pendant que la qualité des grains offerts sur le marché devenait chaque jour plus mauvaise, par suite du mélange de grains de qualité inférieure, de pois et de fèves avec les produits qu'on vendait. Mais, même de cet article inférieur, les provisions étaient très petites. Des ordres importants avaient été donnés par le pacha pour l'importation des céréales pour son propre compte... Il dit au consul général et à moi-même (qui avions cru de notre devoir de lui parler de cet état de choses très alarmant) que, quoiqu'il pût être forcé de faire un petit sacrifice, il était résolu à ce que le prix des grains fût maintenu à 400 piastres, et qu'il punirait les *accapareurs* qui avaient spéculé sur les prix élevés, et qui s'imaginaient qu'ils pouvaient maintenir les prix du marché... Le blé arriva en quantités considérables de la Haute-Egypte, de l'Euxin, de la Méditerranée ; les craintes de famine se dissipèrent et les prix revinrent à une moyenne raisonnable. » Rien n'est plus instructif que ce récit d'un observateur perspicace et bien informé, et que les rapprochements qu'il suggère. En 1837, comme en 1908, la crise déficitaire ou pseudo déficitaire, se produit au moment des semailles, pendant l'hiver, dit John Bowring;

elle fait monter les prix à des hauteurs extraordinaires, dont les fellahs souffrent tellement qu'un grand nombre d'entre eux sont obligés d'abandonner, l'année suivante, leurs terres qu'ils ont laissées sans culture, faute d'avoir pu acheter des grains pour les ensemençer.

Nous trouvons les traces de phénomènes semblables vers 1847, 1856, 1867. Mais leur marche exacte nous échappe, faute de documents. Tout ce que nous savons, c'est qu'en 1850, les terres cultivées avaient diminué de 340.000 feddans et qu'en 1848 les cours du coton avaient été très bas (1). En 1856 le même fait se reproduit, les cours du coton sont très bas, et Saïd Pacha est obligé de faire distribuer les terres incultes aux soldats « libérés après la guerre de Crimée » (2). L'année suivante, en raison du haut prix des produits agricoles, on décide de supprimer les octrois, qu'on rétablit ensuite en 1867 lorsque, par suite de la guerre de sécession qui fait hausser le coton à des prix jusque-là inconnus, la situation est redevenue normale.

Il faut arriver à la période contemporaine pour avoir de nouveau des renseignements plus précis. Les perturbations qui se produisent à la fin de celle-ci, en 1907 et 1908, et que nous avons étudiées de près, sont tellement caractéristiques, qu'elles suffiraient à elles seules à mettre en évidence la règle que nous avons formulée (3).

(1) Nous verrons plus loin qu'ils ont toujours une tendance à baisser, lorsque les prix des céréales sont très élevés en automne.

(2) V. DE RÉGNY, Bey, *Statistique de l'Égypte*, années 1870, 1871, 1872, 1873 et ARTIN, pacha, mémoire précité.

(3) V. ci-dessus, p. 82.

En effet, d'après le tableau des prix de gros que nous avons précédemment donnés, tous les produits susceptibles d'être rachetés par le fellah ont subi les variations suivantes au cours de l'année 1908.

Blé... ..	63 à 70	0/0
Fèves	144.56	0/0
Orge	33	0/0
Paille.....	300	0/0 environ

Ces chiffres, pour qui se rend compte des conditions de l'agriculture égyptienne, sont étrangement significatifs.

Remarquons d'abord que c'est pour l'orge que l'augmentation a été la moins sensible. Les causes de ce fait se devinent aisément. C'est que, en effet, la surface cultivée en orge dans toute l'Egypte n'est que d'environ 440.000 feddans, tandis qu'elle est de 550.000 feddans pour les fèves et de 1.168.166 feddans pour le blé. La surface à ensemençer étant moins considérable, les besoins au moment des semailles sont moins importants pour l'orge que pour le blé ; la hausse de prix causée par le rachat est moins forte. De plus les prix de l'orge sont en moyenne bien moins élevés que ceux du blé, et par suite, le fellah qui veut se procurer de l'argent a bien moins d'intérêt à vendre son orge que son blé.

Si les arguments que nous avons exposés sont justes, c'est-à-dire si la cause de la disette de céréales qui a signalé l'automne de 1908 en Egypte est due au rachat par les fellahs de leurs propres produits, les prix de ceux-ci ont dû baisser en général, (1) une fois le besoin

(1) Nous disons en général parce que nous reconnaissons qu'une hausse de prix pourrait survivre à la demande qui l'a causée, Cette remarque est particulièrement vraie en Egypte, grâce à l'organisation spéciale du commerce dans ce pays.

de semences passé. C'est précisément ce qui est arrivé. Reprenons en effet la cote du marché d'Alexandrie, ou même celle du marché du Caire (Rod-el-Farag). Voici ce que nous constatons (mars 1909) :

Blé (1) de	140 à 162	piastres au lieu de 180 à 200 en décembre
Orge de	97 à 102	» » 90 environ »
Fèves de	190 à 200	» » 225 à 230 »
Maïs (2) de	117 à 122	» » 135 »
Paille de	150	» » 150 ou 160 »

Les seuls produits, parmi ceux que nous avons cités, qui ne répondaient pas à une nécessité de rachat passagère, l'orge et la paille, sont restés aux prix extrêmement élevés de 150 piastres et de 90 ; l'orge a même un peu haussé. De toutes les céréales égyptiennes, c'est celle sur laquelle la cause que nous étudions doit agir le moins régulièrement à époque fixe. Nous venons de dire brièvement pourquoi. Pour la paille, il est bien évident que les besoins ne se font pas sentir brusquement au moment des semailles mais se prolongent par contre jusqu'à la fin de l'année. Ces remarques de détail ne font que confirmer l'explication générale que nous avons donnée.

Nous avons raison de dire que les faits qu'on relève au cours de l'année 1908 suffisaient à eux seuls à nous convaincre de l'importance de la cause de hausse que

(1) Prix de Rod-el-Farag (Caire), le 26 mars 1909.

(2) Le prix élevé de 135 piastres que le maïs a atteint un instant vient d'une demande brusque et imprévue causée par la rareté du blé. La cause de hausse que nous étudions (hausse causée surtout par le rachat des semences) n'a agi ici qu'indirectement, car le maïs est une culture d'été. Mais c'est, avec le blé, une des deux céréales qui servent à la nourriture du paysan. Devant la quasi-impossibilité de se procurer l'une, la plupart des consommateurs se rabattirent sur l'autre.

nous étudions. Quand, de plusieurs circonstances qui accompagnent un fait, une seule est telle que lorsqu'elle existe le fait se produit nécessairement, tandis qu'en son absence il ne se produit pas, celle-là est la cause du fait que l'on étudie.

L'histoire des prix des produits agricoles pendant les 10 ou 15 dernières années, qui n'ont été pour l'agriculture égyptienne, malgré ce que l'on croit généralement, ni une période de félicité ininterrompue, ni une période de crise profonde suivie d'une prospérité parfaite, confirme du reste les inductions qui précèdent. Les prix de détail ne peuvent pas du tout nous servir ici, à cause de leur infinie diversité. Force nous est donc de nous en tenir exclusivement aux prix de gros. Evidemment ces prix, influencés par la spéculation, ne peuvent nous rendre un compte absolument exact de la façon dont varient les prix de détail. D'autre part, fixés par des professionnels dont le métier consiste précisément à prévoir d'avance les fluctuations probables de l'offre chez les producteurs et de la demande de la part des consommateurs, ils ne reproduisent qu'en les atténuant les variations qui pourraient résulter de ces deux causes. Malgré ces imperfections, ceux que nous avons pu recueillir montrent d'une façon saisissante les variations de l'écart que nous avons signalé. Nous les résumons dans le tableau ci-dessous, où nous donnons, en même temps que les prix du blé pendant la période 1897-1908, la variation de ces prix entre le moment de l'achat aux fellahs et celui de la revente, si toutefois elle a lieu. Nous avons dit qu'elle n'était particulièrement importante que dans les années

•

où le besoin d'argent, plus impérieux que d'habitude, obligeait le fellah à se dépouiller plus complètement de ses produits, généralement, entre l'époque de la récolte (avril-mai) et celle des semailles. Nous y ajoutons le prix moyen du coton par année, non pour l'étudier (1) ici puisqu'il n'a point subi de hausse, mais simplement parce que ce prix est, comme nous le verrons plus loin, l'indice le plus important de la situation matérielle du fellah.

Année	Prix après la récolte	Prix à l'époque des semailles	Ecart 0/0	Prix moyen du coton
1897	85 1/2 (avril)	105 à 115 nov. 125 à 140 (février-mars 1898) (2).	35.4 0/0 64.5	8. 8
1898	82 (juin)	102 à 112 (octobre)	36 5	9
1899	74 (av.-mai)	95 à 105 (nov.)	42	12
1900	90.95 (mai)	112 (déc.)	21	13.12
1901	90 à 100 (mai)	90 à 105 (déc.)	5	12.14
1902	90 à 95 (mai)	110 à 120 (oct.) 100 à 110 (nov.)	18.9	11
1903	90 à 100 (juin)	90 à 110 (nov.)	10.5	13
1904	90 (mai)	110 à 115 (oct.-nov.)	25	13
1905	90 à 102 (mai)	130 à 140 (oct.)	39	18
1906	95 à 130 (mai-juin)	110 à 135 (nov.)	8.9	20.18
1907	115 à 125 (mai)	115 à 120 (oct.)	0	»
1908	110 à 125 (mai)	170 à 180 (nov.)	48.7	»

Ce tableau devient éloquent si on l'éclaire par quelques explications historiques. Les années 1897, 1898, 1899, forment la fin d'une longue période de crise pour l'agricul-

(1) V. chap. III.

(2) Le maximum se produit ici juste avant la récolte. La raréfaction causée par la demande de semences a persisté. On était alors à une époque où le bas prix du blé égyptien au moment de la récolte en permettait l'exportation en grandes quantités.

ture égyptienne. La situation du fellah, dit M. F. Nahas, en 1902, « s'aggrave et se complique d'une crise qui est devenue, depuis plus de 20 ans, (1) une sorte de maladie endémique. Depuis 30 ans, les prix du coton, des céréales et de tous les produits de l'agriculture égyptienne se sont avilis avec une périodicité inquiétante que M. Prompt et Lord Cromer, en 1894, ont judicieusement signalée ». Aussi voyons-nous la différence entre les prix de vente et les prix d'achat varier entre 34.5, 64.5, 36.5 et 42 0/0.

Mais en 1900, (2) une crue désastreuse, la plus basse du siècle compromet la récolte de coton, on vit les cours monter rapidement de plusieurs tallaris, disent MM. Arminjon et Michel en 1907, de telle sorte que la calamité se changea bientôt en bénédiction.... « Avertis par cette expérience les fellahs ne consentirent (3) plus désormais à vendre leur coton qu'au prix que cette disette, grosse de prospérité, leur avait révélé comme

(1) F. NAHAS, op. cit. Nous verrons plus loin les restrictions de détail qu'il y aurait lieu d'apporter à ces affirmations.

(2) ARMINJON et MICHEL. Le commerce extérieur de l'Egypte. *Revue d'économie politique* 1907. Les auteurs ont écrit en effet 1895. C'est évidemment de 1900 qu'il s'agit. Les cours moyens du coton en 1897 n'étaient encore en effet que de huit tallaris contre 20 environ en 1907 et c'est en 1900 qu'ont eu lieu la basse crue et l'élévation des prix du coton. Il y a là un lapsus très excusable, que nous nous sommes permis de corriger. « L'année 1900 s'était montrée sombre et menaçante pour l'agriculture, dit M. F. Nahas, la cote du Nil ayant été plus basse qu'elle ne le fut jamais depuis que les cotes du fleuve sont enregistrées au ministère des travaux publics. Pour tâcher de sauver la récolte cotonnière, le gouvernement a dû retarder jusqu'à l'inondation prochaine la récolte du maïs qui est d'un intérêt vital pour le fellah. » — F. NAHAS, op. cit., p. 112.

(3) Ils étaient alors dans une période d'aisance ; ils pouvaient se montrer plus exigeants qu'ils l'ont été en 1908 pour le blé.

normal ». Quoi que l'on puisse penser de la relation entre la crue et les prix du coton, (1) il est certain que l'année 1900 marque pour les prix des produits agricoles, en Egypte, le début d'une période de hausse, et pour l'agriculture égyptienne le commencement d'une ère de prospérité. Aussi voyons-nous l'écart entre les prix des céréales en mai, et les mêmes prix en automne diminuer sensiblement. Il commence par se réduire de moitié dans l'année 1900 elle-même (21 0/0 au lieu de 42 l'année précédente). Il reste bas pendant toute la période qui va de 1900 à 1907. Il est réduit au minimum (5 p. 0/0) en 1901, l'année même où les fellahs ont recueilli le plein bénéfice de la hausse inespérée que nous venons de signaler. Nous le voyons sur le point de se relever toutefois à la fin de la période, sous l'influence de diverses causes. D'abord les fellahs, grisés par le succès, se sont laissés aller à des excès d'imprévoyance. Ils ont satisfait immodérément, comme nous l'avons dit, leur amour pour la terre, et ils ont beaucoup d'annuités à payer. Puis — cause moins connue, sinon plus profonde — si les cours du coton ont encore été élevés en 1904, le rendement a été très faible. « Les cultures de coton ont souffert, dit le rapport de l'Administration des Domaines de l'Etat, pour cette année-là. Il faut remonter 15 ans en arrière pour trouver une récolte aussi mauvaise ». (2) Aussi voyons-nous en 1904 et 1905 l'écart

(1) Voir plus loin, p. 110 et suivantes, ce que nous disons sur les prix du coton.

(2) Les vastes surfaces cultivées par l'Administration des Domaines de l'Etat sont réparties dans différentes régions de la Basse-Egypte et du Fayoum. Elles ont toujours été exploitées méthodiquement, avec une unité de vues, et une fixité de direc-

remonter à 25 0/0 et même à 39 0/0. Déjà la situation est menaçante. Mais les cours du coton pour 1906 sont les plus élevés qui aient été obtenus depuis la guerre de sécession : (20 tallaris au lieu de 12 en 1904) ; la situation est sauvée, et l'écart retombe à 8.9 0/0, pour disparaître même complètement en 1907, année qui a suivi les cours très élevés dont nous venons de parler. C'est alors qu'éclate ce qu'on est convenu d'appeler depuis la crise égyptienne. La spéculation qui avait signalé la période précédente lâche bride, le crédit fait partout défaut, les cours s'effondrent, et c'est alors aussi, que, les fellahs ne trouvant plus à emprunter, se révèle l'effet remarquable que nous avons analysé. Pendant que tout baisse, valeurs, coton, salaires, loyers, seuls la plupart des produits de l'agriculture continuent à hausser dans de fantastiques proportions.

Nous avons établi notre démonstration principalement sur le prix du blé, parce que c'est, de toutes les céréales égyptiennes, celle dont la surface cultivée et le prix de vente sont le plus considérables. (3) C'est par conséquent celle pour laquelle les chances d'accaparement et de spéculation, ainsi que les hausses ou les baisses factices qui peuvent en résulter, sont les moins importantes. Mais tition, qu'on rencontrerait difficilement ailleurs, même dans les grandes exploitations privées. Enfin, les rapports des administrateurs renferment des opinions éclairées et absolument désintéressées, fondées sur des comptes tenus avec régularité depuis de longues années. C'est pourquoi c'est à eux que nous empruntons la plupart des appréciations que nous citons.

(3) 1.168.166 ardebs en 1907-1908 au lieu de 541.085 pour les fèves par exemple ou 440,000 pour l'orge. Ainsi que nous l'avons vu, le prix d'un ardeb de blé, année moyenne, est environ le double de celui d'un ardeb d'orge ; il est généralement plus élevé que celui d'un ardeb de fèves.

nous aurions pu faire les mêmes constatations sur les prix d'autres produits.

Pour l'année 1897-1898 par exemple, celle qui nous a servi de point de départ pour le blé, le prix de l'ardeb de fèves, varie de 66 piastres en mai à 78 en décembre et à 125-140 en février-mars 1898, c'est-à-dire de 150 0/0. Pour les années prospères qui suivent, cette variation s'atténue, ou même disparaît, plus complètement même que pour le blé. Pendant la crise de 1908, les prix varient au contraire plus fort que ceux des autres céréales, l'écart allant, ainsi que nous l'avons dit, à peu près de 150 à 300 0/0. (1)

Ainsi, l'effet de la cause que nous venons d'étudier se fait sentir même sur les prix de gros. (2) Tranchant sur les fluctuations propres auxquelles ces prix sont sujets, ou sur les variations passagères résultant des chances de bonne ou de mauvaise récolte, visible toujours en dépit de ces atténuations ou de ces accidents, l'écart entre le prix de vente et le prix d'achat des céréales par le fellah, semble être le véritable enregistreur auquel on peut reconnaître la profondeur et la gravité des crises égyptiennes. C'est là un fait extrêmement important, sur les conséquences duquel nous aurons l'occasion de revenir.

SECTION IV. — Importance relative des diverses causes précédemment étudiées.

Il nous faut auparavant nous résumer, vérifier nos déductions à l'aide de quelques faits, et tâcher de

(1) De 80 à 240 piastres en moyenne pour les prix de détail, soit exactement 300 0/0. V. p. 87.

(2) Il se ferait sentir bien plus sur les prix de détail. V. note 1,

dégager l'influence propre sur les prix des diverses causes que nous avons examinées afin de montrer l'importance relative de chacune d'elles.

Nous avons déjà suffisamment indiqué le rôle des causes générales par lesquelles on a prétendu expliquer d'ensemble l'élévation de tous les prix qui a tant préoccupé en ces dernières années le public égyptien (1). La diminution de la surface cultivée en céréales, les maladies du bétail ou des poules, en un mot toutes les causes pouvant se ramener à la diminution de l'offre des producteurs égyptiens, ou à l'accroissement de la demande (augmentation de la population) ne peuvent faire hausser les prix qu'autant que les importations ne mettent pas une limite à cette hausse. Un seul exemple pourra suffire à contrôler ce que nous avons dit de la portée de ces causes, et à rendre tangible la limite de leurs effets, que nous avons indiquée déjà.

Parmi les produits de l'Egypte, il en est un en effet, pour lequel, à ne considérer que l'Egypte, l'offre a diminué très sensiblement : c'est la canne à sucre. La surface cultivée en canne qui occupait 72.339 feddans en 1893-94 et 88.057 en 1901-02 (2) est tombée à 38.562

(1) Voir plus haut. section 2, ce que nous disons sur les causes que nous avons appelées générales ; insuffisance de la production agricole, octrois, causes monétaires.

(2) D'après les statistiques du ministère des finances, établies sur les déclarations faites dans chaque village au percepteur. Ces statistiques ont été reconnues, après vérification, renfermer pour un district des erreurs variant de 1 à 30 0/0. Mais la compensation de ces erreurs l'une par l'autre, fait que pour l'ensemble d'une moudirieh (province) elles n'ont pas dépassé 5 0/0 pour le blé.

Voir *Cairo scientific journal*, février 1908.

feddans en 1907-08, diminuant dans une proportion 5 fois plus forte que celle consacrée à la culture du blé. D'autre part, il est difficile de prétendre que, si la consommation du blé a augmenté par suite de l'accroissement de la population et du bien être, celle du sucre n'ait pas progressé au moins autant. Et cependant, le prix du sucre n'a pas augmenté. C'est que, dans le cas du sucre, l'augmentation de la demande et la diminution de l'offre ont agi seules. Ni l'imprévoyance du fellah, ni sa pauvreté n'entrent ici en ligne de compte. La Compagnie des Sucreries et Raffineries d'Egypte paie sensiblement le même prix tous les ans depuis un grand nombre d'années, pour les cannes qu'on lui fournit par contrat. Le défaut d'organisation du commerce de gros et du commerce de détail n'agissent guère non plus, « le sucre étant, comme dit M. Schwiedland, un de ces produits d'un usage général et d'un écoulement facile, dont la vente n'exige point ou presque point de connaissances commerciales, et ne demande que très peu ou pas du tout de capital. »

L'affaiblissement de pouvoir d'achat de la monnaie peut exercer une influence considérable dans un pays où ce pouvoir d'achat était, à l'origine, beaucoup plus grand que dans les pays voisins avec lesquels il était en relations. La raréfaction factice, résultant du défaut de sécurité et d'organisation économique a fait que les prix, dans leur ensemble, ont été en Egypte, pendant tout le cours de XIX^e siècle, beaucoup plus bas qu'en Europe. Vers 1830 le prix d'un mouton était en moyenne de 20 piastres (5 ou 6 francs); un bœuf coûtait 84 piastres 15 (22 francs); une chèvre 20 piastres, une poule de 4 à

3 piastres, un pigeon de 1/2 à 1 piastre (12,5 à 25 centimes); (1) l'ardeb de fèves de 6 à 18 piastres, l'ardeb de blé 28 piastres (7 fr. 50 environ) etc. (2) Et ces prix, dit Bowring, étaient quatre fois plus élevés que ceux qui se pratiquaient 30 ans auparavant. Le taux de l'intérêt indiquait d'ailleurs cette valeur excessive de la monnaie. Il semble difficile de l'évaluer à moins de 60 pour cent par an en moyenne. (3)

Ce pouvoir d'achat, en Egypte, tendit constamment à s'abaisser jusqu'à ce qu'enfin en 1904-1905, des compagnies d'assurances prêtèrent sensiblement au même taux qu'en Europe. Dès lors la valeur de la monnaie n'aurait plus dû baisser, ni les variations de cette valeur influencer sur les prix. Au point de vue économique « notre pays n'était plus en Afrique, il faisait partie de l'Europe. »

Cependant la prospérité ayant engendré la spéculation, comme nous l'avons montré précédemment, la hausse générale des prix a pu continuer de 1905 à 1907, moins encore par suite de l'abondance de la monnaie proprement dite que de sa multiplication par le crédit.

Nul exemple isolé ne permet de préciser de faire toucher du doigt pour ainsi dire, l'influence de ces causes monétaires les plus générales de toutes.

Pour la délimiter nettement, il faudrait examiner un à un tous les produits sur lesquels elles ont agi. Mais il est évident que cette influence devait s'arrêter lorsqu'é-

(1) Voir BOWRING. Op. cit. p. 118. (1 piastre 0 fr. 2592).

(2) Voir aussi l'intéressante liste donnée par ARTIN Pacha, op. cit.

(3) Ce taux existait encore dans certains endroits en 1883.

Voir rapport de M. VILLIERS-STUART, *Member of Parliament*, annexé au rapport de LORD DUFFERIN, pour 1883.

clata le krach et que le crédit fut subitement restreint. Elle n'explique pas la hausse particulière à 1908.

La lenteur, avec laquelle la baisse qui a suivi le krach a influé sur certains prix montre l'effet de la mauvaise organisation du commerce. C'est encore là une cause assez générale dont il n'est pas facile de délimiter l'influence.

Pour en indiquer l'importance d'une façon concrète, prenons un produit de l'agriculture que, comme les céréales, l'Egypte est forcée d'importer, mais qui ne répond point à une nécessité de rachat par le fellah, la viande par exemple. C'est là un produit qui subit toutes les causes de hausse que nous avons examinées moins une : l'écart provenant du rachat.

Voici, d'après les renseignements obligeamment communiqués par Piot Bey, vétérinaire en chef de la municipalité d'Alexandrie, les prix de revient, en 1902, 1905, 1907 et 1908 d'un kilogramme de viande abattue. (1) Il s'agit des qualités ordinaires.

	1902	1905	1907	1908
	—	—	—	—
Bœuf P. T.....	3	3 3/4	4 1/2	4 1/2
Mouton.....	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5 1/4

Voici maintenant les prix de détail du marché du Caire aux mêmes époques et pour les mêmes qualités de viande.

(1) Nous choisissons la viande pour donner un exemple des effets produits par la multiplicités des intermédiaire, le monopole des petits détaillants et la mauvaise organisation du commerce en général, parce que, contrairement à ce que nous avons dit pour le sucre, c'est un produit dont l'importation demande des connaissances spéciales et des capitaux, et dont la vente en détail n'est pas à la portée de tout le monde.

		1904-1905	1907	1908
		—	—	—
Bœuf (chez les bouchers indigènes)	PT	»	8	8
Bœuf (chez les bouchers européens)	PT	6	9.6	9.6
Mouton (chez les bouchers indig.)	PT	»	8.8	8.8
Mouton (chez les bouchers europ.)	PT	8	11.2	11.2

Deux remarques ressortent d'abord de la simple inspection de ces chiffres :

1° La différence entre le prix de revient au commerce de gros et le prix de vente au détail est très grande.

2° Cette différence est surtout grande lorsque le détaillant est européen. Il est frappant qu'il y ait au même marché, dans les mêmes halles, à deux pas l'un de l'autre, deux détaillants qui vendent les mêmes qualités du même produit à des prix variant entre eux de 20 pour cent.

Ces deux remarques confirment ce que nous avons dit du défaut de concurrence surtout entre indigènes et européens. (1) Mais on peut tirer de l'examen de ces prix deux autres observations qu'il est beaucoup plus important pour le moment de noter.

C'est d'abord, ainsi qu'il était assez naturel de s'y attendre, ils n'ont jamais atteint à cette hauteur excessive qui les avait fait contraster avec ceux qui se pratiquent généralement dans les autres pays voisins de

(1) La remarque que nous avons faite à propos de la facilité avec laquelle les Européens non égyptianisés et non commerçants se prêtent à l'élévation trouve aussi sa vérification ici. Il arrive que le cuisinier indigène chargé de faire le marché pour une famille européenne achète chez un compatriote et compte cependant à ses maîtres le prix qu'il aurait dû payer chez un Européen, faisant ainsi argent de sa connaissance plus complète du pays et de la langue.

l'Égypte, et qui vivent aussi de viande d'importation. Il y a, à ce point de vue, une différence assez grande entre l'élévation du prix de la viande et celle du prix des céréales en 1908, par exemple : cette dernière a été bien plus forte.

Ensuite, chose curieuse, le prix de la viande, quoique toujours très haut, a presque immédiatement obéi au temps d'arrêt de la hausse marqué pour la plupart des prix par la fin de la période d'essor de 1900-1907. Tandis que le prix de revient de la viande de mouton à l'abattoir d'Alexandrie par exemple, s'est encore élevé de 4 piastres $3\frac{1}{4}$ en 1907, à 5 piastres $1\frac{1}{4}$ en 1908, les prix de détail n'ont pas varié ; les bénéfices des importateurs n'ont pas augmenté beaucoup, et, ceux des intermédiaires, au lieu de s'accroître, se sont plutôt légèrement restreints. Cette constatation, qu'on pourrait faire aussi sur d'autres produits d'alimentation ayant obéi aux mêmes causes de hausse que la viande, comme les légumes ou les fruits d'importation, nous permet de limiter, tout au moins dans le temps, l'effet de la mauvaise organisation du commerce sur les prix. (1) Cet effet est constant pour le même produit, c'est-à-dire qu'il a existé dans la période d'essor économique qui a duré jusqu'en 1907 aussi bien que dans la période de dépression qui a suivi. Mais il a eu une tendance à diminuer dans cette dernière, par suite de la restriction du profit des intermédiaires. Ce n'est pas principalement à lui seul qu'on peut attribuer les prix de famine auxquels ont monté les céréales pendant la seule année 1908.

(1) Pas tout-à-fait cependant, car en ce qui concerne la viande, la spéculation n'agit guère.

La cause précédente ne pouvant guère agir isolément sur les produits agricoles, (1) et toutes les autres étant exclues nous pouvons affirmer que cette crise, particulièrement agricole et particulièrement égyptienne, que nous avons appelée la crise déficitaire de 1908 était dûe plus qu'à aucune autre cause, au rachat par l'agriculteur, à la fin de l'année, et en particulier au moment des semailles, des produits qu'il avait vendus au moment de la récolte. La mauvaise organisation du commerce n'a agi sur la crise de 1908 que par suite de l'existence de cette condition primordiale.

De famine proprement dite, il n'y en eut pas, naturellement, et il ne pouvait pas y en avoir. Le déficit qui existait fut facilement comblé par une importation supplémentaire de 518.000 livres de farine de blé et de maïs et, n'eût été que la légère contrainte imposée aux consommateurs indigènes, qui furent obligés de mélanger des farines étrangères à leur nourriture habituelle, ou même de se nourrir de maïs au lieu de blé, le fait ne serait pas autrement grave. Il n'y aurait pas trop à regretter que l'on eût exporté, plus ou moins inconsidérément, dans les mois d'été pour 25 ou 26,000 livres de ces deux produits. Mais, si la disette de 1908 est plutôt factice que réelle, sa cause principale n'en a pas moins, autant par les effets qu'elle a produits que par les déductions qu'on peut tirer de son étude, une importance et une signification aussi énormes que généralement inaperçues.

L'existence de l'écart entre le prix des céréales au moment de la récolte, et le prix des mêmes céréales au

(1) Pour qu'elle ait tout son effet, il faut qu'ils soient, non seulement vendus, mais en partie exportés ou rachetés.

moment des semailles, explique d'abord en grande partie un fait qui a exercé la sagacité des économistes. (1) Comment se fait-il que l'Égypte exporte des céréales, et en particulier du blé, alors qu'elle n'en produit pas assez pour sa propre consommation. C'est surtout, semble-t-il, parce que, à certains moments de l'année, les prix d'achat en Égypte sont assez bas pour permettre aux exportateurs de réaliser un bénéfice. C'est en effet la principale considération dont ceux-ci tiennent compte et ils ne semblent pas s'inquiéter outre mesure de savoir si, plus tard, l'Égypte aura assez pour ses propres besoins. C'est ainsi que, le prix du blé à Alexandrie n'ayant guère dépassé 125 piastres (2) jusqu'au mois d'août, le Bulletin des Douanes enregistre, pour ce mois précisément, une exportation de 24.922 livres égyptiennes de blé. Mais nous voyons l'exportation de cette céréale diminuer au fur et à mesure que les prix s'élèvent ; elle n'est plus que de 309 livres en septembre, 210 en octobre, 83 en novembre et 31 en décembre. Ainsi, chaque année, quelle que soit la récolte de l'Égypte, une partie de cette récolte passe à l'étranger. Mais, fait à noter, c'est précisément quand les besoins d'argent du fellah sont le plus grands — peut être justement parce que la récolte a été moins bonne — que les prix au printemps sont le plus bas et que la quantité exportée immédiatement après la récolte risque d'être le plus considérable, de sorte que l'on pourrait presque dire, si on ne craignait pas d'exagérer

(1) Voir PIERRE ARMINJON et BERNARD MICHEL. Le commerce extérieur de l'Égypte, *Revue d'Economie politique*, 1907.

(2) Sauf un léger écart en juillet.

une remarque juste, que plus l'Egypte a besoin de céréales, plus elle en exporte. (1)

Nous avons fait remarquer de plus qu'il existait une relation très nette entre cet écart que nous avons signalé et le taux des emprunts dont le fellah a besoin, puisque vendre bon marché pour racheter cher, c'est encore un moyen d'emprunter. Au moment de la période aiguë de la crise de spéculation de 1907, la banque agricole et le crédit foncier ayant fermé leurs guichets, la banque nationale ayant pratiquement refusé l'escompte, le taux de l'intérêt s'éleva d'une façon anormale dans les villes, et, naturellement, l'usure reparut dans les villages, à peu près comme aux temps antérieurs à la création des tribunaux mixtes, et à la fondation du crédit foncier, lorsque le paysan ne pouvait pas encore emprunter sur ses terrains. « J'ai vu l'autre jour, dit M. Cottet, en 1908, un notable copte du Fayoum prêter 50 livres pour quelques mois. A combien prêtez-vous, lui dis-je ? — Oh ! pas beaucoup, je prends seulement 5 piastres par livre et par mois. — Cela fait 60 0/0 par an. Et, en réalité, ce n'est pas beaucoup, car la plupart de ces petits prêts rapportent 100 0/0. » Nous avons vu en effet que c'est là à peu près en moyenne l'équivalent de la perte réalisée par le fellah par la vente de la partie de ses récoltes dont il aurait besoin pour les semailles, ou même à la fin de l'année

(1) Tout au moins est-il juste de faire remarquer que la valeur du blé exporté en 1908 a excédé de 3.531 livres celle du blé exporté en 1907, fait qui semble extrêmement curieux si on se rappelle que précisément dans cette même année l'Egypte a dû importer 1.642.000 kg de la même céréale de plus qu'en 1907. Les importations et les exportations du même article augmentent en même temps ! Voir *Bulletin des Douanes*.

pour sa consommation. Bien que cette vente paraisse en général plus onéreuse même qu'un emprunt équivalent contracté à ces taux usuraires surélevés (1) nous nous sommes demandé s'il n'y aurait pas dans l'écart comme entre les prix de vente et le prix de rachat des denrées agricoles un moyen de mesurer les taux d'intérêts usuraires qui sont inconnus, parce qu'une de leurs caractéristiques est précisément de se cacher. Il y aurait là peut-être, en tout cas, un moyen d'apprécier les variations du poids de l'usure sur les populations agricoles arriérées, non seulement de l'Egypte, mais de tous les pays qui se trouvent dans une situation analogue, comme par exemple celles de l'Afrique du Nord en général. Mais ce serait sortir de notre sujet que d'insister sur ce point.

Ce n'est pas principalement au point de vue des études économiques générales que nous devons considérer ici l'écart dont nous parlons. Nous voudrions surtout nous servir de nos déductions pour mettre en relief un des aspects de la longue « crise égyptienne » (2) qui fait l'objet de notre étude ; nous voudrions en un mot tout en montrant l'influence réciproque qu'ont dû exercer l'une sur l'autre la crise de spéculation de 1907 et la crise pseudo-déficitaire de 1908, faire ressortir l'importance capitale de cette dernière pour l'étude du malaise dont souffre actuellement l'Egypte et la compréhension de la situation exacte de ce pays.

(1) Puisque l'écart que nous avons signalé dépasse quelquefois 100 0/0.

(2) Au sens égyptien du mot.

CHAPITRE III

Importance du malaise agricole de 1908. — Comparaison de ses effets avec ceux de la crise de spéculation de 1907.

L'écart entre le prix de vente et le prix de rachat par le fellah lui-même des mêmes denrées est, parmi les causes de fluctuations de prix que nous avons étudiées, celle qui a eu le plus d'effet sur le malaise agricole de 1908. Les considérations que nous avons présentées à son sujet vont nous servir à étudier les conséquences de ce malaise et à les comparer avec celles de la crise de spéculation de 1907.

Il est difficile de calculer exactement la perte subie par l'Egypte du fait de cet écart, au cours de l'année 1908. Il faudrait pour cela connaître, non seulement le prix auquel le fellah a été obligé de vendre ses céréales, et qui est certainement beaucoup inférieur aux prix de gros que nous avons cités, mais encore la quantité que l'Egypte entière a dû racheter. Si la loi célèbre formulée par Gregory King (1) pouvait s'appliquer à l'Egypte, on pourrait conclure d'après l'élévation des prix, que le déficit qui s'est produit en automne sur la plupart des céréales ne devait pas être inférieur à 25 ou 30 0/0 des besoins. C'est alors à des millions de livres, rien que

(1) On sait que Gregory King établissait, pour l'Angleterre du XVIII^e siècle, la relation suivante entre la quantité de blé et le prix du blé : A un déficit de 10, 20, 30, 40, 0/0 correspondait relativement une hausse de 30, 80, 160, 280 0/0.

pour le blé, qu'il faudrait évaluer les sommes perdues par le fellah, ou le consommateur égyptien en général, du fait de la hausse énorme qui s'est produite en automne 1908.

Mais, sans vouloir nous livrer à des calculs absolument exacts que les renseignements qu'il est possible d'obtenir ne permettent pas d'établir, remarquons simplement que la surface cultivée en blé, en 1908-1909 — en admettant qu'elle soit égale à celle qui a été consacrée à cette culture pendant les dernières années — est d'environ 1.200.000 feddans. En y joignant le bersim, l'orge et les fèves (sans compter le maïs qui est une culture d'été), on arrive au total de 3.800.000 feddans, se décomposant ainsi :

Blé.....	1.200.000
Fèves.....	541.000
Orge.....	440.000
Bersim ou autres.....	1.597.000
	3.778.000

Comme il faut pour le blé ou l'orge de 1½ à 1¼ ardeb, de semences par feddan, pour les fèves plus d'un ardeb, si on évalue à une livre par ardeb la perte subie par le fellah (1) — cette perte a dû être certainement plus grande pour les petits cultivateurs qui s'étaient le plus dépouillés et probablement moins élevée pour les cultivateurs plus aisés — on est amené à conclure que c'est un tribut d'un million de livres approximativement que le fellah égyptien a dû payer aux intermédiaires qui lui ont acheté ses céréales en mai pour les lui revendre en

(1) Voir plus haut les chiffres que nous avons donnés et qui indiquent l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat.

automne. Remarquons que nous ne comptons aucune perte pour le maïs, le riz, les lentilles, etc., qu'il a peut-être fallu racheter également.

Nous ne comptons pas non plus ce qui a été nécessaire à la consommation des gens : blé ou maïs ; ou des animaux : paille, orge, etc.

Si on voulait tenir compte des besoins de la consommation, il faudrait certainement tripler ou quadrupler le chiffre de pertes que nous avons donné, sous toutes réserves, et moins comme une appréciation exacte que comme une base permettant au lecteur de se faire une opinion. Que dire maintenant de l'usure, dont la charge s'accroît à mesure que les pertes du fellah augmentent ? Si celles-ci devaient profiter à des acheteurs du pays, si les céréales du fellah ne passaient jamais de ses mains qu'aux mains de commerçants indigènes, il y aurait là déjà un vice de répartition, très considérable sans doute, mais dont il n'y aurait pas à s'inquiéter outre mesure. (1) Chacun sait qu'il n'en est pas ainsi, et que, dans le circuit qu'elles font à partir du moment où elles quittent le champ ou le gourn (2) du fellah jusqu'au moment où elles y reviennent pour les semailles ou pour la consommation, la plupart des céréales égyptiennes passent aux mains d'étrangers, qui, grâce à leur expérience commerciale plus grande, profitent du bénéfice résultant de l'écart. Ces étrangers, comme on sait, ne viennent souvent en Egypte que pour s'enrichir et aller dépenser ensuite ailleurs le fruit de leurs économies.

(1) Le fellah ne s'en trouverait pas mieux, mais l'Egypte en général n'y perdrait pas autant.

(2) Espèce de magasin commun où les fellahs du même village conservent quelquefois leurs provisions.

Il en résulte pour le pays une perte grave en elle-même, mais peut-être plus grave encore par l'effet qu'elle peut avoir sur le prix du coton. Les mois d'automne sont en effet, non seulement l'époque des semailles pour le blé, l'orge, les céréales en général, mais aussi le moment de la vente du coton, ainsi que nous l'avons fait remarquer déjà. Il est difficile, à première vue, d'exagérer l'influence que la nécessité de racheter un ardeb ou deux de céréales, et de se procurer immédiatement trois ou quatre livres pour cet achat, exerce sur les prix que le fellah obtient de sa récolte de coton, dont l'importance pour lui est capitale (1).

Pour s'en faire une idée, il faut se représenter une foule de petits cultivateurs aux abois, en face d'une armée de trafiquants habiles à profiter de leurs faiblesses et à exploiter leurs besoins. Sans doute il existe depuis plusieurs années un procédé de vente, usité surtout pendant les moments de prospérité, et qui sauvegarde les intérêts du vendeur. Celui-ci se réserve la faculté de choisir tel jour qu'il lui plaira, dans un délai fixé, de trois ou quatre mois, pour arrêter le prix définitif du coton vendu et livré. Au jour qu'il pense favorable, il se rend chez son acheteur, qui télégraphie à Alexandrie, et se fait délivrer un certificat établissant les cours de ce même jour. Le prix définitif est calculé sur cette base. Les certificats de ce genre sont délivrés par l'association des « courtiers ». Mais on se rend compte

(1) C'est sur le coton que le fellah compte surtout pour payer ses fermages, ses impôts aussi bien que pour racheter au besoin ses semences.

déjà que ce procédé, par les formalités qu'il implique, n'est pas à la portée des fellahs pauvres et illettrés, qui forment l'immense majorité des producteurs de coton. (1) Quarante pour cent du territoire égyptien sont aux mains de cultivateurs qui possèdent des parcelles de moins d'un demi-feddan (21 ares); 93 010 des parcelles ont moins de 5 feddans (2 hect. 10). Encore, parmi celles qui ont une certaine étendue, une proportion de 24 à 62 010 est-elle possédée par indivis par plusieurs propriétaires (2). On peut se rendre compte par ces chiffres du nombre énorme de petits cultivateurs livrés sans défense à l'usurier et à l'acheteur, souvent réunis dans la même personne. En temps ordinaire, ils sont pour eux une proie facile. (3) Lorsque les céréales se sont vendues entièrement et mal, les besoins d'argent sont plus grands encore, la victime s'offre d'elle-même aux acheteurs, les harcèle de ses sollicitations et de ses demandes d'avances sur récoltes de coton, jusqu'à ce que ceux-ci, surchargés, comme pris d'un « general glut », finissent par peser à leur tour sur le marché d'Alexandrie où les prix baissent au fur et à mesure que les arrivages augmentent (4). Même les producteurs

(1) V. François-Charles Roux. — *Le coton en Egypte*, Paris, 1908, p. 277.

(2) *The cadastral survey of Egypt*, Cairo 1908, pp. 309, 310, 320.

(3) V. J. NAHAS, op. cit. — François-Charles Roux, op. cit. p. 276.

(4) Il y a même chez les marchands de coton une tendance à tenir surtout compte pour la prévision de la marche que suivront les cours, des arrivages, du « visible supply » comme disent les Anglais. Les arrivages et le disponible à Alexandrie à la fin de 1908 ont été les plus considérables qu'on ait connus depuis longtemps.

qui avaient compté fixer plus tard leurs prix de vente définitifs sont atteints par la débâcle ; le coton, suprême espoir de l'Egypte, fait défaut à son tour.

Aussi voyons-nous, dans toutes les crises de l'Egypte dont il est possible de suivre le cours avec quelque précision, les prix du coton (1) baisser en même temps que le prix des céréales, en octobre ou novembre, s'élève à des hauteurs plus extraordinaires, ainsi qu'on peut s'en rendre compte en consultant un tableau des prix du coton en Egypte, que nous donnons plus loin.

Cette remarque est si importante à notre avis, elle montre si bien que le malaise agricole de 1908 a été la manifestation d'un défaut permanent, que nous ne croyons pas inutile de la confirmer par un court historique.

Si, laissant de côté la longue période de dépression qui s'étend de 1842 à 1848, et sur laquelle nous ne possédons que des renseignements incomplets (Artin Pacha dit seulement qu'elle est due à une série de mauvais Nils) nous nous attachons aux crises mieux connues de 1837, 1867, 1897 et 1907, que nous avons signalées, nous pouvons déjà faire des remarques suggestives et probantes.

En 1837, l'année de la crise si nettement décrite par Bowring, nous voyons le prix du coton tomber en Egypte à 13 tallaris, de 25 1/2 où il était en 1835 et 18 1/2 en 1836. En 1838, le cours est déjà remonté à 15 et il atteint de nouveau 18 1/4 en 1839. En 1867, les prix tombent d'une moyenne de 34 1/2 à une moyenne de

(1) Ici encore, nous sommes forcés de raisonner d'abord sur les prix de gros en Egypte.

18 1/2. En 1897-98, où l'écart entre le prix de vente et le prix d'achat des céréales, était de 60 à 70 0/0 environ, le prix moyen du coton était de 8 ou 9 tallaris. En 1907-1908, où a eu lieu l'écart énorme que nous avons étudié en détail, les prix du coton descendent de 20 tallaris en moyenne où ils étaient en 1906 à 14 ou 15 en moyenne.

Pendant toute la période 1897-1907-1908 les prix du coton, ainsi que nous l'avons montré plus haut, ont été en relation frappante avec l'écart entre le prix de vente et le prix d'achat des céréales. Il serait exagéré de dire qu'ils ont été inversement proportionnels à cet écart, il ne l'est certainement pas de prétendre que cet écart est un des plus sûrs indices d'après lesquels on puisse d'avance prévoir leur tendance. Indication précieuse, puisqu'une baisse de 1 tallari par Kantar fait immédiatement varier dans une proportion énorme (1) le revenu que l'Egypte tire de ses exportations dont plus des 3/4 consistent en coton.

Le prix des céréales, ou plus exactement, l'écart entre le prix de vente des céréales et leur prix de rachat par le fellah, influant sur les prix du coton, les bas prix du coton influant à leur tour sur le prix des céréales (puisque'ils augmentent les besoins d'argent), il semble que les revenus de l'Egypte doivent baisser l'un après l'autre par un phénomène semblable à ceux de la météorologie de ces régions, où l'absence de pluie empêche la végétation, et

(1) La récolte de coton a été bonne c'est vrai, mais les prix ont fléchi et accusent une diminution de 171 millions de francs, énorme moins-value qui a contribué au marasme de l'heure actuelle.

Bulletin de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie, mars 1909, p. 3.

où l'absence de végétation à son tour éloigne les pluies, jusqu'à ce qu'une contrée autrefois florissante se trouve transformée en un désert infertile.

C'est ce qui se produirait peut-être si les prix du coton obéissaient à des causes purement locales. Tout au moins l'Egypte serait-elle obligée de se rabattre sur la culture beaucoup moins rémunératrice des céréales. Ce serait pour elle, non seulement la cause d'un malaise passager mais le commencement d'un déclin et d'une ruine inévitables. Aussi, pour indiquer nettement et sans l'exagérer la gravité d'une crise agricole comme celle de 1908, il nous faut montrer que l'enchaînement de conséquences que nous avons indiqué (pertes sur les céréales et comestibles influant sur les prix du coton, bas prix du coton à leur tour augmentant le besoin d'argent et amenant l'année suivante des pertes plus fortes sur les céréales) ne s'ensuit pas nécessairement pendant un grand nombre d'années. Nous ne pouvons y arriver qu'en démontrant que les pertes réalisées sur les céréales, dont nous venons de montrer l'influence sur les prix du coton égyptien ne sont pas le seul facteur qui agisse d'une façon permanente sur ces prix (en mettant de côté la spéculation, dont l'influence passagère s'exerce tantôt dans un sens et tantôt dans l'autre). Quelques brèves considérations sur les prix du coton en général (1) sont nécessaires à cet effet.

Sans vouloir faire ici, à propos du coton, une théorie détaillée de la valeur et des prix, tâchons de montrer

(1) Nous disons du coton en général, parce que, à notre avis, les prix du coton égyptien ne sont pas indépendants de ceux des autres espèces, ainsi que nous essaierons de le montrer plus loin.

d'abord, qu'à ne considérer seulement que ces deux termes généraux qui résument toutes les influences qui s'exercent normalement sur les prix, la demande d'un côté et l'offre de l'autre, c'est la première qui est susceptible de produire, sur les prix du coton, les fluctuations les plus brusques.

En effet, c'est elle qui est susceptible de varier le plus rapidement.

Pendant la période d'essor général des prix qui va de 1900 à 1907, les producteurs de tous les pays semblent avoir fait tous leurs efforts pour accroître à la fois la surface cultivée et le rendement. Ils ont réussi surtout à accroître la première. Et encore leur a-t-il fallu 10 ans pour l'augmenter de 1/3 ou 1/4. Quant au rendement, il est resté un peu plus réfractaire encore comme le montrent, pour les Etats-Unis et l'Egypte, les tableaux suivants :

Surface cultivée et rendement total du coton aux Etats-Unis d'après « The cotton plant » et l'annuaire du Ministère de l'Agriculture.

ANNÉES	SURFACE CULTIVÉE	RENDEMENT EN BALLES
—	—	—
ANNÉES	ACRES	BALLES
—	—	—
1900-1901	24.275.101	10.266.527
1901-1902	25.758.139	9.675.776
1902-1903	27.220.414	10.827.168
1903-1904	28.016.893	10.045.615
1904-1905	30.053.739	13.679.954
1905-1906	26.117.153	10.804.556
1906-1907	32.049.000	13.550.000

Surface cultivée d'après les statistiques du Ministère de l'Intérieur. Rendement d'après « l'Alexandria général produce Association ».

ANNÉES	SURFACE EN FEDDANS	RENDEMENTS EN KANTARS
1899-1900	1.230.319	6.509.645
1900-1901	1.249.881	5.435.480
1901-1902	1.275.672	6.369.911
1902-1903	1.332.510	5.838.790
1903-1904	1.436.807	6.508.947
1904-1905	1.556.603	6.313.370
1905-1906	1.506.291	5.959.883
1906-1907	1.603.223	6.949.383
1907-1908	1.640.415	7.234.669

Il n'y a pas à tenir compte du reste des chances de bonnes ou de mauvaises récoltes qui pourraient influencer sur l'offre totale d'une année, elles ne peuvent guère agir dans le même sens pour tous les pays producteurs dispersés sur la surface du globe.

Nous pouvons donc dire que le cultivateur, lié par les assolements et par la nature du sol qu'il cultive, ne peut à son gré accroître beaucoup et très rapidement sa production : tout au plus peut-il étendre ses cultures et encore assez lentement ; la progression du rendement ne répondrait plus à l'extension de la surface cultivée, si celle-ci était trop rapide.

La consommation, au contraire, les besoins des filateurs peuvent varier brusquement d'une année à l'autre. (1)

(1) Aucune des grandes industries sur le développement et la décadence desquelles on fonde généralement l'étude des crises générales de surproduction n'est susceptible d'extension ou de contraction plus rapides que l'industrie cotonnière.

C'est en effet celle dont l'extension nécessite le moins de capi-

Eux aussi sont répartis entre différents pays, mais il est plus facile d'accroître la production industrielle que la production agricole, et les périodes d'essor et de dépression industrielle dont la succession forme les crises générales de surproduction ont un effet bien plus général et plus prolongé que les bonnes ou les mauvaises récoltes. Aussi la principale cause qui influe sur les prix de cette matière première universelle qu'est le coton est-elle l'accroissement ou la diminution rapides de la demande générale suivant les périodes d'essor ou de dépression économique.

Nous avons essayé de le montrer dans un diagramme où nous résumons les variations de prix du coton égyptien, les variations de prix du coton américain, et les variations de la récolte des Etats-Unis de 1875 à 1907.

tal, comme le fait remarquer M. Lescure. (Des crises générales de surproduction, op. cit, p. 261.)

Le tableau suivant que nous empruntons à M. F. Ch. Roux (Le coton en Egypte), montre avec quelle rapidité se développe l'industrie cotonnière.

VALEUR DES EXPORTATIONS DES FILS ET TISSUS DE COTON.

En millions de francs.

PAYS	1900	1900	1906	1906
—	—	—	—	—
	FILS	TISSUS	FILS	TISSUS
Angleterre	195.200.000	1.563.900.000	295,890.000	2.193.582.800
Allemagne	302.800.000	280.500.000		483.980.400
France	5.400.000	174.400.000	18.000.000	306.700.000
Etats-Unis		123.500.000		214.805.000

V. aussi AFTALION. — *La crise de l'industrie linière et la concurrence victorieuse de l'industrie cotonnière*, Paris 1904.

Les données d'après lesquelles nous avons établi ce diagramme sont, pour le prix du coton égyptien, les statistiques des douanes donnant chaque année le nombre de kantars exportés et leur valeur, depuis 1875 jusqu'à 1892.

Nous nous sommes servis, pour établir les prix depuis 1892, du prix moyen des contrats tel qu'il résulte de la cote de la bourse d'Alexandrie.

Pour le coton américain, nous avons emprunté nos chiffres à l'annuaire (Yearbook) du ministère de l'agriculture, qui donne la production en balles de 500 livres, et à un tableau des prix moyens du coton américain publié dans un article du « Manchester Guardian » du 31 décembre 1898 et reproduit par M. Roux dans son ouvrage récent : « Le Coton en Egypte. » Nous avons continué de 1898 à 1906 en nous fondant sur les prix moyens du coton à la Nouvelle-Orléans.

Nous ne nous dissimulons pas les défauts, et parfois les légers manques de concordance de ces statistiques puisées à des sources diverses. Mais nous croyons qu'elles sont très suffisantes pour permettre de se rendre compte tout au moins de la marche générale des prix pendant une longue période. Les résultats qu'elles accusent sont frappants. Elles montrent en même temps l'effet des crises générales de surproduction et la relation entre les cours du coton américain et ceux de l'égyptien. Elles commencent par marquer une forte dépression, causée par le prolongement de la crise de 1873, qui, comme l'on sait, est une de celles dont les effets se sont faits le plus longtemps sentir. Cette dépression atteint son point le plus bas en 1877. C'est aussi à ce moment à peu près

que finit la baisse du coton. De 1882 à 1885, nouvelle crise, (1) nouvelle dépression importante suivie jusqu'en 1889-90 d'un relèvement sensible qui persiste en dépit de l'accroissement de la production. Mais rien n'est curieux comme l'étude de la forte baisse qui affecte le coton de 1890 à 1895 et se fait sentir aussi bien sur le coton égyptien que sur l'américain. Elle coïncide avec les crises de 1890 en Angleterre et aux Etats-Unis, avec la crise argentine de 1891, et la crise australienne de 1893, qui affectent surtout l'Angleterre, pays qui jouait alors dans la consommation un rôle aussi prépondérant que celui que les Etats-Unis jouent aujourd'hui dans la production.

En 1895 les cours se relèvent, et il semble que la hausse aurait dû être continue jusqu'à 1900. Mais les années 1897-98 sont marquées par la guerre Hispano-Américaine. On spéculé à Alexandrie, comme un peu partout, sur la faiblesse de la production des Etats-Unis, qui passe, contre toute attente de 8,7 à 11,2 millions de balles en 1897 pour arriver à 11,5 en 1898. (2) Pour la première fois l'abondance de la production influe sur les prix, jointe du reste à la ruine de la spéculation à la hausse. La marche ascendante reprend en 1899 et 1900. Comme d'habitude, les prix du coton américain et du coton égyptien montent en même temps. Tous deux sont affectés d'une façon peu sensible par la légère crise

(1) Cf., JUGLAR.

LESCURE, page 161 et suivantes.

Il faut ajouter à son effet pour l'Egypte celui des événements de 1882, qui confiné à l'Egypte est peu considérable, ainsi qu'il est facile de le remarquer.

(2) De REGNY Bey. *Statistique de l'Egypte*, années 1870, 1871, 1872, 1873.

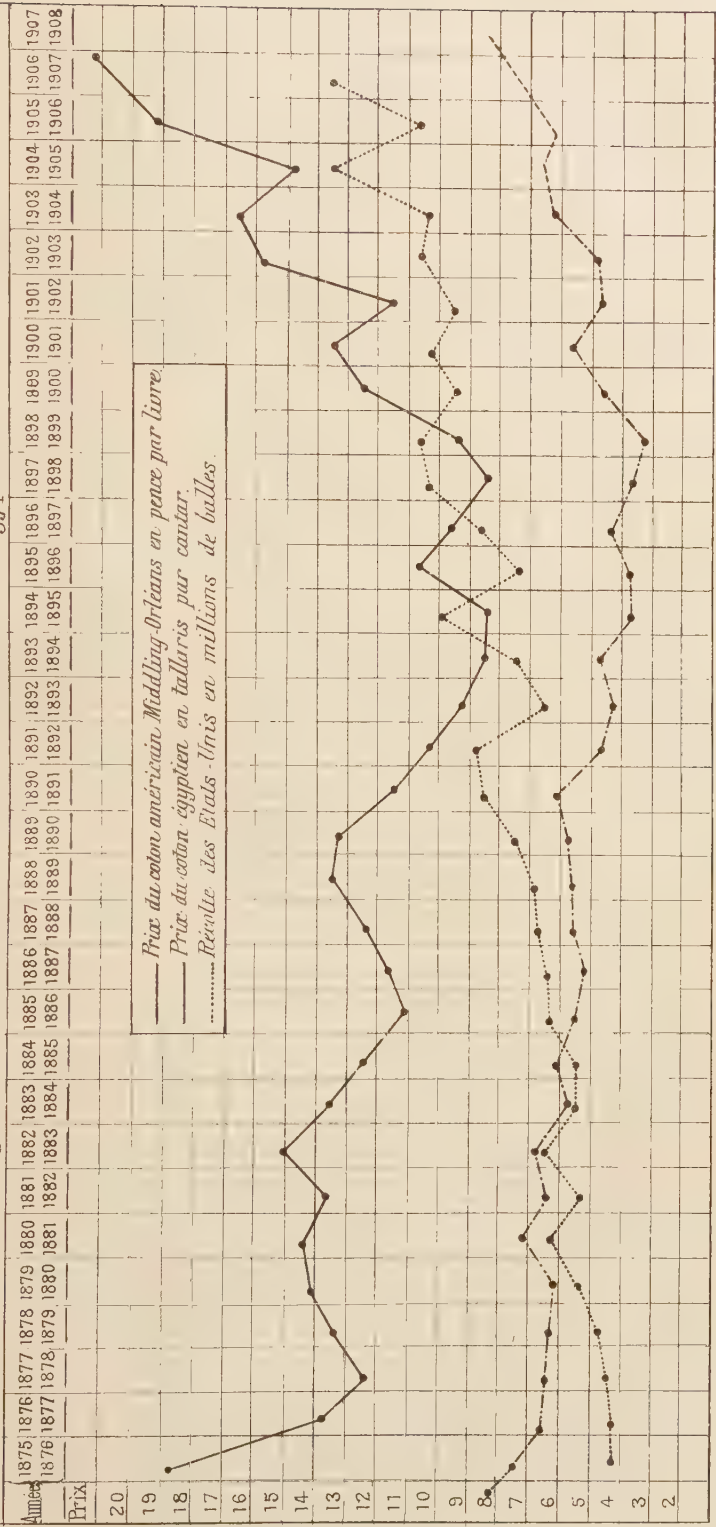
de 1900, pour remonter de nouveau ensemble jusqu'en 1906. On ne remarque nulle part que les prix du coton égyptien soient fortement affectés par des causes particulières à l'Egypte, et c'est là, ainsi que nous pouvons déjà nous en rendre compte, un symptôme rassurant.

L'idée que la principale cause qui influe sur les prix du coton égyptien, comme sur ceux du coton en général, est la demande de l'industrie cotonnière, se confirme du reste par l'examen des prix du coton égyptien que nous possédons, de 1821 à 1872, d'après les statistiques de Regny bey, publiées en 1873. Cet auteur ne pensait à rien moins qu'à confirmer ou à infirmer des théories sur les prix. Quelle que soit l'exactitude ou les défauts de sa statistique, elle apporte en tout cas un appui décisif à la théorie que nous soutenons.

Nous la donnons ci-dessous :

ANNÉES	TALLARIS DE 5 fr. PAR QUINTAL	ANNÉES	TALLARIS DE 5 fr. PAR QUINTAL
—	—	—	—
1821	16	1838	15
1822	15 1/2	1839	18 1/4
1823	17 1/2	1840	13
1824	17	1841	13 1/4
1825	13	1842	10
1826	13	1843	7 3/4
1827	13	1844	18
1828	13	1845	6
1829	12	1846	10 1/4
1830	12	1847	10
1831	10 1/2	1848	7 1/4
1832	15	1849	10
1833	28	1850	11 3/4
1834	30 3/4	1851	8 3/4
1835	25 1/4	1852	10 1/4
1836	18 1/2	1853	10
1837	13		

Diagramme montrant les rapports des prix du coton égyptien 1° avec le prix de l'américain 2° avec les variations de la récolte américaine ainsi que les variations de l'écart entre l'égyptien et l'américain



PRIX DU GOOD FAIR DEPUIS 1854

Années	Prix le plus bas	Prix le plus haut	Années	Prix le plus bas	Prix le plus haut
1854	7	11 1/2	1864	37	52
1855	7 3/4	10 1/2	1865	27	41
1856	9 1/2	13 1/2	1866	27	42
1857	14	19	1867	12 1/2	24 1/2
1858	10 1/2	14 1/2	1868	12 1/2	24 1/2
1859	10 1/4	14 1/2	1869	22 1/4	34 1/4
1860	11	13	1870	14 3/4	22 1/2
1861	11 3/4	17 1/2	1871	14 1/2	19
1862	16	32	1872	19	21 1/4
1863	30	46 1/2			

Elle montre clairement l'effet des crises générales de surproduction antérieures à 1872 sur les prix du coton égyptien en particulier.

De l'examen de tous ces documents aussi bien que du raisonnement *a priori* que nous avons fait précédemment il résulte que, contrairement à une opinion assez généralement accréditée en Egypte, les prix du coton égyptien ne sont pas entièrement indépendants de ceux de l'américain (voir diagramme précédent et note 1). Malgré la supériorité (1) qu'on reconnaît généralement

(1) C'est cette supériorité qui s'affirme surtout lorsque la demande d'étoffes de luxe, à la confection desquelles le coton égyptien est particulièrement propre, est ce qui avait fait croire aux producteurs égyptiens qu'ils détenaient un véritable monopole. Cette opinion semblait confirmée par suite de l'invention du mercerisage. Cette opération, qui consiste à tremper le coton dans une solution de soude caustique, augmente sa transparence et son brillant. Le mercerisage sous tension, qui consiste comme son nom l'indique à tendre les fils pendant l'opération du mercerisage lui donne l'aspect de la soie. On a besoin, pour cette opération, d'un coton à fibre résistante; or, les bonnes qualités de coton égyptien, tout en ayant sensiblement la même longueur de fibre que le coton américain de qualité supérieure (Sea Island, par exem-

à l'Egyptien sur l'Américain, celui-ci joue à l'égard du premier, le rôle d'un produit de substitution.

Mais si, de ce fait, l'élévation de son prix au-dessus de ceux de l'américain est forcément limitée, la baisse qu'il peut subir tient également en grande partie à des causes générales. Parmi ces causes, la première, par ordre d'importance est certainement l'accroissement ou la diminution de la demande générale, sur lequel évidemment, la situation économique de l'Egypte n'influe presque pas. Vient ensuite la production, sur laquelle l'Egypte n'influe également que relativement peu, sa production ne venant par ordre d'importance que dans un rang infime après les Etats-Unis et les Indes. (1)

Au milieu de ces causes, l'offre surabondante de coton égyptien, due aux besoins d'argent du fellah et aux pertes causées par la vente à bas prix et le rachat à prix élevé des céréales, ne semble avoir d'autre effet sur les prix du coton d'Egypte que celui que produirait, en temps normal, une récolte très forte de coton égyptien. En d'autres termes, ces pertes peuvent accentuer en Egypte même les résultats d'un malaise agricole ; elles peuvent forcer

ple), sont un peu supérieures à ce dernier au point de vue de la résistance, mais pas assez toutefois pour qu'on ne puisse pas également merceriser l'américain sous tension quand l'égyptien est rare ou ses prix trop élevés.

(1) Voici d'après M. Roux (*Le Coton en Egypte*, op. cit., p. 367) l'évaluation de la part revenant aux principaux pays producteurs dans la récolte de 1906-1908 :

Etats-Unis.....	13.550.000 balles
Indes.....	3.904.000 —
Egypte	1.292.000 —
Autres pays	1.952.000 —
	20.698.000 balles

le fellah, surtout le petit fellah obéré, à se défaire de son coton à meilleur marché ; elles ne peuvent influer considérablement sur les prix généraux du coton, ni entraîner à elles seules, à moins qu'elles ne soient accompagnées de la ruine des exportateurs égyptiens, une baisse très considérable et très durable du coton d'Egypte, dont les prix de gros ne sauraient en tout cas descendre beaucoup au-dessous de ceux des qualités similaires de coton américain.

Mais elles tendent à diminuer l'écart existant normalement entre les prix de gros du coton égyptien et ceux de l'américain. Cet écart a été réduit à un minimum précisément pendant la saison 1908-1909. Il est certain qu'il eût été plus considérable et les prix du coton égyptien plus élevés si la situation du fellah et par suite celle du marché égyptien (1) avaient été meilleures. Il n'est pas moins certain que les prix obtenus par le fellah — qui sont indéterminés — ont été plus fortement affectés par la baisse que les prix de gros : depuis 1900 ; les productions imposaient leurs conditions aux acheteurs ; en 1908, ils ont été obligés d'accepter celles de ces derniers. Mais ni les prix de gros, ni les prix de détail du coton égyptien ne semblent destinés à subir, du fait de l'état actuel de l'agriculture égyptienne, une baisse prolongée.

Les considérations qui précèdent ne permettent pas seulement de déterminer, dans une certaine mesure, jusqu'à quel point la crise pseudo-déficitaires de 1908,

(1) V. plus haut. Nous avons montré que la hâte que le fellah a mise à vendre son coton en 1908 avait causé sur le marché d'Alexandrie une surabondance de disponible qui a influé même sur les prix de gros.

résultant en partie de la restriction du crédit qui a suivi la crise financière de 1907, a attaqué les sources de richesse du pays ; elles permettent aussi de se rendre compte de l'importance relative de ces deux mouvements et de leur influence probable sur l'avenir de l'Égypte.

La crise de bourse et de spéculation qui a marqué le cours de l'année 1907 n'aurait dû avoir en elle-même qu'une faible importance pour le pays, et l'on peut comprendre comment s'est formée l'opinion de ceux qui en prédisaient alors la fin à brève échéance. Il semble en effet, *a priori*, qu'il importe assez peu que des gens s'entendent pour accorder aux choses une valeur exagérée. Qu'on achète des terrains ou des maisons, qu'on fonde des sociétés, qu'on se croie enrichi parce que le prix de toutes ces choses double ou triple en quelques mois, qu'on se croie ensuite appauvri, parce que les mêmes prix sont revenus au point initial, il n'y a là semble-t-il rien d'extrêmement grave. Les pires dommages qui puissent en résulter sont une dépense d'activité stérile, une dissipation peut-être inconsidérée des richesses que l'on croyait à jamais acquises, un emploi inutile de capitaux que l'on est obligé d'emprunter, pour faire face aux besoins de la période d'essor, et une stagnation des affaires pendant la période de débâcle. Des maisons, qu'on était en train de construire, restent inachevées, et des routes le long desquelles devaient s'élever des maisons restent désertes. Mais il semble que pour un pays comme l'Égypte, où très peu spéculent, où les quartiers nouveaux dont on attendait la naissance aux environs des villes sont rares, parce que ces villes elles-mêmes le sont, où la production est tout agricole, les richesses gaspillées ne peuvent pas

être bien considérables. Quand le krach arrive il se trouve que les uns se sont enrichis là où les autres se sont ruinés. Tout le monde souffre bien un peu, puisque toute crise cause une stagnation des affaires. Mais il semble qu'il n'y ait pas là si grand mal après tout, au point de vue général, si la crise de répartition dont il s'agit a eu justement pour effet de remettre les choses au point, de faire passer la richesse aux mains des plus habiles, de forcer les autres que la spéculation nourrissait, à aller chercher sur des bords plus favorables, les gains faciles que la spéculation procure. (1)

C'est ce que se sont dit, au fond, les économistes qui ont étudié la crise égyptienne de spéculation de 1907. (2) Ils se sont attachés surtout à montrer l'accroissement de la dette privée de l'Egypte, par suite de l'afflux de capitaux européens dont nous avons parlé. Le Docteur Eïd en 1907 (3) l'estime pour la dette hypothécaire seule à 39 millions de livres, soit 8.6 0/0 de la valeur totale du sol égyptien, proportion évidemment beaucoup inférieure à celle qu'on relève dans la plupart des autres pays, et qui varie de 10 0/0 pour la France à 50 0/0 pour l'Angle-

(1) Fait curieux : pendant l'année 1908, le nombre des émigrants a, pour la première fois, probablement depuis longtemps, dépassé celui des immigrants. La Turquie seule et les possessions turques de la Méditerranée ont attiré plus de 47.000 personnes. Il se produit ici le même phénomène qui s'est manifesté à Buenos-Ayres en 92, où les spéculateurs on émigré en masse à Rio-de-Janeiro ou au Transvaal depuis 1895.

(2) « Somme toute, dit M. ARMINJON, le mal est petit, et la violence de la crise faisait craindre des moins-values beaucoup plus fortes ». (Enseignements de la crise financière égyptienne actuelle et bilan économique de l'Egypte). — *Revue économique internationale*, février 1909.

(3) La fortune immobilière de l'Egypte, op. cit.

terre et le Danemark. Il est vrai que cet auteur ne tient pas compte de ce fait, qu'en France ou en Angleterre, les créances hypothécaires sont presque entièrement aux mains des nationaux, tandis qu'en Egypte elles sont presque toutes aux mains des étrangers. Mais, tout dernièrement, M. Arminjon, se fondant à la fois sur les travaux du Docteur Eïd et sur l'évaluation du capital des diverses sociétés financières égyptiennes, dont les titres sont aux mains des Européens, estimait que les sommes dues par l'Egypte à l'Europe ne devaient guère dépasser 55 millions de livres égyptiennes, produisant à 5 0/0 un intérêt de 2.750.000 livres. (1)

En y ajoutant même quelques millions de livres de dette flottante, formée par les avances faites sur titres

(1) Ces évaluations nous semblent au point de vue purement égyptien, moins significatives qu'il semblerait au premier abord. Supposons même que les pertes causées par la crise de spéculation soient plus fortes qu'on ne le suppose généralement. Resterait en tout cas la question de savoir qui supporterait définitivement ces pertes. Pour la résoudre il faudrait calculer non seulement de combien la dette privée de l'Egypte vis-à-vis de l'étranger s'est accrue, mais il faudrait aussi se demander quels seront les intérêts de cette dette. En tant qu'elle consiste en actions des compagnies nouvellement fondées, ils peuvent être fort variables. Si la situation de l'Egypte était tellement mauvaise que ces intérêts se réduisissent à rien, l'étranger se trouverait avoir échangé son or contre des titres sans valeur. De même qu'il aurait fourni l'argent nécessaire à la spéculation, il en supporterait aussi les conséquences et le seul dommage qui en résulterait pour l'Egypte serait la ruine au moins temporaire de son crédit.

Quant à l'intérêt total des obligations des 201 sociétés égyptiennes il s'est élevé au 31 décembre 1907, d'après un travail remarquable de la statistique générale de l'Etat à 1.705.777 livres égyptiennes, sans compter 104.473 titres sans intérêt fixe de la société des « Sucreries et Raffineries d'Egypte ».

égyptiens, par les banques du Caire et d'Alexandrie, cette charge ne paraît pas trop onéreuse, surtout si l'on tient compte du fait que l'argent emprunté a servi en partie à payer des dépenses productives. La surface cultivée a passé en effet de 5.237.000 feddans en 1895 à 5.640.000 en 1906, sur un total de 7 millions et demi environ qui sont cultivables. Les moyens de culture se sont quelque peu améliorés. Enfin l'on serait même porté à trouver léger le fardeau supporté par le fellah si l'on tenait compte de l'énormité des intérêts qu'il payait autrefois. M. Villiers-Stuart membre du Parlement anglais, chargé en 1883 d'une enquête portant en particulier sur la dette privée de l'Egypte, l'estime à 10 millions de livres, rien que pour la Basse-Egypte. (1)

« Sur cette somme, ajoute-t-il, certainement pas moins de 5.200.000 sont payés annuellement comme intérêt, c'est-à-dire une somme supérieure au total de l'impôt foncier. »

Nous ne discuterons pas ces chiffres dont l'ensemble n'a rien d'effrayant ; (2) nous ne les discuterions même pas si notre but était de rassurer les créanciers européens de l'Egypte, et de les inciter à lui venir en aide. Nous sommes persuadé en effet, que peu importe ce que l'on doit, pourvu qu'on ait de quoi payer, et que pour un pays comme pour un individu, dont on veut apprécier la solvabilité, ce n'est pas seulement de sa dette qu'il faut tenir compte, mais de ses ressources. Nous avons montré, au cours de notre étude, comment ces dernières ont été atteintes par

(1) Rapport de Lord DUFFERIN sur l'Egypte en 1883.

(2) V. ARMINJON, op. cit.

le malaise agricole de 1908. Nous n'avons pas l'intention d'y insister davantage, ni d'entreprendre la tâche impossible de déterminer exactement les pertes (1) que l'agriculture égyptienne a supportées en cette dernière année.

Nous avons un autre but qui est, comme nous l'avons expliqué, de déterminer les points faibles de l'organisme économique égyptien grâce à l'étude des crises qu'il subit, et de chercher par quel moyen on pourrait le fortifier. En résumé, c'est surtout parce qu'elles ébranlent cet organisme que les crises de spéculation nous paraissent graves. Elles causent fatalement au producteur égyptien et à la partie la plus laborieuse de la population, des souffrances dont se ressent le pays tout entier. Les pertes infligées au fellah par suite des perturbations énormes que les prix de ses produits ont subies au cours de l'année 1908 nous sem-

(1) Notre étude indique les principaux éléments de ces pertes, qui n'ont encore fait, à notre connaissance, l'objet d'aucune étude ni d'aucune évaluation.

Nous avons donné, à propos des céréales, une estimation approximative et purement personnelle (v. chap. II). Il faudrait, pour les déterminer exactement, connaître :

1° Les prix de détail variables à l'infini ; 2° les quantités rachetées, variables aussi, comme nous l'avons indiqué.

On pourrait, croyons-nous, considérer qu'elles ont été doublées par la réapparition ou le développement nouveau de l'usure.

Quant au coton, on peut admettre que les pertes résultant de la diminution de l'écart entre les prix de l'égyptien et ceux de l'américain — et non de la baisse totale qu'il a subie — sont dues presque entièrement aux causes particulières à l'Egypte que nous avons indiquées. On pourra les calculer à la fin de la saison cotonnière 1908-1909 (fin août 1909).

On conçoit qu'il n'est pas possible à une enquête isolée et absolument personnelle de donner actuellement sur tous ces points des chiffres exacts.

blent autrement importantes que toutes celles que l'Egypte a supportées directement du seul fait de la spéculation. Elles ont eu pour conséquence, de plus, de faire renaître temporairement l'usure. Enfin, si les prix de gros du coton n'ont pas été et ne peuvent pas être très fortement influencés par ces pertes, elles ont certainement augmenté la hâte des fellahs à faire argent de leur récolte et à abandonner ainsi leur suprême ressource. Pendant les derniers mois de 1908, les arrivages continuels de l'intérieur ont constamment pesé sur le marché d'Alexandrie, bien que la récolte fût certainement inférieure à celle de 1907. (1)

Il n'y a pas de doute que les prix de détail, les prix de vente par le fellah, se soient ressentis de cette hâte plus encore que les prix de gros.

Nous avons indiqué, au commencement du chapitre précédent, les effets apparents de toutes ces pertes : sai-

(1) Le rapport du conseiller financier l'évalue à 6.250.000 kantars contre 7.234.000 en 1907. « Les arrivages en novembre 1908 ont été supérieurs à ceux du mois correspondant en 1907 ; de ce fait le déficit de 860.000 kantars à fin octobre se trouve réduit à 765.000. La marchandise s'accumule trop vite et s'il ne survient pas un changement pour le mieux à bref délai, notre stock promet de tenir bientôt le record de tout ce que nous avons vu par le passé. En tout cas jamais au mois de novembre ; des quantités pareilles ne se sont trouvées dans les magasins d'Alexandrie (*Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce française d'Alexandrie*, novembre 1908).

« La tendance est encore à la baisse, car devant les chiffres des ressources qui nous restent pour alimenter la consommation, d'ici la prochaine récolte, on commence en général à raisonner...

Il est de fait qu'avec les 550.000 kantars en plus qui paraissent maintenant dans le stock d'Alexandrie nous avons toutes les probabilités de finir la campagne avec un arriéré aussi formidable que celui de l'année dernière. » — *Id.* janvier 1909.

sies, expropriations, diminution de la sécurité dans les provinces. Ces faits sont, par eux-mêmes, suffisamment significatifs.

Il semble, étant donnée l'organisation économique actuelle de l'Egypte, que ce soit le fellah égyptien qui supporte le contre-coup de toutes les secousses un peu profondes que le pays subit. Le travail du fellah, son ascétisme, voilà les sources secrètes et les trésors cachés, où s'alimente en temps normal la prospérité de l'Egypte.

C'est là aussi que sont puisées, en temps de crise du genre de celles que le pays vient de subir, les sommes nécessaires pour payer les frais de fondation et d'administration de sociétés inutiles, pour tracer dans des quartiers hypothétiques, des routes sur lesquelles ensuite poussera le bersim, pour fournir enfin aux prodigalités de spéculateurs, temporairement enrichis par un travail néfaste.

C'est parce que ces spéculateurs s'attaquent quelquefois indirectement à cette source de fécondité et de vie, que la spéculation et le jeu « inventé par Satan » comme dit le Coran, peuvent devenir de dangereuses folies. Ce n'est pas que le paysan égyptien soit capable de se révolter comme le fait quelquefois le paysan irlandais ; (1) il est même au fond relativement heureux. Mais toute richesse qui, par suite des défauts de l'organisme social et économique égyptien, passe de sa maigre bourse aux mains

(1) Cependant M. VILLIERS-STUART dit qu'en 1883, Arabi trouva des sympathies parmi les fellahs, aussitôt qu'il leur eut promis, par une proclamation, qu'aussitôt qu'il serait vainqueur, les dettes seraient abolies, et les usuriers grecs ou syriens expulsés.

d'étrangers plus ou moins scrupuleux et plus ou moins absentéistes, risque d'être perdue pour le pays. Elle menace de plus de diminuer le rapport, sinon la fécondité même du sol qui le fait vivre. (1)

(1) Jusqu'à présent, toutefois, la gêne du fellah ne semble pas avoir influé considérablement sur la production agricole.

CHAPITRE IV

Les moyens à employer pour stabiliser les prix en Egypte.

Les remèdes à ces défauts et à ces dangers que nous avons signalés dans les chapitres précédents sont, sinon toujours faciles à appliquer, tout au moins faciles à trouver. Quelques-uns même sont déjà depuis quelque temps à l'étude.

Occupons-nous d'abord de la plus importante, au point de vue égyptien, des perturbations que nous avons étudiées : le malaise agricole de 1908. Nous avons dit que, selon nous, elle n'avait pu se développer que grâce à deux défauts permanents de l'organisme égyptien.

1° L'imprévoyance du fellah et ses besoins d'argent chroniques.

2° Le quasi-monopole du commerce qu'ont une certaine catégorie d'étrangers. Ce monopole résulte surtout de l'ignorance d'une partie de la population égyptienne, et du défaut de préparation spéciale au commerce de la classe la plus instruite de la population.

A chacun de ces deux défauts respectivement, nous indiquerons un remède.

Quant à la spéculation, qui a été, sinon une des causes permanentes, tout au moins une des causes occasionnelles de la crise de 1908, (1) elle tient aussi à une tendance particulière et persistante d'une partie de la population de l'Egypte, à une sorte de défaut organique, pourrait-on dire.

On cherche d'habitude à l'enrayer :

1° Par une bonne organisation du crédit.

2° Par l'intervention de l'Etat dans la réglementation des Bourses. Nous allons dire un mot de chacune de ces 4 catégories de remèdes.

SECTION I

Remèdes à la pauvreté et à l'imprévoyance du fellah.

Les premiers Européens qui étudièrent l'état social et économique de l'Egypte furent surtout frappés de l'énormité du taux de l'usure dans le pays, et de la nécessité de fournir aux paysans égyptiens l'argent dont ils avaient tant besoin.

La commission chargée d'étudier la question des codes mixtes, fait remarquer déjà qu'il est urgent d'élaborer une loi hypothécaire unique, qui permettrait l'établissement d'un crédit foncier. M. Villiers-Stuart en 1883 pro-

(1) Elle se serait peut-être produite du seul fait de la crise de surproduction générale qui a affecté particulièrement les clients de l'Egypte, surtout les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne au cours de l'année 1907. Elle eut été certainement beaucoup moins violente. Inutile de faire remarquer d'ailleurs que nous ne nous occupons pas spécialement de causes extérieures à l'Egypte.

pose la fondation de banques de district, pour remédier à l'usure. C'est déjà en germe l'idée de l'établissement d'une banque agricole, qui paraît avoir été aussi pendant longtemps, une des principales préoccupations de Lord Cromer. (1) La plupart de ces Européens ne semblent pas s'être pénétrés de l'idée que l'imprévoyance est souvent liée à la pauvreté, que c'était l'une aussi bien que l'autre qu'il fallait guérir et que c'est un mauvais moyen de corriger un prodigue, surtout s'il est pauvre, que de lui donner de quoi satisfaire trop facilement sa prodigalité.

Au moins la loi musulmane, née plus directement des besoins des populations orientales, prenait-elle quelques précautions pour garantir l'emprunteur contre sa propre imprévoyance. D'après la pure doctrine de l'imam Hanafi, l'exécution sur les biens n'étant pas possible, tout au moins directement ; le seul moyen d'exécution forcée était la contrainte par corps. Il fallait user de détours et de subterfuges pour parvenir à l'exécution sur les biens : on n'y arrivait qu'en prononçant l'interdiction du débiteur, et en lui nommant un curateur qui avait le pouvoir de consentir à l'expropriation. Il est vrai que les disciples de Hanafi, Abou Youssef et Mohammed admettent au contraire l'expropriation, mais leurs idées ne semblent avoir définitivement prévalu, même en doctrine, que sous l'influence des législations européennes.

Dans la pratique, avant l'établissement des tribunaux mixtes, les cadis, sur qui les idées du fondateur du rite avait toujours conservé une certaine influence, ne consentaient qu'avec répugnance aux expropriations forcées.

(1) La Banque agricole fut fondée en 1902.

En 1883, les fellahs se plaignaient encore à M. Villiers-Stuart de ce que l'installation des nouveaux tribunaux avait eu pour résultat de les livrer plus complètement qu'auparavant aux usuriers. « Au moins, auparavant, disaient-ils, nous ne pouvions être dépouillés de notre bien qu'avec notre consentement. » Pour étranges que paraissent ces plaintes, elles s'expliquent cependant. C'est que le Crédit foncier hypothécaire, s'il est quelquefois dangereux pour les populations rurales européennes, parce qu'il déguise à leurs yeux l'aliénation qui peut en être la conséquence, l'est bien davantage pour les populations orientales qui ne semblent pas pouvoir se pénétrer de l'idée d'une échéance irrévocablement fixée. On aurait peut-être pu, lors de l'établissement des tribunaux indigènes en 1883, élargir la disposition de la loi musulmane, qui déclare insaisissable la maison d'habitation du débiteur et créer, en faveur de la propriété paysanne naissante (1) un véritable homestead.

Cette mesure eut tout au moins garanti les fellahs contre leurs tendances à abuser du crédit ; en forçant leurs prêteurs à se montrer plus prudents elle eut écarté les écueils sur lesquels, à ses débuts, le crédit, foncier égyptien faillit sombrer (2) et eut peut-être empêché, dans une certaine mesure, les achats excessifs de la

(1) Jusqu'en 1871 au moins, une partie des terres égyptiennes, les terres kharadji c'est-à-dire celles qui payaient le tribut, étaient soumises à une sorte de droit éminent de l'Etat.

(2) Le crédit foncier égyptien à l'origine prêta sur des garanties trop faibles ou trop aléatoires, et fut ensuite amené à de nombreuses expropriations, ce qui, non seulement lui causa quelques pertes quand les garanties se trouvaient insuffisantes, mais tendit pour un temps à le rendre impopulaire et à éloigner de lui les emprunteurs.

période récente. On ne l'a pas prise, et il semble difficile de revenir sur cette omission. Elle ne semble pas de nature, du reste, à faire baisser, du moins immédiatement, le taux de l'intérêt et à rendre le crédit plus facile.

Mais on tâche d'introduire en ce moment en Egypte des institutions qui auraient pour but, non seulement de protéger le fellah, en l'empêchant de dissiper inconsidérément son avoir, mais encore de rendre l'agriculture égyptienne indépendante, dans une certaine mesure, des avances faites par l'étranger, qu'il soit établi temporairement dans le pays, ou qu'il y envoie simplement ses capitaux. Il s'agirait d'y acclimater le crédit agricole mutuel, qui aurait en effet d'immenses avantages pour le fellah, et pour le pays tout entier. Il mettrait un terme à l'usure, si difficile à déraciner (1) dans tous les pays où la loi et la coutume ne permettent pas le prêt à intérêt, et où l'épargne populaire est insuffisante. Il permettrait au fellah de vendre ses produits dans des conditions bien meilleures, surtout dans les moments de crise, où les banques suspendent ou restreignent leur crédit.

Les quelques avances que le paysan pourrait quand même se procurer, l'affranchiraient de la nécessité de subir la loi de l'acheteur ; les conséquences que nous avons signalées pour la crise de 1908 : arrivages continuels de coton sur un marché surchargé, écart énorme

(1) Elle a subsisté en Egypte, en dépit de l'établissement du Crédit foncier, et même de la Banque agricole. Bien que fortement atténuée dans les temps ordinaires, elle reparait plus forte que jamais, quand, pour une raison quelconque, le crédit que font ces établissements est suspendu ou restreint. La crise de 1908 en est un exemple.

entre le prix de vente et le prix de rachat par le fellah de ses propres produits, seraient supprimées. Enfin, si les caisses de crédit mutuel étaient fondées, comme les caisses Raiffeisen ou les Banques Schultze Delitzch, sur le principe de la responsabilité illimitée, elles auraient un avantage encore plus grand que tous ceux-là à notre avis : non seulement elles empêcheraient le fellah de gaspiller, en dépenses improductives, l'argent qu'il emprunterait, mais surtout elles feraient pénétrer parmi les populations rurales égyptiennes cet esprit d'épargne et de prévoyance qui leur fait si complètement défaut, et dont l'absence chez eux constitue, au point de vue économique, une des faiblesses les plus dangereuses de l'Égypte.

L'adoption des principes Raiffeisen semble s'imposer en Égypte. Les Banques Schultze Delitzch, admettant des actions et des dividendes, ne sauraient se concilier entièrement avec l'interdiction de prêter à intérêt, qu'un certain nombre de Musulmans considèrent encore comme un dogme sacré. Il est vrai que ce dogme n'est pas toujours observé, paraît-il, dans la pratique. (1) Il paraît d'ailleurs que, poussés par les circonstances, et quelque peu encouragés par les textes même du Coran, les interprètes autorisés de la loi religieuse se sont attachés, en ces derniers temps, à établir une démarcation entre le prêt à intérêt et l'usure. La même évolution qui s'est produite à ce sujet en Europe, semble sur le point de s'accomplir en Égypte, mais ce n'est pas encore chose faite. La résistance des principes longtemps considérés comme

(1) Bien que les prêteurs d'argent soient, comme on sait, presque tous étrangers ou tout au moins non musulmans, il y a pour ces derniers des moyens de tourner la loi.

absolus, s'oppose à une évolution complète et rapide. Parmi les principes bien connus de Raiffeisen du reste, il en est un qui est particulièrement propre au but éducatif que devraient se proposer les associations égyptiennes, et qui a été adopté dans l'Inde, en Algérie, en Tunisie, dans tous les pays qui ont, au point de vue du but que poursuit le Crédit rural, et des difficultés que peut rencontrer la coopération, quelque analogie avec l'Egypte. C'est la limitation stricte du champ d'action de chaque société. Ce principe permet aux membres des sociétés, qui se connaissent, d'exercer l'un sur l'autre une surveillance réciproque et de s'assurer que les prêts consentis à un co-associé sont réellement productifs. Il n'y a pas de doute que le fellah d'Egypte, qui quelquefois engage avec tant d'imprévoyance son propre avenir, justement pour se procurer l'or convoité, saurait tout au moins s'opposer à ce que celui qu'il aurait fût dépensé par des voisins.

C'est même la défiance que le fellah témoigne à tous ceux qui en veulent à son argent, la répugnance qu'il éprouve à s'en dessaisir qui seront probablement les principaux obstacles que les sociétés coopératives agricoles auront à surmonter en Egypte. C'est, paraît-il, cette considération qui avait dissuadé Chitty bey et Lord Cromer de donner au Crédit agricole tel qu'ils l'ont fondé aucun caractère mutualiste ou coopératif. Jusqu'à présent les faits n'ont pas beaucoup démenti leurs appréhensions. Sur 59.084 déposants que comptaient les caisses d'épargne postales à la fin de l'année 1906, un peu plus de 12.000 seulement étaient égypt-

tiens. Et sur ces 12.000 il n'y en avait que 543 (1) qui exerçaient des « professions agricoles ». Les statistiques ne disent pas si, même parmi ceux-là, il ne s'en trouvait pas quelques-uns d'étrangers.

Dans l'Inde cependant, où un mouvement en faveur de la coopération agricole se poursuit depuis 1900 avec l'appui du gouvernement, de semblables appréhensions existaient pour des raisons analogues ; les rapports des « registars » (secrétaires) pour 1908 expriment l'espoir qu'elles seront surmontées « bien que la plupart des membres s'associent seulement pour emprunter », (2) alors qu'il serait surtout souhaitable de voir augmenter le nombre des déposants.

En Egypte d'ailleurs il est peut-être permis de compter sur les avances désintéressées des notables indigènes,

(1) Ce nombre s'est élevé à 708, d'après le dernier rapport des postes qui vient de paraître.

(2) Rapport de M. H. BUCHAN *registrar for Bengal 1907-1908. To the Secretary to the Board of revenue, Land revenue département 1908.*

Il est vrai que par suite de la non-limitation du taux de l'intérêt et du taux élevé que perçoivent ouvertement les prêteurs d'argent, les opérations des coopératives qui sont en concurrence avec eux sont facilitées. Voici à ce sujet quelques chiffres extraits du rapport pour 1907-1908 du secrétaire des sociétés du Bengale.

LOCALITÉS		Taux ordinaires	Taux d'emprunt des Sociétés	TAUX DES PRÊTS
PATNA ..	{ Sarun.....	12 à 18	6 1/4	12 1/2
	{	25	6 1/4	12 1/2
	{ Darbhanga	24 à 37 1/2	9 3/8	15 3/8
Baghalpur.	{ Manghyr..	24 à 37 1/2	6 1/4	12 1/2
	{ Baghalpur	25	6 1/4	12 1/2
	{ Santhal...	24	9 3/8	18 3/4
	{ Purnea...	30 à 37 1/2	12 1/2	18 3/4
	{ Darjiling..	24	12 1/4	12 1/2

qui ont fait preuve dernièrement d'une très large libéralité, dans leurs dons en faveur de l'enseignement. (1)

Une autre difficulté naîtra sans doute en Égypte de la nécessité de lutter contre cette seconde forme de l'usure, que nous avons longuement étudiée : la vente anticipée à des prix trop bas, et en masse des produits agricoles. La Banque nationale et la Banque agricole, à leurs débuts, l'ont connue, et c'est pour lutter contre elle que ces établissements avaient fondé des « shounahs » ou magasins, dans lesquels les agriculteurs pouvaient déposer leurs produits. En attendant la vente, on leur avançait 75 0/0 sur la valeur de ces produits.

Nous avons vu comment, par suite de la restriction du crédit, les services rendus par ces « shounahs » se sont trouvés insuffisants en 1908.

Espérons que l'organisation projetée saura triompher de tous ces obstacles, plus difficiles encore à vaincre en Égypte que dans d'autres pays. La compétence, l'influence et le dévouement des hautes personnalités qui sont à la tête du mouvement coopératif ne permet pas d'en douter.

§ 2. DÉVELOPPEMENT DE L'INSTRUCTION ET DU COMMERCE PARMI LES INDIGÈNES.

Parmi les nombreuses difficultés que rencontrera sans doute le développement des coopératives (2) égyptiennes,

(1) En Irlande dans des Sociétés du type Raiffeisen, aucun membre ne dépose. Les dépôts sont tous faits, soit par le député au Parlement, soit par le prêtre, le maître d'école et d'autres notables.

(2) Nous n'avons pas d'ailleurs la prétention d'avoir traité à fond ce sujet que nous avons simplement indiqué. Notre objet

il en est au moins une dont nous n'avons pas parlé : le défaut presque général d'instruction parmi les classes qu'il s'agit d'associer au mouvement.

Nous l'avons réservée parce que, avec la moralisation du commerce, la diffusion de l'instruction parmi les Egyptiens est une des conditions essentielles à son développement.

Il s'agit d'abord de répandre cette instruction très élémentaire, nécessaire pour écrire une lettre, faire venir un colis, détruire en un mot le monopole du petit commerçant, si souvent doublé de celui plus dangereux de l'usurier. Malgré les efforts du Ministère de l'Instruction publique, secondés par l'initiative privée, cette instruction élémentaire est encore bien peu répandue en Egypte. Le bureau de statistique de l'Etat, qui fonctionne depuis 3 ans, et aux remarquables travaux duquel nous avons fait si souvent appel, fournit à ce sujet des chiffres significatifs. Sur une population de 11.038.563 Egyptiens, nous trouvons que 267.359 seulement fréquentent les écoles de divers ordres en 1908, en y comprenant les élèves des écoles secondaires et supérieures, soit une proportion de 2,4 0/0 du chiffre de la population totale. Pour les Grecs d'Egypte, la proportion serait de 13 0/0, pour les Italiens 18 0/0, pour les Allemands 28 0/0. La

n'était point d'en faire une étude spéciale, qu'on est en train de poursuivre d'autre part. Disons seulement que dans l'Inde on a proposé la création d'écoles spéciales, où seraient enseignées, en même temps que les principes de la coopération, les connaissances nécessaires pour former de bons secrétaires. Les associations genre Raiffeisen ou Schultze-Delitzch, en Allemagne, ont aussi des écoles à peu près semblables. On se borne cependant, semble-t-il, à y enseigner les principes de la coopération.

statistique (1) ne tient pas compte de quelques koultabs (2) privés, mais elle ne tient pas compte non plus de deux faits assez importants, qui semblent largement compenser cette lacune : d'une part, les familles d'étrangers établis en Egypte, comptent relativement moins d'enfants que les familles indigènes, d'autre part « les familles européennes, faute de trouver ici des écoles supérieures de leur propre nationalité, envoient leurs enfants en Europe, aussitôt qu'ils ont fini leurs études secondaires. » (3) La même statistique, classant les élèves d'après leur religion, nous fait remarquer qu'il n'y a que 227.603 élèves musulmans, sur une population scolaire de 3.410.200 enfants et jeunes gens de 4 à 19 ans, soit une proportion de 6,67 pour cent environ qui fréquentent les écoles. En doublant même cette proportion, pour tenir compte des élèves des écoles religieuses élémentaires, que la statistique n'a pu compter, on voit combien est grande la proportion des Egyptiens complètement illettrés. Les jeunes israélites du même âge fréquentant les écoles, sont au nombre de 7.149 sur 12.879, soit un peu plus de 55 0/0.

On conçoit quelle cause puissante d'infériorité économique il y a là pour le producteur égyptien. Aussi incapable en général de connaître les prix que de les prévoir, il pâtit fatalement de toutes leurs fluctuations.

Il en a été ainsi de tout temps et pour toute espèce de marchandises. Quelques exemples le feront mieux com-

(1) *Statistical return of pupils attending public et private schools in Egypt for the year, 1907-08.*

(2) Ecoles élémentaires où l'on enseigne en général, la lecture, l'écriture, le calcul, et surtout les principes du Coran.

(3) *Id.* Introduction.

prendre et corroboreront ce que nous avons déjà dit à ce sujet.

Avant 1885, par suite du manque de monnaie d'argent à l'époque de la récolte du coton (moment où les transactions nécessitant l'emploi de pièces divisionnaires étaient nombreuses) cette monnaie était sujette à des hausses et à des baisses annuelles. Le fellah peu au courant des fluctuations possibles, la recevait naturellement au cours le plus haut, mais il s'en défaisait invariablement au cours le plus bas, (1) « Le prix du coton subit de fréquentes et brusques variations, dit M. Nahas, d'autre part. (2) L'usurier qui est tenu au courant par les dépêches, envoyées sans cesse par ses correspondants dans les villes, abuse de cet avantage considérable. Le village entier est sous l'impression d'une baisse survenue la semaine d'avant... mais les prix se sont relevés. C'est alors que l'usurier se présente, mettant à ses débiteurs le couteau sur la gorge, et les forçant à lui vendre leur coton au prix le plus bas ».

Ainsi, si toute perturbation un peu importante et un peu brusque dans les prix produit en Egypte, comme on l'a dit, l'effet « d'un coup de pompe » d'une sorte d'aspiration profonde, qui fait le vide dans la bourse du fellah, c'est surtout parce que celui-ci est incapable de se rendre compte du mouvement, soit quand il se prépare, soit quand il s'accomplit.

Il résulte de notre étude que, jusqu'à présent, l'effet

(1) V. Rapport de la Commission monétaire 1885.

C. F. ARMINJON et MICHEL, op. cit. *Revue d'Economie politique*, 1908.

(2) NAHAS, op. cit., page 117.

des perturbations dans les prix dont nous avons parlé est l'appauvrissement du paysan égyptien au profit de commerçants mieux informés. Ces perturbations sont rendues plus fréquentes par suite du petit nombre de commerçants, et de leurs tendances psychologiques particulières. Mais elles sont aussi rendues plus dangereuses pour le pays du fait que ces commerçants et ces spéculateurs sont presque tous étrangers.

Tant que le commerce de l'Égypte ne sera pas aux mains d'Égyptiens, ayant reçu une véritable éducation commerciale, ces perturbations et ces crises n'auront pas seulement la portée d'un phénomène de répartition ; elles constitueront un véritable péril national. L'Égypte tout entière sera un peu comme le paysan égyptien, vendant bon marché, achetant cher, laissant les autres pays, soit indirectement, soit par l'intermédiaire de représentants ou de commerçants établis en Égypte, profiter des écarts et des différences.

Or, tandis qu'on s'est occupé de remédier à la pauvreté et à l'imprévoyance du fellah, et même à son défaut d'instruction, ni le gouvernement, ni l'initiative privée n'ont encore rien fait ou presque rien pour développer en Égypte l'enseignement commercial.

Le fait est extraordinaire dans un pays qui vit de son commerce presque autant que de son agriculture, et où il n'est pas un paysan dont une partie des produits ne soit destinée à des pays lointains, disséminés dans l'ancien et le nouveau continent.

Quelques cours de commerce fondés par des Français ou des Italiens, il y a quelques années, fonctionnent seulement le soir. Le nombre des seuls élèves, Grecs et

Italiens (respectivement 64 et 48) y est presque égal à celui des élèves Egyptiens (139 en tout).

Il y a, dans les collèges des Frères et des Jésuites, au Caire et à Alexandrie, des sections commerciales qui fonctionnent d'une façon permanente, et non pas seulement comme cours d'adultes. Chose remarquable, sur 166 élèves que comptent ces sections, il n'y a que 55 Egyptiens ; sur ces 55 Egyptiens, il y a 5 coptes et un musulman. Ce sont les seuls indigènes authentiques. Les autres sont des Grecs, des Syriens, ou en général des Levantins, devenus, au moins temporairement, sujets locaux. On peut dire sans grande exagération que l'éducation commerciale des musulmans, qui forment la grande majorité de la population égyptienne d'origine, en est encore sensiblement au point où elle se trouvait du temps de Mohammed-Ali. Il ne semble pas y avoir chez eux cependant défaut d'aptitudes, mais défaut de connaissances. Le Coran ne défend pas le commerce, comme il défend le prêt à intérêt : Abou-Bekr, le premier des Khalifes était un marchand. Et l'on sait, que le commerce de l'Egypte, tout au moins, avec les pays d'Afrique, d'Asie et d'Extrême-Orient fut autrefois assez florissant.

Il est vrai que ce commerce fut souvent aux mains des étrangers, mais rien, si ce n'est le défaut d'éducation commerciale, n'explique cette longue abstention des Egyptiens. Habitant un pays commerçant, de par la nature de ses produits, et par sa situation même, ils doivent un jour ou l'autre devenir commerçants. Ils exonéreraient ainsi leur patrie du lourd tribut qu'elle paie aux étrangers qui exploitent ses richesses, et dont le mono-

pole risque de les tarir. Ils acquerraient au moins, par l'étude des conditions du commerce moderne, sinon par sa pratique, cette notion de l'échéance commerciale, ce souci des engagements pris, dont l'absence chez eux est profondément regrettable au point de vue économique, et qui fait si souvent défaut aux commerçants actuels. C'est ce manque d'exactitude commerciale qui est une des causes de la multiplicité des intermédiaires. C'est aussi la cause principale des restrictions de crédit que les banques européennes et les commerçants étrangers, en relations d'affaires avec l'Egypte croient devoir imposer, justement aux moments où l'Egypte a le plus besoin d'argent.

La plupart de ces banques, qui, en temps ordinaire, ne pratiquent l'escompte qu'avec circonspection, le refusent presque complètement dans une période de crise comme celle de 1907. Même lorsqu'elles sont sûres d'être payées, elles ne sont pas sûres de l'être exactement à l'échéance. On conçoit l'influence que peut avoir cette considération, sur des établissements qui tiennent à ne pas immobiliser leurs fonds. Ils se croient obligés de refuser des avances que leurs disponibilités leur permettraient de consentir. Le taux des intérêts s'élève. Pendant que les banques regorgent d'or (1), l'or semble

(1) « L'encaisse moyenne depuis juillet 1907 jusqu'à décembre 1908 des banques d'Egypte a été sensiblement supérieure à celle de 1906 et du premier semestre 1907.

Cet excédent, pour trois banques seulement, a atteint 14 000 environ ; pour l'une d'elles, il a atteint 22 000. Pour quelques banques dont les statistiques ne nous sont pas connues, l'excédent a été subit en juillet 1907. Il s'agissait d'envois d'or d'Europe en Egypte, faits pour renforcer la situation de ces ban-

rare, et plus est grande la rareté apparente, plus l'exactitude des commerçants se trouve en défaut. C'est ainsi que se prolongent des crises de crédit sans qu'aucune cause apparente puisse expliquer cette prolongation. Et nous avons vu avec quelle facilité elles se transforment en crises agricoles infiniment plus graves. Toutes ces répercussions fâcheuses seraient atténuées, sinon complètement supprimées, si le plus grand nombre possible d'Egyptiens prenaient part au commerce de leur pays et se pénétraient des habitudes commerciales. Etablis à demeure dans leur patrie, ils auraient bientôt plus de souci de leur honneur de commerçants qu'un certain nombre d'étrangers qui peuvent trop facilement aller se refaire une réputation ailleurs. Les Musulmans surtout, qui ne retirent pas de leur argent des bénéfices illicites, auraient tout à gagner et rien à perdre à être exacts à l'échéance.

Des mesures transitoires peuvent, en attendant contribuer à moraliser le commerce égyptien. On pourrait, par exemple, donner une certaine publicité aux protêts pour traites acceptées et souscrites. Le *Bulletin de la Chambre de Commerce française* d'Alexandrie, pour le

ques, dans la crainte de retraits de clients pris de panique après la suspension des paiements de la Cassa di Sconto.

Pour quelques banques d'Egypte pratiquant l'escompte du papier de commerce ou autre sur l'Egypte, nous n'avons pu obtenir de renseignements précis, nous avons pu savoir cependant que le chiffre des effets escomptés de mi-1907 à fin 1908 était sensiblement inférieur à celui des escomptes pratiqués par les mêmes banques, pendant le laps de temps (18 mois) précédant immédiatement la période indiquée. »

(Obligamment communiqué par M. MORTRAND, fondé de pouvoirs du Crédit Lyonnais).

mois d'août 1908, qui proposait cette mesure, après avoir indiqué combien elle serait précieuse pour les fournisseurs, ajoutait : « D'autre part beaucoup de commerçants ne tiennent pas compte des protêts. Cette indifférence disparaîtrait sans doute lorsqu'ils sauraient que les protêts sont publiés, et connus de leurs fournisseurs. Ce serait la moralisation du commerce, dont l'Égypte a grand besoin ». On en pourrait dire autant de toutes les mesures : augmentation du nombre des chambres dans les tribunaux mixtes, réforme de la procédure (1), qui auraient pour but de réduire au minimum le temps qui s'écoule entre une échéance à laquelle on ne fait point face, et l'exécution forcée. La coïncidence à peu près complète de l'une et de l'autre enlèverait aux débiteurs insolvables l'espoir de se sauver en gagnant du temps, et quelquefois à ceux qui sont solvables, l'idée que la prolongation des poursuites est, en définitive, avantageuse pour eux, puisque les frais de ces poursuites, augmenté de l'intérêt judiciaire, sont souvent inférieurs à l'intérêt qu'ils retirent de leur argent.

En résumé, la pratique du commerce par les musulmans, et sa moralisation auraient surtout pour résultat d'empêcher la prolongation et l'exagération des crises de crédit. En limitant les effets de celles-ci, elles les empêcheraient de se transformer en véritables crises nationales se répercutant surtout sur l'agriculture qui est la principale et presque l'unique source de richesse du pays. Quand, dans un organisme, un seul organe a une pareille importance, son fonctionnement devrait

(1) Le gouvernement égyptien est en train actuellement d'étudier ces deux questions.

être spécialement facilité par une harmonie complète entre les autres organes et lui. A l'agriculture égyptienne devrait correspondre un commerce égyptien.

SECTION 3. — Organisation des bourses.

Il semblerait à priori que, dans un pays surtout agricole comme l'Egypte, et où, de plus, les capitaux disponibles, quand il en existait, avaient une tendance à se cacher, l'organisation du crédit et des bourses — surtout des bourses de valeurs — dût être matière secondaire. La violence du krach financier de 1907 et la profonde portée de ses contre-coups ont prouvé qu'il n'en était pas ainsi.

Nous avons dit que la crise financière dont se sont surtout préoccupés les Européens, parce que c'était celle qui les touchait le plus directement, n'est pas, selon nous, le plus important des phénomènes économiques que nous avons essayé d'étudier. Cependant, si elle a été la première de son genre en Egypte et restera probablement la plus importante, elle risque d'être suivie d'autres du même genre, comme ces maladies dont les accès se reproduisent en s'affaiblissant. Il est naturel que nous disions un mot des mesures qui peuvent, à l'avenir, atténuer ces rechutes. L'effet indirect que la crise financière de 1907 a eu sur la crise pseudo déficitaire de 1908, que nous avons étudiée particulièrement, justifie du reste se supplément d'étude.

Naguère encore, l'Egypte semblait si peu destinée à subir une crise de spéculation, surtout sur les valeurs

de bourse, qui n'existaient pour ainsi dire pas dans ce pays, que, jusqu'aux quelques années qui ont précédé immédiatement la crise financière, le gouvernement ne s'était guère préoccupé de prendre aucune mesure propre à atténuer la spéculation. « La profession de courtier est libre, » disait simplement le code de commerce mixte. Tout au plus le décret du 24 mai 1898, en défendant aux sociétés de diviser leurs actions en coupures moindres de 5 livres, (1) limitait-il très légèrement le nombre de ceux qui pouvaient en acheter, disposition facilement tournée d'ailleurs, comme nous l'avons vu, pendant la période qui précéda la crise, par la constitution de nombreuses sociétés anglaises. A la suite de la spéculation sur les cotons, qui s'était surtout développée en Egypte depuis 1900, (2) l'attention du gouvernement Egyptien fut, pour la première fois, sérieusement appelée, en 1903, sur la spéculation. Chose curieuse, il présenta à l'adoption des puissances un projet de modification du code mixte qui devait avoir surtout pour résultat, semble-t-il, de la favoriser, en supprimant complètement l'exception de jeu appliquée aux marchés à terme. Le doyen des magistrats de la Cour d'Appel mixte d'Alexandrie, M. Vercamer, (3) protesta avec tant de véhémence contre cette proposition, que le gouvernement égyptien, sans cependant revenir formellement sur la décision de supprimer l'exception de jeu, réunit une commission internationale chargée d'étudier les moyens de limiter les mauvais

(1) Le code de commerce mixte disait 100 francs.

(2) V. Annexe 1 à l'ouvrage de M. Vercamer. « *La question internationale des jeux de bourse en Egypte.* »

(3) V. VERCAMER, op. cit.

effets de la spéculation. (1) La commission aurait pu s'inspirer des lois allemande, autrichienne, canadienne, élaborées surtout en vue de protéger les intérêts de l'agriculture dans des pays où elle est considérée comme une branche importante de la production nationale.

L'adoption de mesures semblables à celles que prescrivent les act. 54, 55 et suivants de la loi allemande du 22 juin 1896, en particulier, c'est-à-dire la validation des seuls marchés à terme conclus entre personnes inscrites sur le « registre de bourse », bien qu'elle n'ait pas eu grand effet en Allemagne, aurait probablement mieux réussi en Egypte à limiter la spéculation entre non professionnels. Il est permis de croire qu'on eût accordé moins de crédit à Alexandrie, qu'on n'en a accordé à Berlin, à l'engagement d'honneur, pris par des personnes non inscrites sur le registre, de payer quand même leurs différences.

La commission, cependant, ne changea pas complètement la proposition du gouvernement. Toute modification qui aurait eu pour but le rétablissement de l'exception de jeu eût probablement été impopulaire, tout au moins parmi les étrangers, car eux seuls s'intéressaient vraiment à la question. On était alors à une époque où la spéculation faisait merveilles, et où tout spéculateur quelque peu heureux, était presque un demi-dieu. La commission se borna donc à élaborer un projet qui mettait les bourses sous le contrôle du gouvernement. Ne sont considérés comme valables, aux termes de ce projet, que les marchés à terme régulièrement conclus dans ces

(1) V. Rapport du conseiller judiciaire pour l'année 1906 et l'année 1907.

bourses, par l'entremise de courtiers inscrits, et portant sur des valeurs admises à la côte. Parmi les membres du comité chargé de décider des admissions, doivent figurer un ou plusieurs commissaires du Gouvernement. Les garanties d'honorabilité et de solvabilité à exiger des courtiers seront déterminées par un décret khédivial; une clause du projet, leur interdisant de se porter contre-partie sans autorisation spéciale, garantit la sincérité des opérations faites par eux.

On remarquera que le projet de la commission internationale, représentant les puissances, ne contient aucune réglementation spéciale du marché à terme des produits agricoles. Pour le coton, toute réglementation particulière à l'Egypte serait en effet inutile. Peu importe qu'on ne spéculé plus sur les cotons égyptiens à Alexandrie, si la spéculation sur ce produit continue à Liverpool et même à New-York. (1) Il n'en serait peut-être pas de même des céréales égyptiennes, qui ont un marché surtout égyptien, puisque certaines d'entre elles, en particulier la plus importante, le blé, répondent surtout à des besoins locaux.

(1) L'interdiction du marché à terme sur les cotons, si elle était possible, aurait cependant un résultat excellent, sinon pour les spéculateurs, tout au moins pour les agriculteurs. Un seul argument suffirait pour le montrer. Comme nous l'avons dit plus haut, un certain nombre de producteurs vendent d'avance leur coton avec faculté de déterminer, dans une certaine période, le jour où le prix sera fixé. Vers la fin de cette période, quand beaucoup de ces prix restent à fixer, les prix descendent régulièrement chaque année de plusieurs points, pour remonter aussitôt après. C'est là un fait que nous avons constaté nous-mêmes sur des diagrammes reproduisant les cours cotés à Alexandrie. La suppression du marché à terme rendront plus difficiles les manœuvres qui tendent à le produire.

Le projet de la commission, du reste, n'a pas encore été promulgué. (1) La crise de 1907, en montrant d'une façon évidente les dangers de la spéculation, écartait en même temps ces dangers pour quelque temps. Le rapport du conseiller judiciaire pour 1907 faisait prévoir que « le changement survenu dans la situation financière du pays, depuis la dernière discussion de ce projet, rendrait peut-être nécessaire un examen nouveau des conditions à imposer. » Il ne paraît pas probable cependant que cette nouvelle discussion, si elle a lieu, aboutisse à rendre inaccessible le marché à terme aux non professionnels. Ce serait là pourtant un résultat souhaitable, semble-t-il. Les bienfaits de la spéculation : prévision de l'offre et de la demande, et, par suite, atténuation des fluctuations considérables qui peuvent résulter des variations brusques et inattendues de l'une et de l'autre, ne peuvent se réaliser en effet que si le spéculateur est au courant de toutes les circonstances capables de les affecter sur le marché mondial. On peut affirmer que les connaissances nécessaires à ceux qui veulent jouer un pareil rôle, font défaut aux non professionnels en général, et particulièrement aux non professionnels égyptiens. Mais, d'autre part, tant que les connaissances commerciales et financières ne seront pas plus généralisées dans le pays on peut craindre que la réduction du nombre de spéculateurs ne laisse la fixation des prix à un nombre trop restreint de personnes.

La non exclusion des spéculateurs d'occasion résulterait ainsi d'un des défauts de l'organisme économique

(1) Mars 1909.

égyptien, que nous avons déjà signalé : la non participation des indigènes au commerce de gros. (1)

Les opérations à terme entre non professionnels se trouveront d'ailleurs réduites par la nouvelle loi dans une mesure plus considérable qu'il ne semble au premier abord. La spéculation qui a été la cause déterminante de la crise de 1907 résultait moins, pour les valeurs, du marché à terme proprement dit que d'un de ses succédanés : le marché au comptant en compte courant. Une agence de courtage faisait, en général, la contre-partie des ordres d'achat. L'opération initiale était une opération au comptant : l'agence vendait à son client un certain nombre de titres. Seulement, au lieu de prendre livraison de ces titres, le client les laissait en dépôt à la banque ou à l'agence ; il était débité du prix en compte courant. Les crédits très larges que faisaient ainsi les banques ou les agences de courtage sur les titres qu'elles conservaient en dépôt faisaient ressembler ces marchés au comptant à de véritables marchés à terme. Très souvent, en effet, le client ne prenait pas livraison des titres.

Il se bornait à liquider ou à payer à la fin du mois la différence entre leur prix d'achat et le prix coté au jour où il devait « lever les titres », en tenant compte du courtage et des intérêts courus sur la somme due depuis le jour de l'achat. De semblables opérations seront certainement rendues moins faciles par l'interdiction qui sera faite aux courtiers, de se porter à volonté contre-partie de leurs clients.

(1) Parmi les négociants en gros qui opèrent à la bourse de Minet-el-Bassal (Alexandrie) il n'y a, à notre connaissance, qu'un seul égyptien musulman.

De plus, on espère que le comité n'admettra à la cote et par suite au marché à terme que des valeurs susceptibles d'une certaine fixité de cours. Il serait difficile de dire si cet espoir se réalisera.

Quoi qu'on puisse penser à ce sujet, le projet de réglementation des bourses paraît assez bien conçu. La principale imperfection qu'il semble présenter à notre avis, le manque de séparation entre la spéculation utile, faite par des agents informés et la spéculation nuisible, simple jeu auquel le premier venu peut se livrer, résulte d'un état économique et social difficile à modifier immédiatement. Cette imperfection est moins importante d'ailleurs qu'elle ne paraît. Tel qu'il est, ce projet semble suffisant pour écarter les excès graves de spéculation qui ont été le point de départ de la crise financière de 1907, et ont, de conséquence en conséquence, produit la perturbation des prix dont l'agriculture et toutes les classes de la population égyptienne ont souffert en 1908.

SECTION IV. - Les Banques

Les banques ont été, pendant toute la période aiguë de la crise de 1907, les boucs émissaires chargés de tous les péchés d'Israël. On leur a reproché de n'avoir pas su empêcher la crise, d'avoir favorisé même les excès de crédit, d'avoir enfin aggravé la débâcle, en restreignant, dans les moments difficiles, ces mêmes crédits, trop largement accordés dans les périodes de prospérité. D'autre part, on s'est félicité après la crise de la prudence qui leur avait permis de tenir tête à l'orage, et on a vu

un signe de renaissance dans l'abondance de leurs capitaux disponibles.

Elles ne méritaient ni cet excès d'éloge, ni ces reproches qu'on leur a adressés par suite d'une comparaison superficielle avec ce qui se passe dans les pays occidentaux. Leur conduite résulte de conditions locales, qu'il est difficile de modifier ; ici encore, c'est l'état social qui règle le fonctionnement du mécanisme économique.

Les banques égyptiennes, en effet, ne peuvent, nous l'avons dit, (1) se procurer en Egypte les capitaux nécessaires à la vie économique de ce pays. Les dépôts qu'elles reçoivent et qui sont relativement peu importants, leur viennent des villes, des Européens ou des indigènes européenisés.

La grande majorité des égyptiens restés fidèles aux mœurs et aux traditions de leur pays ne font jamais de dépôts dans les banques.

La plupart de ces établissements sont simplement des succursales des banques d'Europe, ou des clients emprunteurs de ces succursales. (2) A telle enseigne que la plupart d'entre elles ne publient même pas de bilan séparé.

Dans ces conditions, on peut dire sans exagération qu'elles reflètent la situation financière du pays étranger dont elles dépendent, plutôt que la situation économique de l'Egypte. On peut même dire, ainsi que nous l'avons

(1) Voir au chapitre I.

(2) Nous voulons parler des petites banques locales qui, au lieu d'être en relations directes avec de gros capitalistes européens, se bornent à traiter avec les banques d'Europe par l'intermédiaire de leurs succursales établies en Egypte.

montré ci-dessus, que plus le numéraire circulant est rare en Egypte, plus les banques d'Egypte en regorgent. C'est ainsi que leur encaisse, en juillet et août 1907, précisément à l'époque du krach financier, était de beaucoup supérieure à ce qu'elle avait jamais été pendant les deux ou trois années précédentes.

Ceci est vrai même de la Banque Nationale, ainsi qu'on pourrait s'en rendre compte en consultant les bilans qu'elle publie mensuellement. Cette situation semble toute naturelle, étant donné l'état social et économique du pays. On a reproché aux banques de ne pas s'être unies pour conjurer la crise de spéculation de 1907, et sauver la seule d'entre elles qui ait été obligée de suspendre ses paiements. Celle-ci, exceptionnellement, avait des dépôts, ainsi que l'indique son nom : « Cassa di Sconto e di *Risparmio* ». De plus, elle fut prise au dépourvu lorsque ses correspondants d'Europe lui coupèrent les crédits. Mais cette union des banques égyptiennes eut été aussi difficile que le serait un consortium entre la Société générale française, la Deutsche Orient bank, de Vienne, la Banque de Reports d'Anvers, et la Banque d'Athènes par exemple. Bien plus même, car les succursales de ces sociétés établies en Egypte n'y ont pas leur conseil d'administration, que l'on réunit nécessairement avant de prendre des mesures aussi graves, comme fit par exemple M. Rouvier pour la Banque de France quand cet établissement vint au secours de la Banque d'Angleterre, lors de la chute célèbre de la maison Baring Brothers en novembre 1890.

Pareille entente est impossible entre établissements ayant leur siège dans les différents pays de l'Europe, et

obéissant les uns et les autres à des intérêts divers. Elle est impossible surtout à un moment de crise générale où les branches principales de ces établissements ont elles-mêmes besoin d'une forte encaisse, et où le resserrement monétaire est universel. Mais, disaient certains, si les banques ne pouvaient venir en aide à leur clientèle dans un moment de gêne, pourquoi lui accordaient-elles de si larges crédits quelque temps auparavant ? Pourquoi ne s'attachaient-elles pas à restreindre le crédit petit à petit, au lieu de le couper brusquement ? Tout simplement parce que, pour restreindre le crédit, aussi bien que pour le soutenir, il fallait une entente. Or cette entente était aussi difficile dans l'un des cas que dans l'autre. Qu'eussent fait en effet les clients d'une banque quelconque qui se fût avisée la première d'élever le taux de son escompte ou l'intérêt de ses avances sur titres ? Ils se seraient évidemment adressés ailleurs, et la banque eût perdu ses clients sans résultat. Dans les pays où un puissant organisme central — comme la Banque de France, par exemple — joue le rôle de régulateur du crédit, cette élévation du taux de l'escompte et de l'intérêt s'opère, comme on sait, avec la plus grande facilité. Il n'en est pas de même en Egypte.

Dépend-il au moins de la Banque Nationale d'Egypte de jouer ce rôle de régulateur du crédit ? Nullement, semble-t-il, dans les conditions actuelles. Il faudrait d'abord pour cela que cet établissement jouât le rôle de « Banque des banques », à l'exemple des grands établissements de France et d'Angleterre qui ont un nom similaire. Mais il ne faut pas conclure d'une similitude de noms à une analogie de situation et de fonctions. Ce qui

permet à la Banque de France et à la Banque d'Angleterre, pour ne citer que celles-là, de jouer ce rôle capital de régulateurs du crédit, c'est, en dehors de la supériorité que leur donne les capitaux énormes dont elles disposent, la fonction de réescompte dont elles peuvent se charger facilement, grâce au privilège de l'émission des billets.

En Egypte, la Banque Nationale a aussi ce privilège ; mais le législateur égyptien, préoccupé à juste titre d'assurer aux porteurs de ces billets des garanties aussi fortes que possible, n'a autorisé cette émission que sous des conditions telles qu'elle ne peut pas être pour la Banque une source bien grande de bénéfices, tout au moins en temps de crise, lorsque la banque a besoin précisément de défendre ses réserves. (1) Cette préoc-

(1) Nous ne pouvons pas analyser complètement ici ces conditions. Elles se résument en ceci : la banque, à l'imitation de la Banque d'Angleterre, est divisée en deux départements : « Banking department » et « issue department ». Celui-ci remet à l'autre les billets qu'il émet. Ces billets sont garantis pour moitié au moins par des espèces métalliques, pour l'autre moitié par des titres agréés par l'Etat et déposés dans les coffres de « l'issue department », qui ne peuvent être ouverts qu'en présence du commissaire du gouvernement. Ces coffres sont, en effet, à deux clefs dissemblables dont l'une est déposée entre ses mains. Il peut exercer à tout moment son droit de contrôle sur les espèces et sur les titres, par conséquent faire compléter ceux-ci à tout moment où ils viendraient à être dépréciés. Titres et espèces sont la garantie spéciale des porteurs de billets ; ceux-ci ont sur ces garanties un véritable privilège. A condition que le commissaire du gouvernement exerce ses fonctions avec vigilance, on peut donc dire que les billets sont à chaque instant représentés. On conçoit qu'avec un pareil système, le privilège de l'émission ne soit pas un très grand avantage pour la banque. Elle peut bien, dira-t-on, affecter à la garantie des billets une partie des titres de sa réserve. Oui, mais à condition que ces

cupation légitime, de la part du gouvernement égyptien, pourrait être jugée excessive dans d'autres pays. Elle ne l'était sans doute pas en Egypte, où elle était imposée par l'état social. Il s'agissait en effet d'accoutumer les Egyptiens à l'usage des billets de banque, complètement inconnus à la grande majorité de la population, et, pour cela, de garantir absolument ceux-ci contre toute chance de dépréciation, si petite fût-elle. Aujourd'hui encore beaucoup d'indigènes, de fellahs tout au moins, préfèrent l'or aux billets et n'acceptent ceux-ci qu'à contre-cœur. (1)

D'autre part, les effets souscrits en Egypte au profit d'Égyptiens sont peu nombreux. Pour les effets sur l'étranger, certaines banques ayant leur siège principal dans les pays où les effets sont payables, sont souvent mieux situées que toute autre pour les laisser mûrir et au besoin le cas échéant les faire encaisser elles-mêmes. Il n'y a le plus souvent nulle raison pour que le Crédit Lyonnais, par exemple, ayant des attaches nombreuses en France, fasse réescompter les effets sur la France, qu'il peut posséder par la National Bank. Quant aux effets sur l'Egypte, comme il n'est pas sûr qu'ils seront payés exactement à l'échéance (nous avons dit pourquoi),

réserves soient surabondantes, c'est-à-dire en temps d'abondance monétaire. Ce n'est pas le cas en temps de crise, lorsqu'il s'agit précisément de les défendre.

(1) Malgré les précautions parfaites qui avaient été prises pour les garantir, ces billets n'étaient généralement acceptés, il y a deux ou trois ans à peine, qu'à condition que celui qui les donnait en paiement y apposât sa signature, pour une sorte de supplément de garantie, comme font encore les marchands de certains pays pour garantir la valeur des lingots qui servent de monnaie.

ce sont encore les banques de la nationalité du souscripteur qui sont le mieux placées pour les conserver et exercer un recours contre celui-ci dans le cas où le tiré ferait défaut.

Pour qu'elles eussent avantage à les faire réescompter, munis de leur signature, par la Banque Nationale, il faudrait que le taux d'escompte de celle-ci pût être non seulement inférieur au leur ; mais inférieur aussi à l'intérêt des capitaux qu'elles peuvent tirer de leurs succursales étrangères, ce qui n'est pas le cas généralement.

En un mot, la « National bank of Egypt » ne pourrait jouer le rôle de banque des banques, et par conséquent servir de régulateur au crédit, que si les bénéfices résultant du privilège de l'émission, ainsi que le rôle qu'elle joue depuis quelques années de dépositaire de l'Etat et des administrations publiques, lui permettaient d'abaisser le taux de son escompte, de telle façon que les autres banques eussent avantage à faire réescompter par elles leur portefeuille, muni de la garantie qu'offrirait leur signature. Il est à souhaiter — au point de vue égyptien — que cette situation se réalise. Elle se réalisera probablement un jour, lorsque la confiance du public égyptien dans les billets de banque étant accrue, le gouvernement croira pouvoir dispenser la banque d'une partie de la garantie de ces billets qu'elle immobilise.

Cette réforme du crédit, qui dépend des mœurs du pays serait hâtée par d'autres dont nous avons déjà parlé, telles que le sentiment de l'exactitude dans les paiements, la diffusion de l'éducation commerciale, la généralisation enfin, parmi la population musulmane, de l'habitude

de déposer ses économies à la banque, et la possibilité d'encourager ces dépôts en leur servant un petit intérêt. Une banque nationale pourrait alors jouer et jouerait certainement le rôle de régulateur du crédit. Elle diminuerait ainsi la violence et la durée des crises proprement commerciales, et les empêcherait d'affecter d'une façon grave l'agriculture en aboutissant à une suppression temporaire du crédit comme a fait celle de 1907. Mais on ne peut hâter utilement l'avènement de ces réformes qu'en agissant sur les habitudes économiques et commerciales qui, comme tout ce qui touche aux mœurs est difficile à changer brusquement et par des mesures qui seraient toutes de surface.

CONCLUSION

Nous avons essayé, tout en étudiant des faits particuliers à l'Egypte, de nous placer à un point de vue aussi général que possible. Nous aurions voulu que notre travail, dépassant en portée ces faits, pût avoir un intérêt permanent.

1° Au point de vue des études économiques en général.

2° Au point de vue de la connaissance de l'organisme égyptien en particulier.

Nous n'avions pas à nous placer spécialement au premier de ces deux points de vue. Nous croyons cependant, d'une part, avoir suggéré des rapprochements entre cette partie européenne ou européanisée de la population de l'Egypte au sein de laquelle la crise de spéculation de 1907 a éclaté, et les autres milieux sociaux semblables qu'on rencontre en Australie au Transvaal, au Brésil, dans l'Argentine, et qu'on rencontrera peut-être un jour à Constantinople. (1) Par-là, notre travail

(1) Nous avons dit (p. 123 note) qu'une partie des spéculateurs égyptiens s'y étaient transportés. On avait même commencé, avant la contre-révolution du 13 avril 1908, à y acheter des terrains en prévision de la hausse future. De même, en 1891-92, après la crise argentine, une partie de la population de Buenos-Ayres s'était transportée à Rio-de-Janeiro pour des raisons semblables. Il serait facile de multiplier ces rapprochements.

serait une contribution à l'histoire des crises dans les pays qu'on est convenu d'appeler des pays neufs. D'autre part, nous nous sommes demandé si cette faiblesse de l'organisme égyptien qui résulte de la pauvreté et de l'ignorance du fellah, et qui se traduit par les pertes qu'il subit dans les transactions commerciales auxquelles il se livre ne pouvait pas se manifester ailleurs qu'en Egypte. La règle que nous avons essayé de dégager pour exprimer les variations de ces pertes s'applique plus ou moins partout où une population agricole, vivant au jour le jour, peut, faute de ressources et d'avances, se trouver dans l'alternative d'emprunter à des taux usuraire élevés ou de se procurer de l'argent en vendant à vil prix ses produits. Nous croyons toutefois qu'elle n'est importante que là où le cultivateur peut être forcé de racheter plus tard les produits qu'il a vendus, et qu'à ce point de vue comme à bien d'autres, l'Egypte est un pays très particulier.

En ce qui le concerne spécialement nous avons vu que l'efficacité de la plupart des moyens que l'on peut proposer pour stabiliser les prix dans ce pays et éviter le retour de perturbations semblables à celles que nous avons décrites, est subordonnée à des modifications plus ou moins profondes de l'état psychologique et social des diverses classes de sa population.

On pourrait résumer d'une façon très générale ces modifications en disant qu'elles devraient résulter d'une pénétration plus complète et d'une collaboration plus étroite de la partie indigène et de la partie européenne de la population de l'Egypte : la première devrait emprunter les institutions économiques de l'Europe au

fur et à mesure qu'elle en prend chaque jour davantage les habitudes et les besoins ; la seconde comprendre mieux la constitution particulière du milieu indigène au sein duquel elle vit.

L'Egypte indigène a eu raison de faire appel au crédit de l'étranger pour développer ses propres ressources de 1900 à 1907 ; elle a eu tort de ne pas s'apercevoir que les capitaux sur lesquels elle comptait pouvaient lui faire défaut un jour. Cette éventualité était d'autant plus probable qu'elle pouvait provenir, non seulement d'une gêne passagère de ses prêteurs d'Europe, mais encore des excès de spéculation auxquels pouvaient se livrer les étrangers qui, établis chez elle, lui servaient d'intermédiaires pour ses emprunts comme pour son commerce. Ces étrangers font payer quelquefois, pour les services qu'ils rendent, un tribut dont les membres les plus éclairés de la population indigène doivent affranchir l'Egypte. Il faut qu'ils rivalisent sur leur propre terrain avec ces « travailleurs de l'argent », comme ils s'appellent eux-mêmes, et qu'ils ne les laissent pas trafiquer seuls des richesses de leur pays. La nation égyptienne entière doit apprendre à épargner et à faire usage de son épargne, se donner à elle-même, autant que les prescriptions de sa religion le lui permettent, des institutions grâce auxquelles elle puisse compter, en temps de besoin, sur ses propres ressources.

Telle est la leçon qui découle, pour l'Egypte indigène, des faits que nous avons décrits. Il y a lieu d'espérer qu'elle n'aura pas été trop chèrement payée. La baisse du coton, tenant en partie à des causes extérieures à l'Egypte, s'arrêtera probablement d'elle-même. Quand à

la disette factice qui est résultée, en automne 1908 de l'arrêt du crédit, elle aura disposé le fellah à recevoir des leçons de prévoyance qui, si elles sont bien comprises, lui permettront de ne plus manquer de « ce pain qu'il a semé ».

L'étude attentive d'un malaise agricole comme celui de 1908 peut être utile aussi aux européens qui vivent dans ce pays. Elle devrait leur rappeler que le rôle nécessaire qu'ils y jouent n'est peut-être pas, après tout, au point de vue économique, le rôle essentiel. C'est l'Egypte indigène et agricole qui est l'organe principal du pays qu'ils dirigent quelquefois et dont ils doivent en tout cas développer les ressources, parce que c'est de sa prospérité que dépend la leur. Cet organe supporte le contre-coup de tous les mouvements un peu profonds qui agitent le pays ; par contre, ses souffrances s'étendent et se répercutent forcément dans le pays tout entier. C'est ainsi que les fellahs égyptiens, qui ne spéculent jamais, ont cependant souffert indirectement d'une crise de spéculation comme celle de 1907. Ils nous a semblé que l'explication de pareils faits, nombreux en Egypte, ne pouvait résulter pour des Européens, que de la connaissance aussi complète que possible de l'Egypte indigène, de cette partie au moins de l'Egypte indigène qui travaille et qui produit. C'est pourquoi nous avons voulu l'étudier spécialement tout en recherchant les causes du malaise qu'elle vient de subir.

Les divers enseignements que les perturbations économiques récentes comportent, porteront lentement leurs fruits. C'est grâce aux progrès économiques de l'Egypte indigène qu'a eu lieu cette baisse locale de la valeur de la

monnaie dont nous avons étudié le prolongement. Ce mouvement, un moment arrêté, reprendra sans doute et provoquera un nouvel essor, moins grand, mais plus sûr que le premier. Il serait téméraire d'affirmer que l'Egypte ne subira plus de crises, mais la première de ses crises de crédit et de spéculation restera probablement la plus violente. Tant que le coton sera pour elle une culture importante, elle subira encore le contre-coup des crises générales de surproduction industrielle, mais, mieux préparée à le supporter, elle en souffrira beaucoup moins : les leçons du passé contribueront à la sécurité de l'avenir.

Vu :

Nancy, le 21 Juin 1909,
Le Président de la thèse,
J. GARNIER

Vu :

Nancy, le 21 Juin 1909,
Le Doyen,
R. BLONDEL.

Vu ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 21 Juin 1909.
Le Recteur de l'Académie,
CH. ADAM,
Correspondant de l'Institut.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux

- AFTALION. — *De la réalité et de la possibilité des crises générales de surproduction.* (Revue d'économie politique, Novembre 1908, février-mars 1909.)
- *De la décadence de l'industrie linière et de la concurrence victorieuse de l'industrie cotonnière,* Paris 1902.
- TARDE. — *Psychologie économique.*
Les lois de l'imitation.
- JUGLAR. — *Des crises économiques et de leur retour périodique,* 1889.
- LESCURE. — *Des crises générales de surproduction et de leur retour périodique,* Bordeaux 1906.
- PIERRE VIALLES. — *La consommation et les crises économiques,* Montpellier 1902.
- WIRTH (Maximilian-Wilhelm). — *Geschichte der Handelskrisen,* Francfort 1890.
- JONES. — *Economic crisis,* London 1900.
- OTTOLENGHI. — *Delle perturbazioni economiche,* Torino 1901.
- BISHOP. — *The argentine crisis.* (Economic Journal, 1891.)
- PIERRE LEROY-BEAULIEU. — *L'Australie et la Nouvelle-Zélande.* (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} septembre 1896.)
- Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France.* — Transvaal 1905 et 1906, L.-L. Price (Fellow of Oriel college, Oxford), Money and its relations to prices.
- COOKE. — *History of prices.*
- EUG. SCHWIEDLAND. — *Etude sur les rapports existant entre les prix en gros et en détail.* (Revue d'économie politique, 1890.)
- *Das Verhältniss der Gross- und Kleinhandelspreise.*
- Report on the working of cooperative credit societies in Bengal for the year 1907-08,* Calcutta 1908.

II. Ouvrages spéciaux sur l'Egypte

- P.-S. GIRARD. — *Mémoire sur l'agriculture, l'industrie et le commerce en Egypte*, éd. Pancouke, 1825.
- BOWRING (JOHN LL^d). — *Report on Egypt and Candia*, Londres 1840 (collection des Livres-Bleus).
- W.-E. LANE. — *Modern Egyptians*.
- DE RÉGNY Bey. — *Statistique de l'Egypte*.
- J.-M^c COAN. — *Egypt as it is 1877*.
- YACOB ARTIN Pacha. — *Essai sur les causes du renchérissement du coût de la vie matérielle au Caire*. (Mémoire présenté à l'Institut égyptien.)
- CAPTAIN H.-G. LYANS. — *The cadastral survey of Egypt*, Cairo 1908.
- F.-CHARLES ROUX. — *Le coton en Egypte*, Paris 1908.
- BRUNHES JEAN. — *L'irrigation dans la péninsule ibérique et dans l'Afrique du Nord*, Paris 1904.
- F. NAHAS. — *Situation économique et sociale du fellah égyptien*. (Thèse, Paris 1901.)
- PIOT Bey. — *Causerie ethnographique sur le fellah*.
- LORD DUFERIN. — *Report on Egypt*, 1883. — Spécialement annexe par M. Volliers-Stuart M. P.
- Rapports des consuls généraux*. — Spécialement rapports de Lord Cromer.
- Bulletins*. — De la chambre de commerce française d'Alexandrie.
— De la chambre de commerce anglaise.
— De la chambre de commerce internationale.
- Rapports de la commission des Domaines de l'Etat*, 1883 à 1908.
- Rapport du conseiller financier et du conseiller judiciaire*.
- VERCAMER. — *La question internationale des jeux de bourse en Egypte*, Bruxelles et Paris 1904.
- P. ARMINJON. — *La crise financière égyptienne actuelle*. (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} septembre 1907.)
- P. ARMINJON et BERNARD MICHEL. — *Le commerce extérieur de l'Egypte*. (Revue d'économie politique, 1907.)
- P. ARMINJON et BERNARD MICHEL. — *La circulation, le crédit et leurs instruments en Egypte*. (Revue d'économie politique, 1908.)
- P. ARMINJON. — *Les enseignements de la crise financière égyptienne*. (Revue internationale d'économie politique, 15 février 1909.)
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE I. — LA SPÉCULATION JUSQU'EN 1907.....	1
CHAPITRE II. — LA HAUSSE DES PRIX ET PARTICULIÈREMENT DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES EN 1908.	
SECTION I. — <i>Les faits</i>	25
SECTION II. — <i>Les causes générales de hausse des prix</i>	32
§ 1. Insuffisance de la production agricole.	35
§ 2. Suppression des octrois.....	42
§ 3. Causes monétaires.....	45
SECTION III. — <i>Les causes de hausse ayant agi par- ticulièrement sur les prix des produits agricoles en 1908</i>	54
§ 1. Situation du fellah, son imprévoyance, ses besoins d'argent.....	55
§ 2. Organisation du commerce en gros et du commerce de détail.....	66
§ 3. Ecart entre les prix de vente et le prix d'achat par le fellah de ses propres produits.....	77
SECTION IV. — <i>Importance relative des diverses causes précédemment étudiées</i>	94
CHAPITRE III. — IMPORTANCE DU MALAISE AGRICOLE DE 1908. COMPARAISON DE SES EFFETS AVEC CEUX DE LA CRISE DE SPÉCULATION DE 1907.....	105

CHAPITRE IV. — LES MOYENS A EMPLOYER POUR STABILISER	
LES PRIX EN EGYPTÉ.....	130
1. Remèdes à la pauvreté et à l'imprévoyance du fellah : coopératives agricoles.....	131
§ 2. Développement de l'instruction et du commerce parmi les indigènes.....	138
§ 3. Organisation des bourses	147
§ 4. Les banques.....	153
CONCLUSION	161
BIBLIOGRAPHIE.....	167



